

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

*Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.*

## La Quinzaine Internationale

### L'Europe et les Balkans

Les problèmes purement balkaniques sont passés, pour l'heure, au second plan de l'attention européenne. Les regards des chancelleries se détachent de la Yougoslavie, de l'Albanie, de la Grèce, de la Bulgarie pour se reporter essentiellement sur l'Occident. Pourquoi? Parce que la diplomatie touche à une nouvelle phase dans la liquidation de la guerre mondiale. Les deux grands problèmes issus de cette guerre: le paiement des réparations et des dettes et la fixation du statut Rhénan, sont encore une fois en jeu.

Les experts ont mis sur pied un plan qu'on appellera Owen Young, du nom de son principal auteur. En principe, ce plan est accepté par les gouvernements intéressés. En l'espèce, il va imposer aux travailleurs allemands de formidables charges, puisque de par les répercussion naturelles et automatiques en régime capitaliste, c'est toujours le prolétariat qui, en dernière analyse, paie les impôts. Il prévoit la formation d'une Banque Internationale qui accentuera la pression de la finance mondiale sur les nations, et qui surtout aggravera l'action des hommes d'affaires américains dans l'économie universelle.

Au jeu des réparations correspondra celui des conventions qui règlent le remboursement des prêts des Etats-Unis par l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Italie, le remboursement des prêts britanniques, etc. Ainsi, les travailleurs des puissances qui se sont proclamées victorieuses en 1918 auront à supporter le fardeau écrasant de nombreuses annuités. Si bien que la liquidation de tous les problèmes financiers — si liquidation il y a — aura pour effet d'alourdir partout le pré-lèvement capitaliste.

Mais en même temps, les puissances devront se prononcer sur le sort de la Rhénanie. Dans un récent article de revue, le général Mordacq, qui fut le chef de cabinet de Clémenceau, rappelle comment les hommes politiques et les grands chefs militaires de France voulurent, en 1919, détacher du Reich la rive gauche du Rhin. C'était là un problème vital pour toute l'Europe. La France dut renoncer à l'entreprise, mais se fit accorder le droit, de concert avec les alliés, d'occuper temporairement cette rive gauche. Aujourd'hui, l'Allemagne revendique l'évacuation de son territoire, que les conservateurs français et aussi l'Etat-major français prétendent différer le plus possible. L'Allemagne s'appuie plus ou moins sur certaines puissances de l'Entente, qui ont intérêt à écarter de Coblenz et de Mayence les troupes de la France. Le débat est plus large qu'il n'apparaît à première vue. Pendant qu'elles l'examinent, les chancelleries songent moins aux Balkans, sauf celle de Rome qui pourrait profiter des circonstances pour tenter quelque coup d'audace.

### Peut-il y avoir un rapprochement entre l'Angleterre et l'Amérique?

Chacun sait que le premier soin des travaillistes anglais, et de Ramsay Mac Donald en particulier, en arrivant au pouvoir, a été de se préoccuper des rapports entre leur pays et l'Amérique. On le conçoit aisément: pour tout spectateur impartial, ces relations ont été se tendant d'année en année. Il s'est trouvé des généraux ou des amiraux pour dire tout haut, sans réserve et avec une certaine brutalité, ce que beaucoup

de gens pensaient: à savoir que, dans la suite des temps, et même dans un délai qui ne serait pas nécessairement très long, une guerre pourrait éclater entre les deux grandes puissances anglo-saxonnes.

Pour juger de l'entreprise de réconciliation à laquelle s'est voué Ramsay Mac Donald, et qui fut marquée à son origine par l'entrevue un peu théâtrale de Forres, il faut rechercher pourquoi et comment un antagonisme croissant s'est affirmé contre Londres et Washington.

Les rivalités économiques ont tenu une place toujours grandissante dans l'histoire contemporaine. Or, aucune concurrence n'est plus accusée maintenant que celle qui s'exerce entre la grande industrie américaine et la grande industrie britannique. Elle a remplacé l'autre compétition pour la conquête des marchés — qui, avant 1914, opposait l'une à l'autre l'Angleterre et l'Allemagne. Ce n'est ni sans inquiétude, ni sans colère que les propriétaires de charbonnages, les constructeurs de navires, les métallurgistes, les filateurs du Royaume Uni se sont aperçus que leurs confrères de l'Union, mieux outillés, mieux organisés, leur enlevaient peu à peu des clientèles précieuses. Le chômage, qui subsiste au delà du Canal et qui se prolonge comme le plus redoutable des fléaux, résulte en partie de cette victoire des Américains.

Mais la grande République du Nouveau Monde ne se contentait pas d'augmenter sans cesse sa production et ses échanges; elle se dotait d'une flotte, capable non seulement de servir son impérialisme du Golfe du Mexique à la Terre de Feu et aux parages de la Chine, mais encore de tenir en respect les escadres britanniques. Elle en avait les moyens, ayant drainé vers elle la majeure part du numéraire mondiale. Elle a dès à présent des tonnages sensiblement égaux à ceux de la Grande-Bretagne; elle se prépare à les dépasser; elle les dépassera, si M. Hoover réalise le programme naval élaboré par M. Coolidge et qui coûtera 25 milliards de francs.

Lorsque deux grandes marines ou deux grandes armées s'opposent ainsi l'une à l'autre, il est toujours un moment où le conflit éclate. C'est une telle éventualité que Ramsay Mac Donald a voulu conjurer, que Hoover souhaiterait peut être aussi épargner à son pays, mais qui sera inévitable, si le régime économique-social subsiste intact sur les deux bords de l'Atlantique. Ce ne sont point de simples pourparlers diplomatiques qui aboliront le péril. Il est permis de douter, pour le moins, que la réduction des forces navales devienne une vérité tant que la politique à Londres et à Washington sera dominée par la compétition industrielle et commerciale des deux Etats les plus riches du monde.

### La Hongrie et la Petite Entente

La tension qui règne chroniquement entre la Hongrie et les puissances de la Petite Entente n'a pas disparu; loin de là. La Petite Entente a été formée avant tout pour combattre une restauration des Habsbourg à Pesth; défendre un statut issu de la force militaire, et comprimer le nationalisme magyar. Chaque fois qu'il a été question d'un *putsch* monarchique en Hongrie, elle a armé. Elle suit minutieusement la campagne qui se développe, avec la collaboration plus ou moins déguisée du régent Horthy, pour la révision du traité de Trianon.

Or, l'on n'ignore pas que le comte Bethlen, le premier

ministre hongrois, s'est trouvé engagé à seconder officiellement cette révision par l'appui qu'il a rencontré auprès de Mussolini, comme aussi chez certains féodaux polonais, ou même chez certains conservateurs anglais. Tout récemment, il a insisté publiquement sur la légitimité de l'irrégentisme magyar. Cette démarche a provoqué immédiatement une triple démarche des ministres de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie et de Roumanie, et bien que le comte Bethlen soit venu s'expliquer à Paris et qu'il ait essayé d'enlever toute valeur agressive à sa déclaration, la Petite Entente demeure en éveil. La région Danubienne n'est pas plus pacifiée que le secteur Balkanique.

#### Les actes de la Terreur Blanche

Au dehors, les Etats de ces deux zones de notre Continent se livrent à toutes les combinaisons; au dedans, le terrorisme policier et prétorien va s'aggravant.

En Bulgarie, Liapitcheff découvre chaque jour de nouveaux complots grâce auxquels il peuple ses prisons. Si Tsankoff ne l'attaque plus pour l'instant, c'est qu'il sait gré à son successeur de suivre si bien ses exemples.

En Yougoslavie, le général Jivkovitch forge, lui aussi, des conspirations à tours de bras. Ayant supprimé toutes les libertés et dissout les partis et les syndicats, il donne de la besogne aux cours martiales. C'était ces jours-ci une fournée de communistes croates qu'il renvoyait devant sa justice.

En Roumanie, l'amnistie n'a été qu'une duperie cruelle; en Grèce, Vénizélos déchaîne l'armée contre les grèves. De la Hongrie, point n'est besoin de parler... Où est le pseudo-libéralisme bourgeois?

Paul Louis

## Le Labour Party et la Terreur Balkanique

Le gouvernement conservateur d'Angleterre, était, on le disait couramment, l'appui principal de la réaction dans le monde. Affirmation générale qui était vraie, mais particulièrement pour les gouvernements de Terreur Blanche dans les Balkans. C'est à la face du monde qu'à Genève, devant la S. D. N., M. Chamberlain avait pris sous sa protection Liapitcheff et le Zgovor sanglant. L'influence anglaise, ou italo-anglaise, ou franco-anglaise protégeait tous les régimes de violence, du Danube et des Carpathes à l'Egée: la dictature de Horthy, les crimes de la Main Blanche serbe, ceux de la Sigourantza couverts hier par les Bratiano et aujourd'hui par Maniu, les assassinats de la Ligue Militaire de Sofia et de ses «agents irresponsables», la tyrannie d'un Ahmed Zogou, les coups de force de Pangalos, de la coalition parlementaire et de Vénizélos, en Grèce.

On peut dire que depuis 1919, durant toute cette décennie affreuse où dans le Proche Orient européen le sang a coulé à flots, pas un meurtre n'a été commis, pas une torture n'a fait écrier dans une geôle un martyr de la cause populaire, sans que les dirigeants de Londres en aient été responsables.

Ils couvraient tout, approuvaient tout, parce qu'ils profitaient de tout. Ces violences, elles servaient à maintenir les peuples balkaniques dans la servitude, pour que ceux-ci fussent contraints, comme contribuables, de payer aux financiers de la Cité les rentes des emprunts écrasants effectués par les gouvernements de terreur pour payer leurs policiers et leurs tueurs d'hommes. Elles servaient encore ces violences visant à mater les peuples balkaniques, pour obtenir d'eux, comme producteurs, la main-d'oeuvre à bon compte travaillant dans les grandes entreprises industrielles, agricoles ou commerciales où dominaient les intérêts anglais.

Les peuples balkaniques, réduits, malgré leurs grandes qualités, leur éducation souvent avancée, leur passé magnifique, au rôle de peuples semi-coloniaux, ont souffert, pendant ces dix années, d'oppression indicible, par la volonté et pour les intérêts des grands bourgeois de Londres.

Mais voici que le jeu des urnes a chassé le gouvernement conservateur. Baldwin s'en est allé, et avec lui Austen Chamberlain est parti. C'est, maintenant, Ramsay Mac-Donald qui est là. Les choses vont-elles changer?

C'est une grande question qui se pose. Que le Parti Travailleur et son chef continuent de faire «les affaires de l'Empire», qu'ils soient tout autant que les conservateurs bons serviteurs de Sa Majesté Britannique, personne, même parmi leurs corrégionnaires de la IIème Internationale, n'oserait le nier. Il serait de même peu sérieux de supposer un instant que les grands intérêts du Stock Exchange et les grands manufacturiers anglais pussent être quelque peu contrariés par le nouveau cabinet. Si Georges V règne et ne gouverne pas, les Communes et leurs délégués ministériels ne gouvernent elles-mêmes, comme les corps politiques de tous les pays capitalistes,

que pour le compte et sous le contrôle des grandes puissances industrielles et financières.

Mais le Labour Party en face de la Terreur Blanche Balkanique a pris position dans un passé récent. Va-t-il s'en souvenir dans quelque mesure, maintenant qu'il est au pouvoir?

Lorsqu'on égorgeait à Sofia en 1924, les Colonels Wedgwood et Malone y étaient en délégation pour le Labour Party avec Ben Turner, et dans la relation de leur voyage ils dirent leur indignation.

Lorsque j'allai moi-même dans la capitale bulgare, deux autres déléguées du Labour Party, Ellen Wilkenson et Marion Phillips, s'y trouvaient. Elles formèrent, à leur retour, un Comité de Secours pour les Victimes de la Terreur Blanche: «Bulgarian Orphans and Widows Relief Found». Le vieux Lansbury, au nom de la mémoire de Gladstone vénérée en Bulgarie, réclama de Liapitcheff l'amnistie. En un mot, le Labour Party combattit le régime sanglant du Zgovor en Bulgarie, en même temps qu'aux Congrès Internationaux de Marseille et de Bruxelles, la Deuxième Internationale s'élevait contre les régimes de Terreur dans les Balkans et se réclamait de l'idéal de la Fédération Balkanique.

Lorsque, dans son article désormais fameux du *Sunday Times*, Mac-Donald affirmait le droit de chaque minorité nationale à disposer d'elle-même, c'était le principe même de la Fédération Balkanique qu'il proclamait, car celle-ci ne peut se constituer que par la libération de tous les groupes ethniques des Balkans, condition préalable de leur réunion volontaire dans une grande Union Fédérale.

Ainsi donc, les Macédoniens, les Thraciens, les Monténégrins, les Croates, les Hongrois de Transylvanie, les asservis de la Dobroudja, de la Bukovine, de la Bessarabie, comme les ouvriers et les paysans opprimés par les régimes de force dans les Balkans, devraient concevoir de grandes espérances en entendant les déclarations de Mac-Donald, en voyant triompher le Labour Party.

Mais si le roi Louis XII, monté sur le trône, ne se souvenait pas des injures subies comme Duc d'Orléans, n'allo-nous pas voir, par un oubli beaucoup moins noble, le Labour Party, au pouvoir, perdre la mémoire de ce qu'il disait et pensait dans l'opposition?

Déjà Ramsay Mac-Donald fait dire que la publication de son article sur les minorités a été inopportune et, par là, il le désavoue.

C'est le premier pas. Attendons-nous à lui en voir faire d'autres.

Mais il y a les ouvriers anglais! Il y a même ces parlementaires que j'ai nommés et qui personnellement ont pris parti contre la Terreur Balkanique.

Nous leur rappelons les condamnations qu'ils ont prononcées contre ceux qu'Henri Barbusse a marqué pour l'histoire en les appelant les Bourreaux.

Si le Labour Party le veut, il peut beaucoup contre eux-ci et pour leurs victimes.

Nous l'attendons aux actes.

Daniel Renoult

## Le fascisme et la Bulgarie

### A propos du raid aérien

Le fascisme italien ne manque aucune occasion pour intensifier son activité dans les Balkans. On peut même affirmer que, si les occasions ne se présentent pas, il sait les créer.

Le raid accompli par l'escadrille d'avions commandée par M. Italo Balbo, sous-secrétaire à l'Aéronautique, en est la dernière preuve. Quel but pouvait avoir, en effet, une expédition pareille? Si c'était une manifestation sportive, pourquoi mettre à sa tête un homme politique et pas un homme du métier? Pourquoi faire tant de réclame autour d'un exploit dont la valeur technique est inférieure aux records déjà atteints par l'aviation italienne? Pourquoi faire accompagner de si nombreux envoyés spéciaux l'expédition?

Ces questions ne font que confirmer définitivement notre opinion. D'ailleurs, il suffit de lire les journaux fascistes pour s'en convaincre une fois pour toutes.

C'est surtout avec la Bulgarie que le fascisme flirte depuis longtemps. Cela est déjà connu. Les relations italo-bulgares doivent être devenues plus intimes encore, dans ces derniers temps, si l'on veut considérer l'accueil fait aux aviateurs italiens. Nous ne faisons, il est bon de le répéter, que relater les faits sur le raid d'après la même presse fasciste.

A Varna, l'une des étapes du raid, le gouvernement bulgare a offert à ses hôtes italiens un banquet de 200 couverts. A ce banquet étaient présents: le maire de Varna, le ministre

Madjaroff, le chef de la garnison de la ville, le commandant des forces navales, beaucoup d'officiers. Parmi les personnalités italiennes, le ministre à Sofia étant absent, son épouse Mme Piacentini, le conseiller de légation comte Roncalli di Montorio, venus exprès à Varna, le consul italien à Varna, le secrétaire du «fascio» de Sofia M. Brosio, etc.

Comme l'on voit, les représentants officiels des deux pays ne pouvaient être plus qualifiés. Toutes ces personnalités se sont-elles rencontrées tout simplement pour échanger des poignées de main et se saluer? Quand est-ce qu'on a vu se déranger de si hautes personnalités pour de si simples besognes?

Mais le but politique saute aux yeux, si nous soulignons les expressions qui ont été usées dans les discours prononcés à la fin du banquet. Le ministre Madjaroff et le colonel Solaroff, chef de la garnison, ont salué les Italiens au nom du gouvernement et de l'armée bulgare. Ils ont aussi mis en lumière les anciennes et nobles traditions d'amitié qui lient les deux pays, en des termes particulièrement chaleureux.

Ils ne se sont pas bornés à cela.

En parlant des Balkans et des questions qui les tiennent agités, ces deux messieurs ont perdu tout contrôle.

Des phrases menaçantes sont sorties de leurs bouches. Les allusions se sont faites plus claires.

Les Balkans sont, selon eux, «la terre au feu couvant» où une guerre peut et doit éclater d'une minute à l'autre. Mais celui qui a dépassé la mesure, c'est assurément M. Balbo. Après avoir remercié, il a souhaité que les rapports italo-bulgares deviennent plus intimes encore, étant donné que non seulement les deux gouvernements n'ont pas des intérêts divergents, mais, *qu'au contraire, ils ont des intérêts communs*. Il a terminé en déclarant que si les Balkans sont «la terre au feu couvant», l'Italie, elle, est «la terre au feu visible».

Cela suffit. Nous ne citons même pas le télégramme chaleureux que ledit M. Balbo a adressé au roi Boris en quittant Varna, et où l'on pouvait lire des phrases comme celle-ci: «L'escadre aérienne d'Italie veut exprimer à Votre Majesté ses sentiments de plus profonde dévotion et de plus grande sympathie pour la nation bulgare».

Ce que nous avons relaté est déjà assez pour nous permettre de conclure que le fascisme italien est prêt à aider la Bulgarie dans ses visées territoriales sur la Macédoine, c'est-à-dire à mettre le feu aux Balkans.

D'ailleurs, la presse française l'a dit très clairement et les démentis fascistes ne servent à rien.

L'essentiel est que le peuple macédonien sache bien distinguer ses intérêts et être, quand il le faudra, à la hauteur des situations.

Il ne peut pas attendre son salut ni du fascisme de Rome, ni du fascisme de Sofia ou ailleurs, mais uniquement de son alliance avec les masses populaires opprimées des Balkans et de l'Europe.

C'est une question de conscience politique et de volonté.

Mario Malaguerra

## La Terreur Blanche décrit sa courbe vers la guerre

Dans les royaumes du «Zgorov démocratique», du démagogue Maniu, du «populaire» Alexandre, comme dans la république de Vénizélos et celle de Horthy-Bethlen, la «démocratie» coule à pleins bords.

Des anniversaires sont célébrés à grand renfort d'enthousiasme «spontané»: ici, le millénaire de l'empire de Siméon, le cinquantième de la libération bulgare; là, le dixième anniversaire de la «grande Roumanie».

En vérité, les journalistes occidentaux, conviés à ces fêtes, à ces solennelles palabres, manqueraient de gratitude à leurs hôtes s'ils n'affirmaient à «l'opinion publique» que tout va pour le mieux dans cette meilleure des péninsules, et que la prospérité des Balkans couronne l'oeuvre des Traités, sous l'oeil attendri des Puissances...

Il n'y a qu'un malheur: c'est que tout le tumulte officiel de ces fêtes ne parvient pas à dominer l'appel obstiné de détresse qui monte des prisons pleines. Les tortionnaires de Jilava, de Doftana, de la Glavniatcha, les geôliers-bourreaux de Sofia, les garde-chiourmes de l'Archipel sont impuissants à étouffer la plainte de leurs victimes.

Et les soudards qui terrorisent la Macédoine, déciment la Bessarabie, rançonnent la Dobroudja, colonisent la Thrace, ne peuvent nous empêcher d'entendre le cri des affamés.

Le fascisme a gagné du terrain, il a conquis une nouvelle capitale, Belgrade, où, avant le coup d'Etat, la Main Blanche le pratiquait sans oser le professer. La Terreur

Blanche a fortifié son armature, elle aggrave sa technique, à mesure, d'ailleurs, que sa base économique est sapée et menacée.

Sa technique «légale», d'abord. Les lois scélérates s'unifient sur le type de la monstrueuse «loi de Défense de l'Etat» bulgare; et c'est la codification du droit divin de classe, l'avènement de la délation comme vertu civique, l'institution du meurtre en principe de gouvernement.

Le roi-dictateur et la Main Blanche panserbes ont perfectionné dans ce sens la législation des politiciens radicaux. Et, comme la Grèce ignorait encore cette variété juridique de monstre, Vénizélos, — qui est Crétois comme le Minotaure —, l'y acclimata à sa façon.

Sous le couvert — ou en marge — de ces lois, les bourreaux qui se perpétuent au pouvoir ou s'y succèdent font bon marché des «libertés ouvrières». En Bulgarie, vingt six mille travailleurs des tabacs sont en grève; aussitôt, le «démocrate» Liapcheff découvre un «complot» opportun, qui lui permet de surpeupler ses prisons et de se débarrasser par la torture d'ouvriers irréductibles; on voit qu'à cet égard, les méthodes du fascisme gouvernemental ne se renouvellent guère.

En Roumanie, l'élévation au pouvoir du parti national-paysan a suscité de grandes illusions; or, le nouveau dictateur Maniu, si démocrate sous la tyrannie des libéraux Bratianistes, continue la politique de ceux-ci; mieux encore, l'aggrave. L'homme qui ne trouvait pas de mots assez forts pour dénoncer l'état de siège permanent, la censure, le régime des prisonniers, fait fonctionner à plein les cours martiales, interdit la presse ouvrière, torture les militants détenus, les réduit (comme notre vaillant Marcel Pauker), à la grève de la faim. Il consomme ce que les frères Bratiano n'avaient pas osé entreprendre: la dissolution brutale d'un congrès ouvrier, la séquestration des congressistes, la mise hors la loi des organisations prolétariennes non-conformistes, l'interdiction des secours aux emprisonnés.

Et comme la suppression des libertés ne parvient pas à réduire l'influence, la pensée révolutionnaire, on en «supprime» physiquement les champions. Si les exécutions légales sont plus rares, elles sont largement complétées par les assassinats anonymes fascistes ou policiers.

Ici, ce sont les bandits de l'ORIM, les sbires de Mikailoff, qui se chargent de la besogne d'extermination. Là sévit la manière italienne: la torture se baptise suicide. Il n'est pas jusqu'à la torture morale des farces d'amnistie que le démocrate Maniu n'emprunte au démocrate Liapcheff: à l'occasion des fêtes, il relâche les prévaricateurs, les puissants escrocs... mais il oublie au fond de leur cachot les Boris Stéfanoff, les Boujor, les Dobrogeanu-Gherea, les Pauker, toutes les victimes des conseils de guerre, tous les proscrits de l'émigration. Tel est le cas que les démagogues parvenus au pouvoir font des promesses qu'ils prodiguent maguère dans l'opposition. Ailleurs, en Yougoslavie par exemple, c'est la «méthode Bessarabienne» qui fait école: des escortes bien stylées organisent des «tentatives d'évasion», pour débarrasser la Main Blanche de héros ouvriers comme Hetchimovitch et Diakovitch.

Mais l'oppression de classe, dans la péninsule blanche (mosaïque de races), se double d'oppression nationale; et ce sont les prolétariats des minorités ethniques qui subissent le poids maximum de la Terreur.

Spoliés de leur culture et de leur langue, expulsés de leur sol, affamés, décimés, vendus, les travailleurs des pays annexés sont assimilés à des marchandises.

Si la Roumanie des boyards indemnise les riches opulents hongrois, elle se paye sur les paysans transylvains, sur les ouvriers juifs, sur la Bessarabie martyre, sur les Bulgares et les Turcs qu'elle refoule de Dobroudja pour y placer de malheureux Koutzovalaques traqués en Macédoine par l'impérialisme voisin.

La Grèce poursuit la dénationalisation de la Thrace et de la Macédoine, dont elle échange les populations contre des Grecs chassés par Mustapha Kémal.

Le souverain dictateur de Belgrade tranche d'un trait de plume les problèmes ethniques du royaume des SHS, en supprime la complexité; les aspirations croates, slovènes, monténégrines, albanaises, macédoniennes, etc.; il les liquide par un dosage «unitaire» de corruption et de férocité. Les chefs petits-bourgeois ne sont pas épargnés: après l'assassinat de Raditch, c'est Pribitchévitch qui est visé. On achète ou l'on tue. On colonise la Macédoine dépecée et l'on traite les paysans en cheptel négociable.

(Fin suit)

Marcel Willard

## Prisons

La *Fédération Balkanique* a si souvent publié des documents sur la question de la police et des prisons, que je n'apporterai ici rien de nouveau. Je dirai cependant que pendant cinq mois, voyageant de la Baltique à la Mer Noire et à la Mer Egée, j'ai pu vérifier la documentation parue ici. Je n'ai pu visiter que deux prisons. Mais partout j'ai rencontré d'anciens prisonniers ou des parents de ceux qui sont encore enfermés dans les cellules ou les cachots.

En Pologne, dans les pays baltes, les prisonniers sont presque tous des *communistes*, des chefs du mouvement ouvrier. Partout, on croit en enfermant les hommes tuer l'idée communiste.

On arrête sans motifs, partout. Jusqu'à Athènes on imite les procédés Chiappe. En Grèce, on s'est flatté d'imiter la «prudence» française en arrêtant le 1er Mai dernier, 260 hommes et 40 femmes qu'on a gardés pendant deux jours.

Quand on arrête des communistes, des ouvriers, voire même, ce qui est plus rare, des socialistes, on use dans les polices des coups et de la torture pour obtenir des *aveux*. Pourquoi en Hongrie, par exemple, tient-on les prévenus à la police pendant des jours debout, tournés contre le mur? Pourquoi en Bulgarie, lorsqu'on a arrêté en mars dernier des *communistes* accusés d'un complot, leurs familles étaient-elles si angoissées? Les femmes et les mères sont venues me voir, dès mon arrivée à Sofia. Elles m'ont conté ce qu'elles savaient des mauvais traitements subis par leurs maris et leurs fils et m'ont priée d'intervenir en faveur de ces hommes dont la santé était menacée et dont la vie parfois semblait en danger. J'ai fait une première démarche auprès de M. Liaptcheff qui m'a promis de donner des ordres. Quelques jours plus tard, ayant reçu des femmes et des mères un nouvel appel, je fis une nouvelle démarche.

En Roumanie, connaissant les crimes de la Sûreté si courageusement dénoncés par M. Costa Foru, j'aurais été heureuse de constater que des progrès eussent été réalisés dans les polices et dans les prisons depuis le régime tsariste. Mais je n'eus pas la permission de visiter les prisons. Le ministre m'adressa au directeur des prisons, qui appela son conseiller technique. Celui-ci me renvoya au ministre qui me demanda une lettre de l'ambassadeur de France. Ce dernier me refusa la recommandation, naturellement, ajoutant que le ministre de Roumanie qui l'avait prévenu, était seul qualifié pour m'autoriser à faire cette visite. Ainsi, je ne pus rien voir. Cela même est un document.

Lorsque je suis arrivée en Hongrie, j'ai connu l'horrible situation des prisonniers qui n'avaient le droit ni d'écrire, ni de recevoir des visites, ni de communiquer avec leur avocat.

Et j'ai su ainsi comment certains autres avaient eu l'hiver dernier les mains gelées dans leurs cellules, comment un prisonnier qui crachait le sang n'était pas examiné par le médecin.

Les détenus se voyaient privés de la consolation qu'apportent les livres. On avait interdit l'entrée de la prison à Descartes, à Zola, à Lamartine, ces auteurs étant considérés comme dangereux!

J'aurais voulu, là comme en Bulgarie, visiter une des prisons et voir quelques-uns des prisonniers. Mais on m'affirma que, étant femme, je ne pouvais entrer dans une prison d'hommes, et je visitai seulement *Maria Nostra*, prison de femmes; on doit, pour être juste, dire que la prison de *Maria Nostra*, qui contient 300 détenues, est plus aérée et plus propre, plus claire que beaucoup d'autres prisons. Mais on ne devrait jamais y mettre une prisonnière politique. L'atmosphère de perversité de *Maria Nostra* est terrible pour une femme que son idéal social ou politique amène là.

Les religieuses y règlent toute la vie des prisonnières. J'ai vu les dortoirs. Sur chaque lit, une cuvette renversée, une vraie cuvette de poupée. C'est tout ce que ces femmes ont pour faire leur toilette. Dans le lit, chacune place ses effets, car il n'y a pas d'armoire dans la salle. Dans les ateliers, on reste silencieux et immobile. J'ai vu le cachot de punition. La religieuse m'a affirmé qu'il n'avait pas servi depuis deux ans.

A Sofia, j'avais déjà vu en 1927 Adèla Nicolova et Sonia dans le bureau du directeur. Adèla Nicolova est une Française condamnée après l'attentat de la cathédrale à cause de ses relations avec des communistes. Sonia est une étudiante. Cette année, j'ai visité la prison même et j'ai vu les deux prisonnières dans une chambre qu'elles partagent avec une autre camarade. Là du moins, elles étaient séparées des autres femmes. Mais Sonia avait la main entourée d'un pansement, et quand je lui ai demandé ce qu'elle avait, elle m'a répondu: *«C'est le régime»*. Et A. Nicolova a ajouté que depuis le mois de mai 1928, où on les avait enfermées dans un cachot humide, Sonia avait ce mal. Me tournant vers le directeur de la prison,

je demandai à voir le cachot. C'est un réduit près du bassin de la buanderie. *«C'est là, demandai-je au directeur? Mais c'est horrible!»*

Le directeur me fit remarquer que partout les cachots sont privés d'air et de lumière. *«Je le sais, et c'est contre cela que nous protestons de toutes nos forces.»*

J'eus l'occasion, par la suite, de dire au secrétaire d'Etat ce que je pensais de ce régime inhumain des prisons dans tous les pays.

J'eus l'occasion en Bulgarie de lire les protestations officielles contre l'Exposition de Berlin et contre les documents présentés au sujet de la terreur bulgare. Qui donc oserait nier les horreurs de ces dernières années? Je n'oublierai pas l'accent de sincérité et d'émotion avec lequel un jeune Français, qui était en Bulgarie en 1925 et qui est très loin des idées des communistes ou des agrariens, m'a dit: *«Avez-vous lu les Bourreaux de Barbusse?»* Et il ajouta aussitôt: *«Tout ce que dit Barbusse est au-dessous de la vérité. J'étais là. J'ai vu. C'était affreux!»*

Mais aujourd'hui, quelques-uns veulent nier ces atrocités. Cependant, j'étais à Sofia lorsque Tsankoff prononça ce discours dans lequel il accusait tous ceux qui peuvent partager avec lui la responsabilité de ces crimes.

A Sofia, j'ai vu un jeune homme qui avait été arrêté, en province, lors d'une réunion *autorisée*. Lui et ses compagnons furent jetés dans une sorte de fosse dans laquelle ils passèrent une semaine dans d'atroces conditions, et frappés par un fonctionnaire de l'endroit. Puis, on les emmena à Sofia. En dépit de ces faits, on vous assure à Sofia, que les prévenus et les condamnés sont bien traités!...

J'ai eu l'occasion de demander des nouvelles d'Avram Stoyanoff, et on m'a affirmé qu'il était soigné de façon normale, mais naturellement, je n'ai pu vérifier ces affirmations.

En Grèce où je ne suis restée que quelques jours, j'ai entendu parler de la terrible situation des hommes déportés dans les îles. J'espère bien, lors de ma prochaine visite en Grèce, demander à visiter ces îles où les hommes sont dénués de tout. D'après la loi, ils devraient recevoir 10 drachmes par jour, mais en réalité, ils ne reçoivent que ce que leur envoie le Secours Ouvrier. On ne saurait assez dire ce que cette organisation fait dans tous les pays pour les malheureux prisonniers et pour leurs familles.

En face de ces conditions misérables des prisonniers politiques, que peut-on faire? En dehors du Secours Ouvrier, du Secours Rouge, il existe des organisations comme les Quakers qui viennent en aide aux victimes du régime d'oppression actuel. En Bulgarie, j'ai essayé d'intéresser quelques femmes aux femmes emprisonnées et aux femmes des prisonniers, et j'espère que la Ligue des Droits de l'Homme prendra dans cet ordre d'idée quelque initiative.

La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté a décidé de s'occuper aussi de cette question des prisonniers. Et un Comité français s'est créé à Paris pour la défense des prisonniers.

Toutes ces organisations doivent essayer de centraliser leur documentation, d'éclairer l'opinion et d'obtenir un régime spécial pour les prisonniers politiques et un contrôle international des prisons.

Dans tous les pays où je suis allée, j'ai vu le ministre de la Justice et leur ai parlé de ces organisations et du but qu'elles poursuivent. J'ai préparé un questionnaire que l'on peut envoyer dans chaque pays aux personnes compétentes et qui permettra une enquête internationale.

Il faut que tous demandent l'amnistie pour les prisonniers. Mais, hélas, cette amnistie promise par plusieurs gouvernements n'est qu'hypocrisie, tromperie.

En Roumanie, les tsaristes avaient promis l'amnistie. En janvier, j'ai assisté à la courageuse campagne menée par certains hommes, comme M. Costa Foru. Et en mai, j'ai vu la fameuse amnistie accordée au moment des fêtes, qui ne fait sortir de prison aucun des prisonniers politiques. Boujour a encore 5 ans à faire, et B. Stefanoff est toujours enfermé. Cependant, des journaux français ont célébré la générosité du gouvernement tsariste qui accorda l'amnistie...

Quant à la Bulgarie, elle a aussi préparé un projet d'amnistie. Mais peu de gens en profiteront! En réalité, aucun des gouvernements ne veut libérer les hommes qui peuvent avoir une influence sur les idées. En nom du nationalisme, on torture des communistes, des anarchistes, des résistants contre la guerre, des Nazaréens, des gens des minorités ethniques.

Avant de quitter la Roumanie, j'ai écrit au ministre pour lui demander des nouvelles de deux Nazaréens et n'ai reçu aucune réponse.

J'ai vu à Budapest la fin d'un procès et j'ai compris quelle force on déployait en face de ces pauvres jeunes gens affaiblis par deux années de prison. On les avait sortis de

leur geôle pour les faire assister à la lecture du verdict. Dans leurs visages amaigris, leurs yeux, déshabitués à voir les choses de la vie quotidienne, étaient brillants, et leur regard lointain. On sentait leur volonté de survivre à ce lent assassinat qu'est la prison.

«Celui qui n'a pas entendu le bruit de la porte de la prison qui se referme derrière lui ne peut connaître la détresse du prisonnier», m'a dit une femme.

Je n'ai pas eu cette émotion-là, mais j'ai vu et senti la misère des prisonniers. J'ai entendu de leurs proches le récit de leurs souffrances.

Jamais je ne pourrai oublier une heure que j'ai passée à Sofia avec quelques femmes. Je revois une vieille mère dont les larmes coulaient sans interruption, et une femme dont le mari est mort en prison, et une autre encore dont le mari est à l'heure actuelle enfermé pour avoir parlé dans un journal de la mort du précédent. Ces visages bouleversés de femmes, leurs plaintes ou leur stoïque silence nous dictent notre devoir.

Il faut que l'on puisse pénétrer dans les polices et les prisons. On devrait y admettre des «gens autorisés» qui assureraient de façon permanente la protection des prisonniers.

On devrait créer cette organisation internationale d'hommes et de femmes qui vivraient dans la prison pendant une période déterminée, contrôlant la situation du prisonnier, exigeant le respect de leur vie.

Un grand honnête homme de Roumanie m'a dit que sur les milliers d'emprisonnés, 5% à peine étaient coupables de quelque chose! Nous devons réclamer pour tous ces hommes, pour toutes ces femmes un régime humain international, contrôlé. Il faut que les tortures dignes de Louis XI ou de Torquemada soient abolies.

Il faut que la vie des prisonniers soit protégée. Sachant que la plupart des prisonniers ne sont coupables d'aucune faute, nous devons inlassablement réclamer pour eux l'amnistie véritable, sans hypocrisie ni mensonge.

Tous ceux qui ont conservé quelque chose d'humain doivent se lever en masse pour la défense de tous les martyrs de leur foi sociale ou politique, de toutes les victimes de l'oppression fasciste, de l'assassinat légal, de la torture officielle ou officieuse, de la cruauté du gouvernement.

Pour les communistes de tous pays, pour les Dobroudjanais, les Bessarabiens ou les Transylvanais des prisons roumaines, pour les Ukrainiens des prisons polonaises, pour les Croates, les Macédoniens de Yougoslavie, pour tous les Nazaréens, pour tous les Juifs, pour toutes les victimes de la barbarie actuelle, nous devons demander l'amnistie pleine et entière.

Pour tous ceux dont le seul crime est de croire à un idéal et de vouloir le réaliser, nous devons demander la liberté.

Camille Drevet

## Assassins!

«La vérité est beaucoup plus terrible!»  
(Les Bourreaux d'Henri Barbusse)

Comme par «hasard», c'est encore une fois du pays de Liaptcheff qu'il s'agit.

Le fascisme, par sa nature même, est un système de réaction et de terrible terreur. En Bulgarie, cependant, il revêt le caractère d'une terreur barbare, inhumaine, bestiale. C'est le sadisme même. Le gendarme, le détective bulgare s'abreuve du sang humain.

On a tant écrit sur les procédés de la police de Liaptcheff mais on n'en écrira jamais assez.

Ici même, nous avons publié d'innombrables documents qui soulèvent le rideau de l'Inquisition fasciste dans ce malheureux pays. Plusieurs enquêteurs étrangers, témoins impartiaux de la barbarie terroriste des fascistes bulgares, ont fait le procès du «Zgovor». Le monde entier est indigné et répugné des exploits des «facteurs irresponsables» et de la Ligue Militaire. Et pourtant, les assassins continuent leur oeuvre néfaste. Des milliers d'honnêtes hommes ont payé de leur vie la lutte contre le fascisme. De nouvelles victimes tombent chaque jour. La vie de nombreux révolutionnaires, militants antifascistes, est brisée dans les geôles de Liaptcheff.

Les derniers événements politiques dans ce pays — l'insuccès du gouvernement dans les élections municipales de Sofia, et la grandiose grève des ouvriers des tabacs — ont déchainé de nouveau une vague de terreur barbare. On a arrêté de nombreux ouvriers et intellectuels et on les a soumis à des tortures indescriptibles.

Pour illustrer encore une fois la bestialité de la police bulgare, nous donnons plus bas la lettre ouverte qu'un révolutionnaire a adressée, il y a quelques jours, des ténèbres de son cachot à l'opinion publique du monde entier. Cette lettre éloquentement parle d'elle-même: elle se passe de tout commentaire.

L'honnête homme a honte en lisant ce document de l'Inquisition contemporaine. On ne voudrait pas le croire. Et pourtant c'est la pure vérité. «La vérité est beaucoup plus terrible», a dit avec raison Henri Barbusse dans son livre écrit après l'enquête sur la terreur bulgare, enquête faite sur place. Oui. Malheureusement, la vérité est beaucoup plus terrible.

Il est grand temps, croyons-nous, que la démocratie internationale se révolte contre ce procédé du fascisme, et recherche les moyens d'empêcher les crimes des assassins de Sofia et des autres pays fascistes, qui tuent bestialement leurs victimes, leurs adversaires politiques, sous les pires tortures. Le prolétariat mondial, les organisations révolutionnaires, la démocratie internationale ont le devoir sacré de rechercher ces moyens et de les trouver au plus vite.

La lettre ouverte de *Mladen Stoyanoff* fera frémir d'horreur tous ceux qui la liront. Nous la reproduisons *in extenso*, en traduction, en la prenant des journaux bulgares, qui l'ont publiée avec l'expression de leur plus vive révolte et indignation.

### LETTRE OUVERTE

à M. A. Liaptcheff,

ministre de la police et président du Conseil,  
Copie à la presse bulgare et étrangère

Monsieur le Ministre,

Le 20 mars de l'année courante, j'ai été arrêté par votre police comme membre du comité central du parti communiste bulgare. A la direction de la police, on m'a soumis à une inquisition morale et physique qui ferait pâlir celle des classes dominantes du Moyen-âge. Sans aucun doute, cette inquisition exercée sur moi et sur les autres communistes arrêtés est connue de vous et faite avec votre consentement, car les prisons et l'inquisition représentent l'élément substantiel du système fasciste. Aussi bien n'est-ce pas pour vous que j'écris cette lettre, mais pour la classe ouvrière mondiale, pour les honnêtes hommes, pour l'opinion publique mondiale.

Après mon arrestation, on m'a soumis aux tortures suivantes:

#### Torture morale

On m'a continuellement tutoyé. On m'a grossièrement injurié plus de 500 fois. On m'a traité de cochon, bête, idiot, vagabond, canaille, ignorant, etc. On m'a menacé de me scier la tête. Plusieurs fois, on m'a dit qu'on allait me tuer dans la nuit même et me jeter dans la rue. On m'a menacé de me broyer le coeur. On m'a déclaré qu'on allait me torturer 14 jours durant, en me prévenant que leurs moyens étaient innombrables et qu'on m'obligerait ainsi à parler. On m'a menacé de m'introduire des aiguilles sous les ongles et un bâton imbibé de thérébentine dans l'anus. On m'a menacé de me jeter du haut de la direction de la police, de me découper, etc. etc. On m'a mis dans un bureau d'où je pouvais entendre les cris, les plaintes de souffrances des autres communistes torturés.

#### Torture physique

On m'a torturé jusqu'à en mourir, 13 fois. Outre cela, on m'a giflé plusieurs fois. On m'a arraché les cheveux et cogné la tête contre le mur un nombre de fois incalculable.

La première fois, on me tortura de la façon suivante: Environ 12 détectives me rouèrent de coups jusqu'à me faire tomber à terre. On m'enleva mes chaussures et mes chaussettes, me fit passer les jambes sous le siège d'une chaise, de sorte que seule la plante de mes pieds ressortait, un détective s'assit sur mes genoux, un autre sur ma poitrine, un troisième sur mes mains, et on m'enveloppa la tête d'un drap. Dans cette position, un autre agent commença à me frapper avec une mazaque en caoutchouc, sur la plante des pieds. J'en ressentis des souffrances indescriptibles. Je criai de toutes mes forces. Cette torture continua jusqu'à ce que l'agent fût fatigué. Après cela, on me trempa les pieds dans de l'eau froide. La douleur provoquée par cela m'occasionna une telle fièvre, que mes lèvres étaient toutes couperosées. On me fit boire une goutte d'eau.

La deuxième fois, deux agents me battirent de la même façon, simultanément, jusqu'à ce que ces deux bourreaux fussent fatigués. Je souffris atrocement. Le sang coulait sous mes ongles. Je n'étais qu'un corps inanimé.

La troisième fois, je fus torturé comme les deux premières fois, battu par deux agents: l'un me battait avec une matraque, et l'autre avec un bâton sur lequel était inscrit: «Je dis tout». L'agent qui me battait avec une matraque en caoutchouc me frappa ensuite avec une tige de fer. Mes souffrances étaient intolérables. De toutes les parties de mes pieds, le sang coulait, les muscles étaient déchirés.

La quatrième fois, je fus torturé par quatre personnes, deux par deux. Comme je criais d'une façon infernale, l'agent qui était assis sur ma poitrine, commença à chanter pour assourdir le bruit de ma voix. Puis, il me bâillonna. J'étouffais.

La cinquième fois, on me lia les mains au dessous des genoux et on introduisit un bâton entre mes mains et mes genoux. Mon corps avait la forme d'une balle. Les parties postérieures de mon corps ressortaient fortement. Dans cette posture, on commença à me frapper avec une tige de fer et un caoutchouc. Mon derrière devint complètement noir, car le sang avait cessé de circuler. Je suis dans l'impossibilité de décrire mes souffrances.

La sixième fois, je fus torturé sur la plante des pieds, mais il m'est impossible de donner des détails, car je perdis connaissance.

La septième fois, on me mit un fusil sous mes jambes repliées et on me fit rejeter mon corps en arrière, jusqu'à ce que ma tête eût touché le plancher. J'eus des douleurs indescriptibles dans les reins et la poitrine. Heureusement, ce ne fut qu'un essai, et on le continua pas longtemps.

Les autres six fois, on me tortura d'une façon particulière, employée pour la première fois à la direction de la police. Cette torture consistait en ceci: On me découvrit le ventre, puis on me mit une planche en bois sous les jarrets, en me faisant pencher en arrière, jusqu'à ce que ma tête eût touché le plancher. Dans cette posture, deux agents commencèrent à me battre sur le ventre avec des draps trempés dans un liquide. Par ces coups, le ventre enfla énormément et devient tout-à-fait rouge. La souffrance provoquée dans les reins, la poitrine et les pieds, entraîne une perte de connaissance. Après les tortures, les pieds et les mains tremblent fortement. J'ai des vertiges et je ne puis regarder longtemps. Et comme je ne pouvais plus supporter ces supplices, je fis la tentative de me suicider, tentative qui n'aboutit pas, parce qu'au lieu de tomber la tête en avant, je tombai les pieds en avant sur le rebord d'une fenêtre. Durant 25 jours, j'eus les mains liées, et deux jours durant, les mains et les pieds. La bastonnade qu'on m'infligea me fit uriner du sang pendant deux semaines. Déjà malade sans ces tortures, ma santé est à présent brisée. Le peu de force que j'ai, je vais les perdre en prison. D'ailleurs, c'est le sort de toutes les victimes de votre dictature sanglante.

Et malgré tout, comme le glorieux Gallilé qui, porté sur le bûcher par la réaction parce qu'il avait découvert que la terre tournait, criait dans les flammes que la terre tourne, nous les militants ouvriers, aujourd'hui torturés, jugés, emprisonnés, pendus et fusillés par la réaction fasciste, nous continuons à crier quand-même, à haute voix: «Tout de même, malgré tout, la cause des travailleurs vaincra».

Mladen Stoyanoff

## Un Comité de Défense des Prisonniers Politiques

S'il est un coin du monde où les prisonniers politiques soient traités de façon odieuse, c'est bien cette région des Balkans que votre Fédération Balkanique veut libérer, en unissant les forces, jusqu'ici éparses, de ses peuples asservis.

Tous ceux qui ont lu les émouvants ouvrages d'Henri Barbusse: les *Bourreaux* (la *Terreur Blanche dans les Balkans*), et *Faits Divers* (Paris, Flammarion), en conservent des visions d'horreur.

Voici, dans la prison roumaine de Doftana, Boujor, «l'indomptable». Avocat, il n'a pas caché sa sympathie pour la Russie des Soviets. Il s'est élevé contre l'annexion de la Bessarabie, défi au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Alors, depuis six ans, il est chargé de chaînes, claustré dans un petit cachot obscur meublé d'un lit de bois, les pieds et les mains immobilisés par des masses de fer; au secret, — «un secret absolu, hermétique» — ne pouvant ni lire, ni écrire, ne voyant pas un visage humain.

Voici d'autres prisonniers politiques qui causent entre eux, se demandant «quel est le pire supplice: les chaînes, — quinze kilos de fer, une bête cramponnée que tu traînes; ou «la cage», une sorte de cercueil, ou de caisse d'horloge, où la malheureuse victime est enfermée debout, à jeûn, ou nourri d'un morceau de pain de maïs; ou la *gherla*, un trou fait dans la pierre, dans lequel on enfonce le prisonnier, on le presse, on l'amarre — on le laisse là de trois à douze mois, en lui donnant trois fois par semaines une pitance de fèves et de vers; ou le typhus, infligé à certains politiques que l'on mêle aux autres prisonniers déjà atteints de l'horrible mal...»

Aux atroces tableaux tracés par Barbusse avec la puissance d'un Goya, on pourrait joindre le poignant récit de Mme Sandor Kémeri dans son livre *Sur le Chemin des Douleurs* (Paris, Flammarion).

A de tels témoignages, les journaux exactement informés ajoutent constamment des détails nouveaux. La *Fédération Balkanique* a bien des fois publié des informations saisissantes.

Ne nous parle-t-elle pas, dans son récent numéro du 15 mai, de deux communistes yougoslaves, Djouro Djakovitch et Nicolas Héchimovitch, arrêtés à Zagreb et si cruellement torturés que l'un d'eux ne pouvait plus se tenir sur ses pieds et qu'une ouvrière, arrêtée en même temps que lui, puis, plus tard, confrontée avec lui, ne put le reconnaître? On sait que ces deux leaders du mouvement ouvrier furent assassinés par les gendarmes, sous prétexte qu'ils avaient tenté de fuir....

Mais ce n'est pas seulement dans les pays balkaniques, c'est dans les régions les plus différentes du monde que les prisonniers politiques sont indignement traités: en Hongrie, en Italie, en Espagne, en Pologne, en Lithuanie, au Vénézuéla, dans nombre colonies, etc. etc.

Autrefois, la démocratie bourgeoise professait une sorte de respect pour les prisonniers politiques. Aujourd'hui, les fascistes, qui ont installé dans un trop grand nombre d'États leurs méthodes de violence, considèrent les prisonniers politiques comme plus dangereux que les prisonniers de droit commun; et ils torturent de façon abominable tous les nobles êtres qui aspirent à la liberté pour eux et pour leurs frères.

C'est l'une des pires hontes de notre époque...

Quelques Françaises et quelques Français se sont réunis pour commencer l'effort qui délivrera l'humanité de cette honte.

Ils ont constitué un *Comité de Défense des Prisonniers Politiques* et lancé l'appel suivant:

«En dépit de l'article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme selon lequel «Nul ne peut être inquiété pour ses opinions politiques», il y a, à l'heure actuelle, dans tous les pays soi-disant civilisés, des milliers d'êtres ardents, jeunes pour la plupart, poursuivant leur idéal au risque de leur vie, et sur lesquels s'acharne la cruauté de ceux qui momentanément détiennent une parcelle de pouvoir.

Des prisonniers sont cruellement frappés. Des femmes et des mineurs enfermés, livrés aux caprices de gardiens armés. D'autres, entassés, dix, vingt, pêle-mêle, sains et contagieux, enchaînés dans des cellules sans fenêtres, obligés, faute de place, de rester debout dans l'obscurité. D'autres sont torturés pour qu'ils avouent leurs «crimes», dénoncent leurs «complices». La nourriture, souvent abjecte, leur permet tout juste de ne pas mourir de faim.

Prisons latines, slaves, balkaniques, etc., prisons américaines, asiatiques et coloniales étouffent dans leurs oubliettes les cris d'horreur, de souffrance, d'épouvante de tous ces êtres dont le seul crime n'est souvent que la manifestation d'une opinion.

Nous qui savons, cessons d'être complices par notre inaction. Unissons nos protestations éparses, soyons nombreux pour être forts et exiger:

un Statut obligatoire des prisonniers politiques et une Commission Internationale de contrôle des conditions d'existence des prisonniers politiques, quelles que soient leurs opinions.»

Le Comité d'Honneur, réuni par les fondateurs, comprend entre autres, le noble Romain Rolland, l'ancien président et l'actuel président de la *Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen*. Ferdinand Buisson et Victor Basch, les professeurs Charles Gide, le grand économiste, Charles Richet, le physiologiste célèbre, Levy Bruhl, le notoire philosophe, le général pacifiste Sauret, l'ancien député Marc Sangnier, président de cette Jeune République à laquelle adhèrent des jeunes gens enthousiastes, etc. etc.

Le Comité de Défense des Prisonniers Politiques se place en dehors de tout parti. Il ne s'occupera point des raisons pour lesquelles les prisonniers sont arrêtés. Mais il interviendra, dans la mesure de ses forces, pour tous les prisonniers politiques de toutes opinions et de tous pays qui seraient, en tant que prisonniers politiques, iniquement traités.

Déjà il est intervenu pour demander l'amnistie en Roumanie, et un traitement plus humain des prisonniers politiques en Bulgarie, en Hongrie, en Lithuanie, en Espagne, au Venezuela.

Le gouvernement espagnol et le gouvernement hongrois ont répondu au Comité pour tenter de se défendre des accusations portées contre eux.

Le Comité se propose de créer dans les autres pays aussi des groupements analogues, et d'obtenir, notamment par quelques meetings, le concours de l'opinion populaire, et les adhésions nécessaires pour que le mouvement croisse en puissance.

Les informations peuvent être adressées à l'une des secrétaires du Comité, Mme Jeanne Challaye, 11 bis rue Thiers, Le Vésinet, (S. & O.); les adhésions et cotisations (minimum: 10 fr. par an), à la trésorière, Mme L. Brochard, 25 Avenue Reille, Paris (14).

Puisse le jeune Comité grandir en force, faire naître en tous pays des associations soeurs, accomplir, enfin, la tâche magnifique qu'il se propose, celle de diminuer la peine de quelques-uns des êtres, les meilleurs dont s'honore notre actuelle humanité...

Félicien Challaye  
agrégé de philosophie

## La Société des Nations et les minorités nationales

(Session de Madrid du Conseil de la S. D. N.)

Pour la troisième fois déjà, le Conseil de la Société des Nations s'occupe de la question de la protection des minorités nationales. La première fois, c'était au mois de décembre 1928, à Locarno. La question fut soulevée par M. Stresemann qui y fut amené par le délégué polonais M. Zaleski. Elle fut portée à l'ordre du jour de la session suivante en mars 1929. Comme on pouvait s'y attendre, à cette session aussi la question ne reçut aucune solution. Elle fut donc ajournée pour être discutée à la session qui vient de se tenir. Pendant la session de mars, on prononça plusieurs discours, mais personne ne posa la question d'une façon principielle. Stresemann abandonna la position qu'on s'attendait à le voir prendre. Il abandonna les minorités allemandes de Pologne, de Tchécoslovaquie et d'ailleurs. En réalité, la question de la protection des minorités allemandes n'était pas aussi importante que celle d'exploiter leur situation pour les buts de la politique allemande. A la session de mars, la question n'étant pas réglée définitivement, tous les délégués acceptèrent de la faire examiner par un Comité dans lequel furent élus les représentants de l'Angleterre, du Japon et de l'Espagne. Ce Comité a tenu ses séances à Londres. Différents mémorandums avaient été adressés à ce Comité par des pays où des minorités nationales sont subjuguées, ainsi que par les organisations des minorités nationales.

Ce Comité a élaboré son rapport qu'il a présenté à la session de Madrid du Conseil.

Ce rapport ne concerne que la question de la procédure des plaintes des minorités nationales. Elle ne traite point la question de la protection même des minorités nationales, protection prévue par les traités de paix, et par des conven-

tions spéciales et des déclarations. Il ne pouvait, d'ailleurs, en être autrement. La grande majorité des pays qui prennent part au Conseil subjuguent eux-mêmes des minorités nationales et d'autres minorités. Ils sont pour la politique d'assimilation de ces minorités. Et si, pour la troisième fois, ils s'occupent de la question des minorités, ils ne le font que pour jeter de la poudre aux yeux de ces minorités et pour leur faire croire que la Société des Nations se soucie d'améliorer leur situation. Qu'est-ce donc que la session du Conseil de cette année a-t-elle résolu? Elle a résolu que les minorités nationales peuvent adresser des pétitions; que le Comité spécial qui doit les examiner, devra faire son travail plus vite qu'il ne l'a fait jusque maintenant, et qu'il sera communiqué aux intéressés ce qu'il sera advenu de leurs pétitions, qu'on rendra publiques les décisions prises par ce Comité, etc. etc.

La session de mars du Conseil de la S. D. N. s'est opposée même à la demande de quelques délégués — ceux de l'Allemagne, du Canada et de la Finlande — faite dans leurs discours, mais qu'ils n'ont pas eu le courage de présenter comme une proposition formelle — de constituer un comité analogue qui devrait s'occuper des minorités. Cette demande a été repoussée parce que, d'après l'opinion des oppresseurs des minorités nationales, — principalement de la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, l'Italie —, si un tel comité était formé, cela signifierait qu'on veut contrôler les Etats qui englobent des minorités nationales, et cela équivaldrait à une atteinte à la souveraineté de ces pays.

Par les nouvelles décisions du Conseil, rien, absolument rien n'est changé dans la situation des minorités nationales. Les Etats oppresseurs vont continuer à opprimer les minorités nationales et à poursuivre tous ceux qui oseront se plaindre de leurs maîtres. Cela est surtout vrai pour les peuples opprimés et les minorités nationales des Balkans. Un grand nombre de ces peuples ne sont d'ailleurs même pas reconnus comme minorités nationales et comme peuples distincts par leurs oppresseurs et, par conséquent, on ne peut parler d'aucune protection pour eux d'après les traités de paix et les conventions spéciales qui existent dans ce domaine.

Les décisions de Madrid ont prouvé encore une fois que les peuples opprimés qui, à Genève et à Madrid, figurent dans la rubrique des minorités nationales, et les autres minorités nationales, ne peuvent rien attendre de la Société des Nations; ces décisions vont convaincre les derniers qui croient encore en la Société des Nations, que cette Institution est un instrument entre les mains des impérialistes et des oppresseurs des millions de personnes appartenant à des nationalités étrangères, ce même lorsque la puissance la plus importante de l'Europe est gouvernée par un homme comme Mac Donald qui, au moment même où la séance de Madrid se tenait, a exprimé son indignation contre les traitements brutaux des oppresseurs vis-à-vis des minorités nationales. Malgré cette indignation du premier ministre de Grande Bretagne, son représentant à Madrid a accepté les décisions du Comité des trois, a accepté la politique de l'oppression des minorités nationales.

Il est donc clair, maintenant, que les minorités nationales et les peuples opprimés n'ont rien à attendre de la Société des Nations. C'est uniquement la lutte révolutionnaire de ces minorités, aidée par la lutte des masses laborieuses, qui leur apportera la liberté et l'indépendance.

M. Kalinovsky

## Catastrophe économique et fascisme ... voilà quelle est la perspective la plus proche de la Roumanie

Les espoirs qu'on avait conçus lors de l'avènement au pouvoir des nationaux-tsaranistes, sont aujourd'hui tout-à-fait anéantis. L'augmentation des impôts, la conclusion de l'emprunt de février, la stabilisation du lei, la modification de la législation économique du pays d'après les directives du capital étranger — pas une de toutes ces mesures n'a pu empêcher le glissement continu de l'économie du pays vers le désastre et l'écroulement. Cinq mois se sont écoulés depuis la stabilisation et l'emprunt, six mois depuis l'approbation du nouveau budget, et huit mois depuis l'avènement des nationaux-tsaranistes au pouvoir — et quel est le résultat obtenu?

Quatre milliards de leis de déficit pour le nouvel exercice budgétaire, plus de deux milliards de déficit dans le bilan commercial, la baisse générale des valeurs de bourse. Les actions de la Banque Nationale ont baissé, au cours des derniers mois, de 17.500 leis à 10.200; celles de la Société Pétrolière »Steaua Română«: de 2.600 à 1.400; celles de la Société de Navigation SRD: de 1.400 à 750; celles de la Société des Tramways de Bucarest: de 1.450 à 910 leis, et tous ces chiffres sont pris au hasard,

du journal de la Bourse. Avant la stabilisation, les cercles capitalistes réclamaient l'augmentation de la circulation des banknotes, et accusaient »le plafond«, qui mettait une certaine limite à l'émission des nouvelles notes, comme la cause de la crise. A présent, le stock en or et en valeurs-or de la Banca Nationala a augmenté, et par cela s'est créée aussi la possibilité d'augmenter l'émission des billets de banque. Mais les banknotes émises en plus retournent à la caisse de la Banque. Plus encore. La circulation monétaire (des banknotes) a baissé même au-dessous du niveau du plafond d'auparavant. Quelle en est la cause? Le marché n'est pas capable d'absorber les billets émis — tant il est affaibli. La limitation pour l'escompte d'effets commerciaux par la Banca Nationala a été restreinte, mais le marché n'a pu user de cet élargissement, et l'escompte de la banque, depuis la stabilisation, au lieu d'augmenter, a diminué.

Il y a deux mois, on avait commencé à payer les dettes de l'Etat envers ses fournisseurs — dettes contractées au cours des derniers 6 à 8 ans. Aujourd'hui, le paiement de ces dettes a été arrêté. Quelle en est la cause? L'Etat a de nouveaux

milliards de déficit dans sa gestion, qui doivent être couverts par l'argent destiné au paiement de ses dettes aux particuliers. Les résultats en sont, que les entreprises refusent de livrer à l'Etat à crédit, qu'elles diminuent leur production ou ferment tout-à-fait les portes de leurs usines. Le résultat final, c'est l'accroissement du chômage.

Les représentants du gouvernement ont recommencé leurs voyages à l'étranger, à la recherche de nouveaux crédits. Mais les banquiers étrangers, à la vue de ces représentants, ferment leurs caisses, car qui ose encore aujourd'hui, alors que le marché financier mondial est partout en stagnation, donner de l'argent à un Etat qui se trouve évidemment sur le seuil de la faillite?

Le gouvernement national-tsaraniste, comme tout gouvernement bourgeois, pour raccommoier l'équilibre budgétaire grièvement compromis par le nouveau déficit de l'année en cours, a recouru aux licenciements des fonctionnaires publics et à l'augmentation des impôts. Lorsque les nationaux-tsaranistes se trouvaient en opposition, ils accusaient les libéraux de vouloir assainir les finances de l'Etat par la réduction du nombre des employés et par l'augmentation des charges des impôts. Aujourd'hui, les nationaux-tsaranistes procèdent eux-mêmes au licenciement des 25% des employés d'Etat, à la réduction des salaires (particulièrement des suppléments de cherté) et à l'augmentation des impôts indirects (l'alcool, le tabac, les allumettes, le sel, etc.).

Mais toutes ces mesures sont insuffisantes. Trop profonde et trop générale est la crise par laquelle passe l'économie de la Roumanie, pour que de telles demi-mesures et de tels raccommodements puissent servir à d'autres choses qu'à l'agrandissement du mécontentement général. Les masses ouvrières sont dépourvues de toute force; la classe paysanne appauvrie est incapable de tirer les valeurs nécessaires de l'agriculture. Les surfaces cultivées de blé ont augmenté (par l'agrandissement du territoire du pays) de 1,623.000 h en 1913 à 3,101.000 h en 1927, mais la production n'a augmenté, dans la même intervalle, que de 23 millions de quintaux à un peu moins que 27 millions de quintaux seulement. La surface cultivée de maïs a augmenté, de 1913 à 1927, de 2,147.000 ha à 4,219.000 ha, mais la production n'a augmenté que de 31 millions de quintaux à un peu moins que 37 millions de quintaux. C'est-à-dire que, tandis que la surface cultivée de ces deux céréales principales a augmenté de 100%, la quantité de la production n'a augmenté pour le blé que de 17%, et de moins de 20% pour le maïs, ce que signifie en réalité une diminution catastrophale de la production agricole, la base de l'économie du pays. Dans l'exportation, la catastrophe économique se reflète encore mieux. La Petite Roumanie d'avant-guerre exportait annuellement 115 wagons de blé (en 1913). Mais la Grande-Roumanie n'a exporté, dans les dix années d'après guerre, que 75.000 de wagons en tout, c'est-à-dire, en dix années, pas même les 70% de l'exportation d'une seule année d'auparavant.

La misère économique des villes s'exprime pour les couches petites-bourgeoises par la paupérisation, pour le prolétariat industriel par le chômage, et pour les travailleurs encore occupés par l'abaissement du standard de la vie. Pendant que l'index de cherté est de 7.000 pour les aliments et de 10.000 pour les vêtements (pour l'année 1913 = 100), l'index moyen des salaires n'est que de 3.000.

Tandis que la situation des masses ouvrières empire sous le gouvernement des nationaux-tsaranistes plus encore que sous celui des libéraux, les bénéfices des grandes banques,

des gros industriels et des boyards reste au niveau... La Banca Marmoros Blank et Comp. et la Banca Româneasca nous montrent dans leurs bilans des bénéfices de 40 à 50%. Les taux d'exportation, qui pesaient sur les produits exportés par les gros propriétaires et les spéculateurs, ont été entièrement supprimés pour les céréales, et on fait maintenant des efforts pour introduire des taux d'importation pour le blé, de 10 à 15.000 leis par wagon, ce qui signifiera une augmentation du prix du pain et — comme conséquence de cette augmentation — une cherté de la vie générale pour les masses ouvrières et consommatrices.

Les positions politiques du gouvernement national-tsaraniste s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'il perd sa popularité d'hier. Et cela amène deux sortes de conséquences. D'abord, ce gouvernement est forcé de remplacer sa popularité d'hier par d'autres moyens d'influencer les masses. Pour assurer l'ordre et la tranquillité dans le pays, cette popularité fondante ne suffisant plus, le gouvernement a recouru au fascisme. Cela ne doit pas signifier la suppression absolue du «parlementarisme» et de la Constitution, comme, par exemple, en Yougoslavie. Au contraire, si en Yougoslavie la dictature royale et militaire fut proclamée contre la volonté de quelques partis populaires d'opposition qui s'appuyaient précisément sur le parlementarisme et la légalité, et que la dictature fasciste a ainsi pris la forme d'un coup d'Etat contre le parlementarisme et la légalité, — en Roumanie, la consolidation de la domination de la bourgeoisie contre les masses se développe sous le gouvernement des nationaux-tsaranistes, c'est-à-dire d'un parti qui n'a point d'adversaire populaire s'appuyant sur le parlement dans sa lutte contre le parti au pouvoir. L'adversaire du gouvernement national-tsaraniste, le parti libéral, n'est pas un parti populaire s'appuyant contre les nationaux-tsaranistes sur le parlement et la légalité. Les divergences d'aujourd'hui entre les nationaux-tsaranistes et les libéraux, ne surgissent pas à cause de la question: dictature fasciste ou démocratie, mais de celle de: maintien de l'ordre et de la tranquillité, de l'exploitation et de la terreur par un gouvernement ouvertement fasciste ou par un gouvernement qui masquera le fascisme sous des formes «populaires»? Les nationaux-tsaranistes, en organisant des «centuries de vaillants», préconisent la seconde alternative, tandis que les libéraux, en préparant un coup d'Etat militaire, sont pour le fascisme ouvert. Entre ces deux camps qui sont également réactionnaires envers le peuple, s'agit encore un nombre de groupements fascistes: les uns demandent une dictature exercée en dehors et au-dessus de tous les partis — il s'agit de M. Filipescu; d'autres préconisent la formation de nouveaux partis, comme ces messieurs qui se donnent la peine d'organiser un parti clérical.

Mais d'une manière ou de l'autre, il est aujourd'hui évident qu'aucun parti bourgeois de Roumanie ne voit plus l'issue de cette situation catastrophale et menaçante que par des mesures extraparlamentaires: par les armées de voïnici, par des coups d'Etat militaires, par la «dictature des huit hommes puissants» (Filipescu) ou par l'excitation et l'exploitation des préjugés de race et de religion.

L'issue de cette impasse par le fascisme n'est cependant qu'apparente. Elle ne fera qu'ajourner pour un temps limité le dénouement définitif de la situation catastrophale, dénouement qui ne se fera que par le renversement de l'exploitation et de la terreur revêtant la forme bratianiste, national-tsaraniste, militaro-fasciste ou autre.

I. Mateescu

## La lutte pour l'amnistie effective en Roumanie

*A l'occasion du dixième anniversaire de la formation de la «Grande Roumanie», le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, de Paris, a publié le Manifeste de ci-dessous:*

### Les fêtes roumaines cachent un régime de terreur!

Le gouvernement roumain a invité des hôtes étrangers à assister aux réjouissances de la fête du dixième anniversaire de la formation de la «Grande Roumanie».

Mais, au delà des tribunes officielles, tout un peuple souffre les maux qui caractérisèrent le régime de Terreur Blanche qui avait précédé le gouvernement «démocratique» de M. Maniu.

Les prisons sont toujours remplies de détenus politiques, la grève de la faim y sévit toujours, et les prisonniers y sont toujours soumis à un régime meurtrier.

Afin d'apaiser les protestations qui se font jour de par-

tout, le gouvernement Maniu a décrété un semblant d'amnistie politique qui laisse néanmoins en prison toutes les victimes des conseils de guerre, seul jury compétent en matière politique. La prétendue amnistie n'entend toucher que ceux dont le délit est antérieur au 1er décembre 1928 sans qu'un verdict définitif ait intervenu dans leur condamnation.

Nous répétons que pas une victime de la Terreur Blanche en Roumanie ne quittera la prison. Pas plus Boris Stefanoff que Bujor, ou que les condamnés des insurrections paysannes de Tatar-Bouinar, de Hotin ou de l'Ancien Royaume.

Comme au temps de la Terreur Blanche bratianiste, tout droit d'organisation syndicale ou politique est interdit au prolétariat. Le Bloc Ouvrier et Paysan est dissout et interdit, ainsi que le Comité de Secours aux Emprisonnés ou autres organisations s'y rattachant.

Les Maisons des Syndicats sont sous scellés et leurs caisses confisquées. Les journaux ouvriers, comme *Inainte*, *Tânarul Luptator* (de Bucarest), *Proletariakaita Pravda* (de Bessarabie) et *Munkas Elet* (de Transylvanie), sont interdits et leurs rédacteurs arrêtés.

Il y a environ six semaines, le gouvernement Maniu a fait dissoudre à coups de carabines le Congrès syndical qui



se tenait à Timisoara et a fait arrêter les congressistes, sous le prétexte que ces derniers se disposaient à accompagner au cimetière les dépouilles mortelles de l'ouvrier transylvain *Fonogy*, assassiné dans la prison de Doftana.

Les syndicats unitaires, les organisations politiques de la classe ouvrière se voient condamnés à une activité clandestine.

Une famine terrible sévit dans les campagnes dans tout le pays, notamment en Bessarabie. La crise économique a jeté sur le pavé des dizaines de milliers d'ouvriers. Les minorités

nationales attendent toujours en vain une amélioration de leur sort.

Voilà quels sont les caractéristiques du régime »démocratique« instauré par le gouvernement Maniu.

Nous vous demandons de protester avec nous contre cet état de choses et de réclamer pour la classe ouvrière de Roumanie le droit d'organisation syndicale, la liberté de la presse et d'opinion politique, le droit de réunion, et, pour les prisonniers politiques, une amnistie large et effective.

Le Comité

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Der fünfzehnte Jahrestag des Attentates von Sarajevo.

Die Kriegsschuldigen und Verräter an der Freiheit der Balkanvölker

Der »Balkan-Föderation« gebührt die Ehre, als erste in ihren Spalten vom 1. Dezember 1924 und auch weiterhin die Frage des Sarajewoer Attentats aufgeworfen, sowie alle Machinationen hinter den Kulissen und die in Verbindung mit dem Attentate begangenen Verbrechen der großserbischen Kreise aufgedeckt zu haben. Der Gipfel dieses Verbrechens war zweifellos der Prozeß von Saloniki, in welchem König Alexander, General Živković, die Radikalen mit Pašić und Ljuba Jovanović an der Spitze, den Oberst Dimitrijević-Apis, Major Vulović und den »Tschetnik« Malobalić zum Tode verurteilen und erschießen ließen, sowie eine ganze Anzahl anderer Offiziere zu Zuchthausstrafen verurteilten und aus dem Dienste entließen. Die »Balkan-Föderation« brachte sowohl vom Sarajewoer Attentate als auch vom Saloniker Prozeße unwiderlegbare Tatsachen, welche bewiesen haben, daß Apis und Genossen, die Mitglieder der national-revolutionären Organisation »Vereinigung oder Tod« und Organisatoren des Attentats von Sarajewo nur deshalb erschossen wurden, damit er nicht die Hauptbeteiligten an der Vorbereitung des Attentates, den damaligen Regenten Alexander, Pašić und die Radikalen, den kaiserlich-russischen Gesandten Hartwig, den kaiserlich-russischen Militärattaché Attamanov und durch diesen die kaiserliche russische Regierung, entlarve.

Der erschossene Apis und seine Genossen waren nicht einmal wegen dieses Attentates, sondern wegen des »Attentates« auf den Regenten Alexander angeklagt, welches, trotz der zahlreichen gedungenen und bezahlten Zeugen auf diesem inszenierten Prozesse auf keine Weise bewiesen wurde. Bald aber kamen die tatsächlichen Erwägungen und Gründe, welche die Organisatoren des Saloniker Prozesses geleitet hatten, ans Licht.

Diese Gründe veröffentlichte Stojan Protić im Jahre 1917 in seiner Antwort an Seton Watson. Er erklärte, daß man die Verurteilten nicht begnadigen konnte, weil eine eigenhändig geschriebene Erklärung des Apis vom Saloniker Prozeß existiere, welche jede Begnadigung ausschließt. Im Jahre 1922 erklärte Stojan Protić, daß diese schriftliche Erklärung das Geständnis des Apis enthält, daß er der Organisator des Sarajewoer Attentates ist.

Es ist aber schon längst festgestellt, daß Apis erschossen wurde, nicht weil er das Sarajewoer Attentat organisierte, sondern weil er alle hohen Persönlichkeiten, die Mitbeteiligten an der Vorbereitung und Mithelfer des Attentates kannte, weil er in dieser schriftlichen Erklärung alle namentlich aufzählte, weil Oberst Dimitrijević Republikaner geworden war und wenig Lust zeigte, dem König und den Radikalen blind zu dienen.

Heute, am 28. Juli (15. Juni nach altem Stil), feiert angeblich der Diktator und absolute Monarch Alexander Karageorgewitsch mit seiner Offiziersclique und den großserbischen Bankiers das Andenken der nationalen Revolutionäre, welche das Sarajewoer Attentat ausgeführt haben und in den österreichischen Gefängnissen gestorben sind. Sie sprechen gleichzeitig von der ausschließlichen Verantwortlichkeit Deutschlands und der Zentralmächte für den Krieg. Wir betrachten es heute als unsere Pflicht, unsere Stimme gegen die wirklichen Kriegsverbrecher zu erheben, unter welchen sich als erste die heutigen Diktatoren in

Belgrad, die Agenten der imperialistischen Politik der Entente, die Agenten der kaiserlich-russischen Politik, welche die Eroberung des Balkans und des Nahen Orients anstrebten, befinden.

Am heutigen Tage betonen wir noch einmal, daß das Sarajewoer Attentat der Regent Alexander, Pašić, der kaiserlich-russische Gesandte und Militärattaché in Belgrad, organisiert haben, welche sich der serbischen nationalen Organisation als Werkzeug zur Durchführung ihrer imperialistischen Ziele bedienten. Rußland forderte die Dardanellen und Kleinasien, Serbien die Hegemonie auf dem Balkan, die Festigung seiner Macht über das geraubte Mazedonien und die Erweiterung der Eroberungen auf Kroatien, Dalmatien, die Vojvodina, Bosnien und Slowenien.

Als der Ausgang des Krieges in Frage kam, als die Entente im Jahre 1917 die separaten Verhandlungen mit Oesterreich begonnen hat, nahmen auch die serbischen herrschenden Kreise die Bedingungen Oesterreichs begeistert an, Apis und die in der Öffentlichkeit unter dem Namen »Schwarze Hand« bekannte Organisation »Vereinigung oder Tod«, zu beseitigen. Anstatt diese von den hohen Posten, welche sie in der Armee bekleideten, zu entfernen, zogen es der Regent Alexander, Pašić und Petar Živković vor, sie ganz zu beseitigen. Die damals zustande gekommene Offiziers-Organisation der Kamarilla, die sogenannte »Weiße Hand« mit General Živković an der Spitze, begann tatsächlich im Lande die Macht zu ergreifen, bis sie am 6. Jänner 1929 die Diktatursgewalt in ihre Hände nahm.

Die unterdrückten Völker Jugoslawiens erheben am 15-jährigen Jahrestag des 28. Juli ihre Stimme nicht nur gegen die Kriegsverbrecher und Verursacher des Weltkrieges, sondern auch zur Revolte und den Aufstand gegen den blutigen Terror, mit welchem die großserbischen Unterdrücker 15 Jahre die Völker Jugoslawiens unterdrücken und Vorbereitungen treffen, um diese wieder für die Interessen der westlichen Imperialisten, für die Befestigung des großserbischen Imperialismus auf dem Balkan, für einen neuen Balkan- und Weltkrieg zur Schlachtbank zu führen.

N. Matijević

## Das neue Gesetz über die innere Verwaltung in Jugoslawien

Die polizeilich-militärische Allmacht

Die Diktatur erfüllt ein Versprechen nach dem anderen, sei es die Beseitigung aller Ueberbleibsel des alten parlamentarischen Systems, und der Selbstverwaltungen des Volkes, sei es die »Einführung der Ordnung in der staatlichen Verwaltung«. Jetzt wurde diese »Ordnung« durch das neue Gesetz über die innere Verwaltung eingeführt. Eigentlich wurde nur das zum Gesetz erhoben, was das Diktaturregime schon sechs volle Monate auch ohne Gesetz durchführt. Die polizeilich-militärische Allmacht ist nun auch gesetzlich sanktioniert.

Die Polizei, oder wie man dies in der amtlichen Sprache nennt, die allgemeine Verwaltung, umfaßt alle staatlichen Agenden mit Ausnahme derjenigen, welche gesetzlich in die Zuständigkeit der Gerichte, der Finanz- oder Militärbehörden fallen. Volksbildung und Volkswirtschaft, Sanitätswesen,

Selbstverwaltung usw. fallen also unter die Kontrolle der allmächtigen Polizei und der von den Diktatoren bestellten, höheren und niederen Polizeibeamten. Wir betonen, unter die *Allmacht der Polizei*, weil nach den Bestimmungen des Gesetzes dem Großjupan das *Recht der endgültigen Entscheidung in allen Angelegenheiten zusteht*, sofern für diese nicht der Minister zuständig ist usw. Dasselbe Recht hat der Bezirkshauptmann in seinem Sprengel bis zu dem Polizeikommissär. Die Rechte der Gemeinden und Selbstverwaltungskörper werden, soweit solche überhaupt noch bestehen, vollständig aufgehoben. Inwieweit — bestimmt das neue Gesetz — die Agenden der allgemeinen Verwaltung auf die Selbstverwaltungsbehörden übertragen sind, werden diese unter der Kontrolle und nach den Weisungen der Polizei ausgeführt. Die Selbstverwaltungsbehörden dürfen nur nach den Befehlen und Weisungen der Polizei arbeiten und Verordnungen erlassen. Für den Sicherheitsdienst ist die *Gendarmerie* vorgesehen, welche nicht mehr unter dem Kommando der Zivil-, sondern der Militärgewalt steht. Sie ist der Bestandteil des stehenden Heeres und als solcher in Bezug auf die Disziplin, den Personalstatus und den Militärunterricht dem Heeres- und Marineminister unterstellt.

Den Gemeinden wurden nicht nur die Selbstverwaltung und der Sicherheitsdienst entzogen, sie wurden auch zu den gehorsamen Vollstreckern der Befehle der Polizei degradiert: »Wenn sich die Gelegenheit ergibt, sagt das neue Gesetz — ist die Gemeinde über Aufforderung der kontrollierenden Polizeibehörde verpflichtet, in Angelegenheiten der öffentlichen Sicherheit mitzuarbeiten und die diesbezüglichen Ausgaben zu tragen... Ueberdies wird sich die Gemeinde im Einvernehmen mit der Polizei an der Erhaltung derselben bis zur Hälfte der gesamten Ausgaben beteiligen. Die Absicht des Regimes ist, die Hälfte der Ausgaben für die Erhaltung der Polizei auf die Gemeinden abzuwälzen, um so das staatliche Budget für die Polizei zu erleichtern, die Zahl der Polizisten zu erhöhen und dieselbe in jedem Dorfe zu Zwecken des Druckes auf das Volk — auf Kosten des Volkes — umzustellen.

Diese Absicht ist auch im Gesetz klar betont, welches sagt: »Der Großjupan kann bei erwiesenem Bedarf zum Zwecke der Vollziehung der Polizeiagenden in wichtigeren Gemeinden einen qualifizierten Polizeireferenten bestellen und diesen dem Gemeindepräsidenten beordnen. Wird es noch Führer der unterdrückten Völker in Jugoslawien geben, welche von den Absichten der Regierung dem Volke die Freiheit zurückgeben zu wollen, sprechen? Die Diktatur entzieht dem Volke selbst die letzten Reste der bürgerlichen Rechte. Mit diesem Gesetze wird das Volk in Jugoslawien der untätige Diener des letzten Polizisten und Gendarmen. Dieses Gesetz muß das Volk nach dem Plane der Diktatur unter straffe Zügel spannen, ihm den Mund verstopfen und die Festigkeit des Diktaturregimes sichern. Es ist für das Regime notwendig, daß das Volk *wenigstens fünf Jahre* ruhig bleibt und ohne Widerstand unter dem Polizeistiefel lebt, solange das Regime seine anderen Herrschaftsmittel noch nicht vervollkommen hat, solange es nicht finanzielle Mittel schafft, solange es nicht Anleihen bekommt. Wenn sie das erreicht hat, gedankt die Regierung das faschistische Regime Mussolinis im vollen Maße anzuwenden.

Werden die Völker Jugoslawiens alles ruhig ertragen und schweigen, während die Diktatur von einem Angriff zum Anderen übergeht? Es ist höchste Zeit, daß sie sprechen!

R. Radeff

## Die fruchtlose Politik der Memoranden und Adressen

Die kroatischen Föderalisten sind, obwohl sie im politischen Leben Kroatiens eine nur unbedeutende Rolle spielen, eine Partei der klingenden Phrasen, welche bei jeder Gelegenheit ununterbrochen von der Größe Kroatiens, von den heiligen Rechten des kroatischen Volkes, von seiner glorreichen kulturellen Vergangenheit deklamieren. In ihren Deklamationen und Trinksprüchen »an das teure und süße Vaterland« geloben sie, daß sie »bis zum letzten Blutstropfen« für die Freiheit Kroatiens kämpfen werden, und in der Liebe für diese historischen Kroaten, welche nur in ihrem Kopfe existieren, gehen sie auf. Im wirklichen Leben aber ist es ein anderes Lied. Dort sind sie — die kroatische kleinbürgerliche Intelligenz und ihre Schutzherrn aus Bankier- und Großindustriellenkreisen — die die schwere und unangenehme Aufgabe haben, sich um das nationale Wohl zu kümmern, und sie beklagen sich ununterbrochen über »das undankbare Volk« und die »Fruchtlosigkeit der nationalen Arbeit«. Sie verzweifeln häufig über »die

Dummheit der Bauern und heimatlosen Taugenichtse«. Es wäre nicht der Mühe wert, von den politischen Fähigkeiten dieser Menschen zu sprechen, wenn nicht Anzeichen da wären, daß noch viele Faktoren, welche im Dienste der »Aktion« sind, diese Vermittlerrolle der Intelligenz und der Geistlichkeit zwischen »dem Volk von unten« und »der Regierung von oben« unterstützen und diese Vermittler als die einzigen Hüter des Volkes und berufenen Verteidiger seiner Rechte und seiner Freiheit darstellen.

Wenn auch die kroatische Arbeiterschaft dank ihres Klassenbewußtseins sich größtenteils von dem Joch dieser patriotischen Führer und Berufspolitiker befreit hat, so ist dies leider mit der mittleren Bauernschaft und den kleinen Beamten nicht der Fall, besonders nicht mit den kleinen Gewerbetreibenden der Städte und kleinen Marktflecke, welche sich noch größtenteils um die Phrasenritter sammeln und ihren patriotischen Tiraden glauben.

Wir betrachten es als unsere Aufgabe, auch diese Teile des werktätigen Volkes geistig zu befreien und in die Reihen der Arbeiter und armen Bauern zum gemeinsamen Kampf für Gleichberechtigung, Freiheit und freie Entwicklung aufzunehmen.

Mit dem Sturze des Feudalismus (1848) und des kaiserlichen Absolutismus (1860) übernahmen die geistigen Väter und Vorgänger der heutigen kroatischen Föderalisten das politische Erbe der kroatischen Stände und führten den politischen Kampf in ihrem Geiste. Sie formten das politische Leben nach den Grundsätzen des Liberalismus und der liberalen Schule. Diese kleine privilegierte Gruppe der bevorrechteten Klasse herrschte 60 Jahre lang über das Schicksal der breiten Volksmassen, für deren Wünsche sich niemand kümmerte, in deren Namen man nur wohlklingende Phrasen drosch.

Zum Schutze der Interessen dieser bevorrechteten Klasse stand die bewaffnete Macht des Staates zur Verfügung. Zur Er kämpfung der nationalen Freiheit aber gebrauchten diese Führer ihr einzig beliebtes Mittel: Memoranden und Adressen. In einer Unzahl von Memoranden und Adressen flehten die Führer des Volkes in allen möglichen Variationen, in untertänigsten Tönen, die Könige an, daß sie dem kroatischen Volke sein unveräußerliches Recht auf Vereinigung zurückgeben mögen. Regelmäßig verfassten politische Parteien, Würdenträger der Kirche, politische Führer, Gemeinden, Distriktsversammlungen und hauptsächlich Landtage solche Memoranden. Beinahe jedes Jahr beschlossen während der ganzen liberalen Ära der kroatische Landtag in Agram und der dalmatinische Landtag in Zara solche Untertänigkeitsadressen. Auch die kroatischen liberalen Führer im bosnischen Landtag in Sarajewo und im istrianischen Landtag in Kopar stellten solche Anträge.

Alle diese Adressen und Memoranden, Resolutionen und Petitionen hatten den gleichen Erfolg. Sie fielen in den Papierkorb der betreffenden Ressortminister und ihre Antragsteller wurden auf die Rechnung ihres patriotischen Kampfes immer reicher und trugen ergeben die schwere Aufgabe der gewählten Volksvertreter.

Die große soziale und politische Bewegung, welche während des Krieges ausbrach und nach dem Kriege alle Länder der Erde ergriff, konnte in den kroatischen Landen nicht unbemerkt unter den werktätigen Massen vorübergehen. In der Psyche der breiten Volksmassen entstand eine tiefe Veränderung. Der Wunsch, die Träger des politischen Lebens zu werden und die Vermittlerrolle des billigen Profitpatriotismus abzuschütteln, wurde immer stärker.

So kam es auf einmal, daß die Drohenrolle der vermittelnden Berufspolitiker im kroatischen politischen Leben aufhörte und daß sich die liberale Intelligenz nach 60 jähriger unbeschränkter Macht zum ersten Male in der Defensive befand. Das physische Gesetz der Trägheit zeigt auch im politischen Leben seine Spuren. Die Reiche hören auf, die Dynastien verschwinden, die neue soziale Ordnung ändert die Grundlage des Lebens und der Gesellschaft. Die Menschen aber verändern sich nicht, die auf Grund falscher Grundsätze für sich selbst die Rolle in Anspruch nehmen, welche ihnen das Volk nicht gibt und das Leben nicht gewährt. Diese soziale und politische Revolution hat nicht einmal die Aenderung der politischen Methoden der kroatischen Föderalisten gebracht, wenn sie auch deren politisches Leben gänzlich verurteilt und ihre Fruchtlosigkeit bewiesen hat.

Die Sitzung der Zagreber Rechtsanwaltskammer hat uns von neuem einen Beweis geliefert, wie politisch unerlebte Petrefakten schwer aussterben und wie keine blutige Erfahrung die Menschen verändern kann, welche in einem Kampfe die Vermittlerrolle zwischen Volk und Regierung übernehmen wollen, in dem Kampfe, welcher keinen Vermittler duldet, sondern notgedrungen alle Verfolgten und Ausgebeuteten auf der einen Seite, und alle Verfolger und Ausbeuter auf der anderen sammelt. Dr. Milovan Zanić, Advokat und gewesener

Abgeordneter der kroatischen föderalistischen Partei, stellte in der konstituierenden Sitzung der Zagreber Advokatenkammer den Antrag, daß man in der Begrüßungsadresse an den König den Wunsch ausdrücke, daß dieser dem Volke seine Rechte wieder gibt.

Alles wäre nach der alten Schablone gegangen, und man hätte nach Annahme des Antrages auf diesen vergessen, wenn Dr. Žanić auf eine Kleinigkeit gedacht hätte, nämlich daß Franz Josef diese Memoranden in den Papierkorb geworfen hätte, König Alexander und seine Polizei aber für solche harmlose politische Kundgebungen Verhaftungen auspricht. Wegen dieses kleinen Unterschiedes sitzt jetzt Dr. Žanić im Belgrader Gefängnis und wartet auf das Urteil des außerordentlichen staatsgerichtshofes auf Grund des Gesetzes zum Schutze des Staates, Art. 3.

Die Geste des Dr. Žanić und seiner Gesinnungsgenossen, und die rasche Aktion der Polizei wird sicher nicht ihre Wirkung bei den übriggebliebenen Anhängern der kroatischen Föderalisten, den kleinen Beamten, städtischen Gewerbetreibenden und mittleren Bauern verfehlen. Diese werden leicht einsehen, wie komisch diese fruchtlose Politik der Memoranden

und Adressen an den König in einer Zeit wirkt, wo der König selbst alle Rechte mit den Füßen tritt, gegen alle jene, welche sich gegen sein politisches System wehren, in der Zeit, wo dieser König ein Gesetz über die Einrichtung der Zentralverwaltung und des Polizeiministeriums kündigt, nach welcher sich das ganze Leben des Volkes in den Händen der Polizei, des Bezirkshauptmannes, des Großjupans, des Generalinspektors und des Polizeiministers befindet. Alle Funktionen des ökonomischen Lebens und Volksbildungswesens befinden sich von nun an in den Händen der Polizeiorgane, da andere Ministerien in unteren Instanzen keine eigenen Organe haben dürfen, sondern nur mittels der Polizeiorgane im Volke tätig sind.

Diese fruchtlose Politik der kroatischen Föderalisten und der hegemonistische Polizeigeist des neuen Regimes wird allen Teilen des kroatischen Volkes zeigen, wo sich die aufrichtigen Kämpfer für seine Freiheit und soziale Gleichberechtigung finden. Dann werden sich auch diese Teile mit Begeisterung dem Kampfe der revolutionären nationalen Organisationen anschließen, ihre Tätigkeit verstärken und den gewünschten Erfolg beschleunigen. **Krešimir Ivačić**

## Griechenland auf dem Wege zur offenen Diktatur

Der anglo-französische Imperialismus stellt die Frage des Krieges gegen Sowjet-Rußland auf die Tagesordnung und versucht mit allen Mitteln die Errichtung einer offenen Diktatur in allen an Rußland angrenzenden Ländern herbeizuführen.

Zu dieser Reihe von Staaten gehört auch der Balkan. Die Balkanländer, welche sich in einem Zustand halbkolonialer Abhängigkeit vom anglo-französischen Imperialismus befinden, machen nacheinander eine Periode der offenen Diktatur durch. In Bulgarien, Serbien und Rumänien wurden schon die revolutionären proletarischen und agrarischen Organisationen in die Illegalität verdrängt.

Griechenland wird erst dazu vorbereitet. Wenn Griechenland bis jetzt beim Treffen von »formellen« Maßnahmen »zurückblieb«, versäumte es doch keine Gelegenheit, um in Wirklichkeit die Freiheiten der werktätigen Massen abzuschaffen, um ihre Bewegungen zu ersticken. Seit dem Jahre 1926 gewähren die Inseln und Gefängnisse einer ständigen Anzahl von etwa 150 revolutionären Arbeitern ihre »Gastfreundschaft«. Die Unterdrückung der nationalen Minderheiten wächst. Am vergangenen 1. Mai wurden nach französischem Muster insgesamt etwa 250 Arbeiter verhaftet.

Die Gründe, warum in Griechenland bis heute kein terroristisches Regime ähnlich denen in den anderen Balkanländern errichtet wurde, sind folgende: 1. Der Mangel einer unmittelbaren Gefahr zur Machtergreifung seitens des Proletariats, sowie das Fehlen einer Bedrohung der Einheit des bürgerlichen Staates. Die Möglichkeiten einer Herrschaft durch parlamentarische Methoden waren nicht erschöpft, wie es in Bulgarien durch die Revolution, in Serbien und Rumänien durch die Bewegung der nationalen Minderheiten der Fall war. 2. Durch die bisherigen andauernden, ziemlich tiefen Gegensätze im Lager der Bourgeoisie (Kampf zwischen Venizelisten und Antivenizelisten, Militärputsche). 3. Durch den Widerstand der Arbeiterklasse. Dieser letztere Faktor war bis zu einem starken Grade beim Aufschub der Annahme des Antikommunistengesetzes während eines ganzen Jahres ausschlaggebend.

Nun macht sich aber schon in der Lage Griechenlands eine bedeutsame Änderung bemerkbar.

Die Welle der Revolutionierung wächst unter der Arbeiterklasse und den breiten Schichten der werktätigen Bauernschaft, sowie den zurückgebliebensten Lohnsklaven (den Angestellten) und den Kleinbürgern der Städte. Die Massen können die Lasten der Stabilisierung nicht ertragen und brechen in Streikbewegungen und bewaffneten Aufständen in den Dörfern aus.

Die Zahl der Streikenden im Jahre 1928 ist größer als in allen vorhergehenden Jahren. Sie beträgt über 60.000. Die Streikwelle gegen Ende 1928 und Anfang 1929 hat Arbeiter von Industriezweigen in vereinzelte Streiks mitgezogen, welche vorher nie an einem Streik teilgenommen haben und fast vollkommen unorganisiert waren. Die Entschlossenheit der Arbeiter in diesen Kämpfen hat jedes vorherige Beispiel überschritten. (Wir verweisen auf die Dauer eines Hüttenarbeiterstreiks von 46 Tagen bei 100% Beteiligung.) Zum erstenmal seit fünf Jahren wurde ein Sieg von weitgehender Bedeutung errungen. (Der Staat wurde gezwungen, den 2500 streikenden Hüttenarbeitern von Larion eine tägliche Auspeisung zu gewähren, eine Sache, die nie vorher sich ereignete.) Schließlich

gab der Staat nach und gewährte einen Teil der verlangten Lohnerhöhung. Gleichzeitig verpflichtete er sich, alle deportierten Gefangenen der Streikenden auf freien Fuß zu setzen. Der politische Charakter dieser Streikkämpfe kommt immer deutlicher zum Ausdruck.

Mit nicht geringerer Wucht entwickelt sich die Bauernbewegung. Nach den Bauernaufständen vom Jahre 1924 beginnt im Jahre 1928 eine neue Welle von Bauernerhebungen, die meist bewaffnet sind, anzuschwellen, wobei über 15.000 Bauern mobilisiert wurden.

Sogar unter den Staatsbeamten und kleinbürgerlichen Gewerbetreibenden wurden Streikgärungen bemerkt.

Trotzdem bei den letzten Wahlen der klare Wille der Massen nicht zum Ausdruck kam, werden wir aber, wenn wir die Resultate der letzten Senatswahlen vom April 1929 untersuchen, eine radikale Wendung der Massen sehen.

Die Zahl der Wähler zu den Senatswahlen im April ist um mehr als 200.000 geringer als die Zahl der Wähler bei den Nationalratswahlen im August 1928, das heißt um 20%.

Binnen acht Monaten 20% weniger Wähler! Alle diese verlorenen Stimmen verteilen sich gleichmäßig auf die venizelistischen und antivenizelistischen Parteien, während dagegen die Stimmen der kommunistischen Partei, trotz aller gegenteiligen Versicherungen Venizelos, um 10% gestiegen sind.

Diese ungeheure Enthaltung der Massen von den Wahlen zeigt, daß diese sich von den bürgerlichen Parteien entfernen, ohne jedoch zu entscheiden, wem sie folgen sollen. Das kommt besser bei den Massenkämpfen zum Bewußtsein, wo die Führung sich in den Händen der K.P. und der neugegründeten Unitären A.G.V. befindet. Die Bemühungen des Staates, die Arbeiterbewegung mit Hilfe der Sozialfaschisten einzudämmen, scheitern. Andererseits können die Bauernelemente trotz ihrer letzten Fortschritte wenigstens momentan nicht als eine politische Macht betrachtet werden, die fähig wäre, die Haltung der Bauernmassen zu bestimmen.

Die Verschärfung des Klassenkampfes und die ununterbrochene Linksorientierung der Massen stellt also die griechische Bourgeoisie vor die Frage: Genügen die parlamentarischen Mittel, um die Unterwerfung der werktätigen Massen zu sichern, eine Unterwerfung, die bei den Kriegsvorbereitungen des anglo-französischen Imperialismus gegen Sowjetrußland so notwendig ist.

Es steht außer Zweifel, daß der einzige Weg, auf welchem die Bourgeoisie schreitet, der Weg der offenen Diktatur ist. Wenn trotz des bedeutenden Stimmenverlustes Venizelos noch immer eine ziemlich große Macht besitzt, wird sich jedoch sehr bald ein größerer Zusammenbruch ereignen. Die Bourgeoisie verfügt nach Venizelos über keinen politischen Kopf in Reserve, der imstande wäre, die Massen irrezuführen. Sie kann, wenn der Parlamentarismus vollständig bankrottiert, nichts anderes tun, als zur Diktatur übergehen.

Vorläufig versucht sie mit Hilfe des Parlaments den Boden vorzubereiten, indem sie das Antikommunistengesetz zur Abstimmung bringt, durch welches die K. P. und die revolutionären Gewerkschaften in die Illegalität gedrängt werden. Dieses Gesetz erwartet seine Annahme durch den neugebackenen »demokratischen« Senat, der damit seine Amtstätigkeit beginnt.

Die Verschärfung des Klassenkampfes hat die inneren Gegensätze bis zum höchsten Grade abgestumpft, eine Sache, die der Bourgeoisie erlaubt, stärkere Schläge gegen die revolutionäre Bewegung zu führen. Die Annäherung Venizelos und Tsaldaris ist eine Tatsache. Nur Traditionen trennen diese beiden großen Parteien und hindern, daß sie zu einer großen Partei verschmelzen. Sie verfolgen dasselbe Programm, sowohl in der äußeren wie in der inneren Politik und nur der scheinbare Systemunterschied trennt sie. In Wirklichkeit aber ist Venizelos ein ebensolcher Monarchist wie Tsaldaris. Das Zeitungsorgan des Letzteren überbot sogar Venizelos beim Treffen von Unterdrückungsmaßnahmen gegen die Bauernerhebungen, trotzdem der Einfluß der Monarchisten auf dem Lande am größten ist.

Die griechische Bourgeoisie ist mehr denn je geeint im Kampfe gegen die Arbeiterklasse und die werktätigen Bauern. Sie ist bereit zur offenen Diktatur überzugehen und die Rolle des Agenten des anglo-französischen Imperialismus zu erfüllen, welcher durch eine solche Diktatur hofft, die werktätigen Massen in den Krieg gegen Sowjetrußland zu hetzen. Sie ist bereit dem Beispiel der rohesten Reaktion der anderen Balkanländer zu folgen. Es hängt vom Proletariat und den werktätigen Bauern ab, ob sie das erreichen wird.

Die werktätigen Massen Griechenlands, verbrüdet mit jenen der anderen Balkanländer haben die Pflicht, gegen den Weißen Terror, gegen den Krieg gegen Sowjetrußland, für die Verteidigung der Sowjetunion, für die Balkan-Föderation der Arbeiter- und Bauernrepubliken zu kämpfen.

J. Prynok

### Der sogenannte III. Agrarkongreß von Saloniki

Mitte Mai dieses Jahres fand in Saloniki ein sogenannter III. Agrarkongreß statt, welcher die Aufgabe hatte, eine Agrarpartei Griechenlands zu schaffen, die die Interessen der Bauernschaft vertreten soll. Sowohl die Zusammensetzung als auch die Beschlüsse des Kongresses zeigten aber, daß er nichts anderes war, als eine Wiederholung jener jammervollen Versuche, die wachsende Entrüstung der breiten Bauernmassen auf legale Bahnen zu lenken, sie lahmzulegen, und sie für die Interessen der Großgrundbesitzer, der *Tschorbadjis* und der anderen »bauernfreundlichen« Elemente auszunützen.

Nun zu den Ursachen, die zu dem Kongresse geführt haben.

Trotz seiner agrarischen Zusammensetzung (über 60% der Bevölkerung sind Bauern), ist Griechenland das einzige Land auf dem Balkan, das keine sogenannte Agrarpartei besitzt. Die breiten Bauernmassen scharen sich größtenteils um die zwei großen bürgerlichen Parteien, die royalistische und die venizelistische. Teilweise schwanken sie zwischen den beiden, ohne bei irgendeiner zu landen, weil sie instinktiv fühlen, daß diese Parteien ihre Interessen nicht vertreten. Ein anderer Teil endlich ist vollständig indifferent, und nur ein relativ kleiner Teil ist seiner wirklichen Lage bewußt. Es wurden schon wiederholt Versuche unternommen, eine Agrarpartei zu gründen. Diese scheiterten aber alle, weil sie entweder von kapitalistischer Seite oder von Seiten der Großgrundbesitzer stammten und keine einzige die Interessen der breiten Bauernmassen vertrat.

Inzwischen schritt die Bourgeoisie, mit der Regierung an der Spitze, entschlossen auf dem Wege der Stabilisierung, den sie mit dem Sturze Pangalos eingeschlagen hat, fort. Alle Kosten der »Wiederherstellung« der Wirtschaft wurden auf den Rücken der Werktätigen überwält, wobei natürlich die arbeitenden Schichten der Bauernschaft nicht geschont wurden. Das Resultat war eine tiefgreifende Unzufriedenheit der Bauern gegen die regierenden Parteien, die durch Verweigerung von Steuerleistungen, durch bewaffnete Massendemonstrationen usw. zum Ausdruck kam. Diese Situation verschärfte sich von Tag zu Tag, bis der »Messias«, das heißt Venizelos, kam. Voll Hoffnungen scharten sich die Massen der Bauernschaft um ihn und verhalfen ihm zu dem »glänzenden« parlamentarischen Sieg vom 19. August 1928. Bald aber trat die Enttäuschung ein. Venizelos folgte weiter den eingeschlagenen Weg mit aller Genauigkeit. Statt die Bauern zu entlasten, überhäufte er sie mit neuen Steuern. Die Erhebungen und bewaffneten Demonstrationen wurden trotz Venizelos fortgesetzt, und als die berühmten Senatswahlen vom 21. April 1929 kamen, stand es mit den bürgerlichen Parteien nicht am besten. Ungefähr zweihunderttausend Stimmen weniger wurden für sie abgegeben. Dieser Stimmenrückgang stammte größtenteils von den Bauern her.

Die herrschenden Klassen, die diese Niederlage vorausahnten, begannen mit neuen Mitteln zu operieren. Es tauchten nämlich plötzlich verschiedene Elemente auf, die beteuerten, die Bauerninteressen zu vertreten, und die sich »Agrarier« nannten. Das Zentrum dieser Leute war Drama, weil dort gegen Ende des Jahres 1928 große Demonstrationen der armen Tabakproduzenten stattgefunden hatten. Die Wahlen kamen, und siehe da, sie verzeichneten einen relativ großen Erfolg. Dieser relative Wahlerfolg, einerseits die Notwendigkeit, die Bauernmassen in Schach zu halten, andererseits die speziellen Interessen einiger großbäuerlicher Elemente waren, kurz zusammengefaßt, die Ursachen der Inszenierung dieses Kongresses. Aber dieser Kongreß stellte nicht den ersten und einzigen Versuch dar, eine sogenannte Agrarpartei zu schaffen. Er wäre belanglos wie die anderen vorhergegangenen, wenn er nicht den interessanten Versuch darstellte, eine Agrarpartei nach dem Muster Stamboliisky's zu gründen.

Der Kongreß gab eine Art Statuten-Programm und ein Manifest heraus. In diesem Programm heißt es unter anderem: »Die politische Macht muß der Bauernklasse gehören, weil sie der ausschlaggebende Teil der Bevölkerung ist«; »die Partei führt den Kampf für die Machteroberung auf *parlamentarischem Wege*«; »die Arbeit darf kein Ausbeutungsobjekt darstellen«; »Autonomie der Gemeinden und Provinzen«; »der Boden den werktätigen Bauern«; »progressive Steuern«; in sozialer Hinsicht richtet sich die Partei *sowohl gegen den Kapitalismus als auch gegen den Kommunismus*, daher werden ihre reformistischen Tendenzen dahinzielen, ein wirtschaftlich-soziales System zu schaffen, in welchem es weder Ausbeuter noch Ausgebeutete geben wird. Schließlich wird betont, daß »außenpolitisch eine friedliche Politik und eine Annäherung an die Ostvölker« angestrebt wird. Das ist, in großen Zügen, der Inhalt dieses berühmten Programmes.

In einem Manifest wird die elende Lage der breiten Bauernmassen Griechenlands in den schwärzesten Farben geschildert.

Sehen wir uns nun all dies näher an. Die Lage der Bauern wird mit Pathos beschrieben, um sie leichter für ihre Arbeit zu gewinnen. Wie diese Politik aussieht, haben wir gesehen. Eine Fülle von »revolutionären« Parolen, um die Massen für die Eroberung der Macht auf parlamentarischem Wege zu führen, und um die Gesellschaftsstruktur, selbstverständlich... auf parlamentarischem Wege... zu ändern.

Weiter wird der Versuch unternommen (siehe die Parole »Kampf sowohl gegen den Kapitalismus als auch gegen den Kommunismus«), den Kampf der breiten Massen des flachen Landes vom Kampfe der übrigen ausgebeuteten und unterdrückten Schichten der Bevölkerung (Arbeiterklasse, nationale Minderheiten) zu trennen. Was sie damit bezwecken, ist klar. Ihre glühenden Reden gegen den Kapitalismus und die Regierung sind nichts anderes, als ein Mittel, um die sich auflehrende Bauernbewegung zugunsten desselben Kapitalismus, den sie auf dem Papier angreifen, auszunützen. Die Bourgeoisie braucht Ruhe, um ihr Sanierungsprogramm ohne jedes Hindernis fortsetzen zu können; sie braucht Ruhe und friedliche Phasen, um an dem kommenden Krieg ungehindert teilzunehmen (siehe die Parole »außenpolitische friedliche Politik«...), und diese Ruhe verschafft sie sich auf zwei Wegen, entweder auf dem Wege des Terrors oder auf dem der Irreführung der Massen unter dem Mantel von revolutionären Phrasen und mit Hilfe ihrer Agenten. Zu diesem zweiten gehört auch der Agrarkongreß von Saloniki. Die Leute, die den Kongreß organisiert haben, sind nichts anderes, als ihre Agenten unter den breiten Massen, und daher die gefährlichsten Feinde dieser Massen.

Wir werden uns hier nicht mit der Utopie dieses Programmes beschäftigen, wir werden auch nicht versuchen, die Unmöglichkeit der Verwirklichung eines solchen Programmes (»der Eroberung der Macht und die Aenderung der Gesellschaftsstruktur auf *parlamentarischem Wege*«...) zu beweisen. Wir möchten aber die griechischen Bauernmassen nur auf einige geschichtliche Tatsachen aufmerksam machen. Wir wollen ihre Aufmerksamkeit auf das so nahe liegende Land, auf Bulgarien lenken, wo ebenfalls ein solcher Versuch unter Stamboliisky's Führung unternommen wurde, und sowohl Stamboliisky als auch seine ganze Partei von der Bourgeoisie mit Feuer und Schwert ausgerottet wurden, als diese Bourgeoisie glaubte, daß er zu weit gegangen sei und ihr Vertrauen mißbraucht habe. Man könnte auch andere Tatsachen anführen, so zum Beispiel Maniu in Rumänien, der sich ebenfalls als ein Lakai der Bourgeoisie entlarvt hat, und noch viele andere. Wozu aber in die Ferne schweifen? Es genügt nur, darauf hinzuweisen, daß diese Leute, die diesen Kongreß organisiert haben, *keine Bauern* waren, — es waren fast durchwegs Rechtsanwälte, Aerzte, einige Tschorbadjis usw., welche bis vor kurzem offen im Dienst der verschiedenen bürgerlichen Regierungsparteien gestanden sind. Wenn sie heute in eine

scheinbare Opposition treten, tun sie das nur, um die wachsende Entrüstung der Bauern wenigstens momentan zu neutralisieren.

Die werktätigen Bauern Griechenlands, welche die am ärgsten ausgebeutete und belastete Schichte der Bevölkerung darstellen, haben ganz andere Sorgen, als diesen sogenannten »Agrariern« in ihren abenteuerlichen Experimenten zu folgen. Sie wissen ganz genau, daß ihr Kampf nicht getrennt, und gegen den Kampf der Arbeiterklasse und nationalen Minderheiten, geführt werden kann. Wenn sie das bis jetzt nicht vollständig eingesehen haben, sondern hin und her schwanken, werden sie es aber trotzdem nie zulassen, daß ihre Interessen

von außenstehenden Elementen mißbraucht werden.

Was die Bauern Griechenlands brauchen, ist nicht eine »politische« Partei. Was sie brauchen, sind breite wirtschaftliche Massenorganisationen der armen Bauern, die den Kampf für die speziellen Forderungen der Bauernschaft, für die Abschaffung aller Steuern von den armen Bauern und ihre Uebertragung auf die Kapitalisten, für die vollständige Durchführung der Agrarreform, gegen die Ausbeutung der Nationalbank und des fremden Kapitals, gegen den zukünftigen Krieg führen sollen. Solche Organisationen sind die *Bauernvereinigungen*, deren Ansätze sich überall, auf dem ganzen Lande, befinden. **Mavros**

## Die Karikatur einer politischen Amnestie

Die rumänische Bourgeoisie feierte am 10. Mai 1929 die Wiederkehr des zehnten Jahrestages der Eroberung der neuen Provinzen. Neben der militärischen Parade, welche die Kriegsbereitschaft Rumäniens gegen Sowjetrußland unterstrich, sowie dem Redeschwall, der drei volle Tage dauerte, ist zur Feier des Tages auch eine »allgemeine politische Amnestie« erlassen worden, die die Großmütigkeit der rumänischen Bourgeoisie beweisen soll. Diese »allgemeine politische Amnestie« ist in der Tat ein Kunststück, das seinesgleichen sucht. Maniu gab gleichzeitig sowohl den Liberalen, als auch den anderen bürgerlichen Parteien Rumäniens genug Grund zur Eifersucht, denn er vereinigte in diesem Regierungsakt byzantinische List, demokratische Heuchelei und echt rumänische Siguranzapraxis.

»Es werden alle politischen Delikte amnestiert — so lautet der erste Punkt des königlichen Dekretes vom 10. Mai, in dem endgültigen Text aber, der vom Parlament am 6. Juni ratifiziert wurde, ist schon kein Wort mehr »von politischen Delikten«... sondern »es werden amnestiert alle Infraktionen, die unter die Bestimmungen des bürgerlichen Gesetzbuches fallen, soweit sie bis zum Erlaß des Dekretes entweder nicht aufgedeckt sind (?!), oder für sie noch keine endgültige Verurteilung vorliegt. Welcher Paragraph irgend eines rumänischen Gesetzes definiert das politische Delikt? Werden denn nicht alle politischen Angeklagten Rumäniens auf Grund von Ausnahmegesetzen und im Namen des berüchtigten Artikels »Verbrechen gegen die Sicherheit des Staates« verurteilt, so daß keiner unter die »Amnestie« fällt. Und dann, was ist denn dies für eine Amnestie, die gar keinen *endgültig* politisch Verurteilten befreit?

Die nationalzaranistische Regierung, die, als sie in der Opposition war, sämtliche Verurteilungen politisch Angeklagter als liberale Gesetzesverletzungen hinstellte und für die allgemeine politische Amnestie zu kämpfen vorgab, erkennt jetzt deren Verurteilung als endgültig an. Der Reaktionismus Maniu's läßt nichts zu wünschen übrig!

Die Dezennarfeier der rumänischen Bourgeoisie hat nur auf eine positive Leistung hinzuweisen: die Perfektionierung und Anwendung aller Mittel des weißen Terrors. Angefangen mit der »friedlichen« Besetzung Bessarabiens, die das Leben von 18.000 bessarabischen Bauern kostete, folgen nun die Ermordung der Führer der Arbeiterklasse: Dr. Aroneanus, Frimu, Max Wechsler, Leonte Filipescu, Tkacenko, Jvanusch, Vasia, Fonogy, sowie tausender revolutionärer Arbeiter, sei es auf der »Flucht« oder durch das Gefängnisregime, oder infolge des Hungerstreiks (M. Goldstein); Massenmorde, wie am 13. Dezember 1918 in Bukarest, in Petrosani, Hotin, Vadul-Voevod, Tatar-Bunar, etc.; tausende von kleineren und größeren Prozessen, Unterdrückung jeder Wort- und Pressefreiheit, wenn sie zugunsten der Arbeiterklasse angewandt werden, sowie Unterdrückung jeder Organisationsfreiheit.

Es ist gleichgültig, welche Partei oder Regierung gerade am Ruder war, die die blutige Verfolgungspolitik gegenüber der Arbeiterklasse, der Bauernschaft und den Minderheiten befolgte, denn, ob sie sich liberale, völkische oder nationalzaranistische nennt und nannte — sie alle waren und sind gleich blutbefleckt; und somit wird die gesamte rumänische Bourgeoisie des politischen Einzel- und Massenmordes angeklagt.

Unbeschreiblich sind die Leiden der politischen Gefangenen. Es sind Bücher darüber geschrieben worden, welche Schanddokumente unseres Zeitalters sind, Bücher, die Geist und Gesicht der kapitalistischen Gesellschaftsordnung in ihrem wahren Licht zeigen.

Als die nationalzaranistische Regierung in der Opposition war, bekämpfte sie die barbarischen Regierungsmethoden der Liberalen, wie »demokratisch« und »zivilisatorisch« aber die Methoden der Maniupartei sind, zeigen uns zur genüge die Vorfälle in Timisoara, die gewaltsame Unterdrückung der Unitären Gewerkschaften, die Unterdrückung aller Zeitungen

der Arbeitenden und der Minderheiten, die Verwerfung des Rekurses Boris Stefanoffs und Zacharescus, die Verurteilung Dobrogeanu-Ghereas, die Verhaftung und fächerliche Mißhandlung Ing. Paukers, sowie hunderter anderer Revolutionäre.

Wie Pauker behandelt wurde, der fast 7 Wochen im Hunger- und Durststreik harrete, zeigt uns zur genüge dieser Brief, den er aus dem Gefängnis schrieb:

»Am 8. Mai begann die Zwangsernährung. Trotz Gegenwehr, trotz schriftlicher Proteste, trotz formellem Verbot durch das Strafgesetzbuch, wird sie durchgeführt. Wehre ich mich stärker, so werde ich furchtbar mißhandelt, meine Kleider werden zerrissen, der Körper zerkratzt. Jeden Tag zwei-, drei- bis viermal werde ich durch die Soldaten auf die Matratze geworfen, Hände, Füße und Kopf werden festgehalten und durch die Nase, die dabei nicht nur schmerzt, sondern auch blutet, wird ein Schlauch eingeführt und dann gepumpt. Diese Qual dauert nun schon zwei Wochen.

Aber andererseits stellte sich heraus, daß das ganze nichts nutzt. Erstens wegen des starken Brechens nach der »Nahrung«. Zweitens, weil nur dünnflüssige Nahrung eingeführt werden kann. Drittens, weil ich sofort, also am 8. Mai, den Durststreik erkläre und ihn fortsetze, obgleich sie mir oft Salzwasser einpumpen, damit mich der Durst plagt (was auch der Fall ist).« Die Protestwelle, die diese bestialische Behandlung Paukers in der Welt auslöste, zwang die rumänische Bourgeoisie, ihn in Freiheit zu setzen.

Die Dezennarfeier der rumänischen Bourgeoisie ist beendet, nicht aber der Kampf der revolutionären Arbeiterklasse, der Bauernschaft und der Minderheiten, der immer intensiver werden und der Herrschaft der rumänischen Bourgeoisie ein Ende setzen wird. Erst dann werden die Arbeiter Feiern abhalten, in einem freien Rumänien, im Rahmen der Balkan-Föderation. **N. Amaru**

## Der Kampf um eine wirkliche Amnestie in Rumänien

Anläßlich des zehnten Jahrestages der Schaffung Großrumäniens richtete das Pariser Komitee zum Schutze der Opfer des Weißen Terrors auf dem Balkan ein Manifest, aus welchem wir die nachfolgenden Stellen wiedergeben:

»Ein ganzes Volk schmachtet unter den Leiden, welche das Regime des Weißen Terrors der Vorgänger des Herrn Maniu charakterisiert hatten.

Um die empörte öffentliche Meinung zu beschwichtigen, erließ die Maniu-Regierung eine Scheinamnestie, welche aber alle Opfer der Kriegsgesetze, das heißt alle politischen Häftlinge weiter in den Kerkern schmachten läßt.

Ganz wie zur Zeit des Weißen Terrors Bratianos ist für das Proletariat jede politische oder gewerkschaftliche Organisation untersagt. Der Arbeiter- und Bauernblock, das Hilfskomitee für die Gefangenen u. a. m. wurden aufgelöst und verboten. Die Gewerkschaftshäuser sind versiegelt und deren Vermögen konfisziert. Die Arbeiterzeitungen in Bukarest, Bessarabien, Transylvanien usw. wurden verboten und deren Redakteure verhaftet. Vor zirka sechs Wochen wurde der Temesvarer Gewerkschaftskongreß mit Karabinerkugeln auseinandergetrieben und die Teilnehmer verhaftet.

Das obgenannte Komitee schließt sein Manifest mit einem dringenden Aufruf an die europäische, fortschrittliche öffentliche Meinung gegen diese furchtbaren Zustände in Rumänien zu protestieren, für die rumänische arbeitende Klasse, das Recht auf freie gewerkschaftliche Organisation, Presse-, Meinungs- und Versammlungsfreiheit, und für die politischen Häftlinge eine umfassende und wirkliche Amnestie zu fordern.

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ВЗИЦИ

## Обществото на народите и националните малцинства

(Мадридската сесия на Съвета)

Трети път вече Съвета при ОН се занимава с въпроса за покровителството на националните малцинства. Първия път — това беше през декември 1928 г. Лувано. Въпроса бе повдигнат от Шреземан, който бе предизвикан от полския делегат Залески. Той бе сложен на разглеждане за следната сесия, март 1929 г. Както и можеше да се очаква, там той не получи своето разрешение. Отложи се за разглеждане за настоящата сесия на Съвета, юни т. г. През мартенската сесия много речи се произнесоха, но в никой от тях не се постави въпроса принципиално. Шреземан отстъпи от позицията, която бе мислел че ще заеме. Той изостави германските малцинства в Полша, Чехословакия и другаде. Впрочем, за него не беше толкова важно да защити германските малцинства, колкото да използва техното положение за целите на германската политика. Но на мартенската сесия на Съвета не се приключи този въпрос. Всички делегати се съгласиха да се проучи въпроса от един комитет, в който беха избрани представителите на Англия, Япония и Испания. Този комитет заседаваше в Лондон. Нему беха изпратени меморандуми от разни държави и специално от такива, които попискат грамадни маси чужди националности, както и от някои организации на националните малцинства.

Комитетът изработи своя доклад, който представи на Мадридската сесия на Съвета. Този доклад се занимава само с въпроси относно процедурата на оплакванията на националните малцинства. Той не се занимава даже с въпроса за покровителството на националните малцинства, предвидено в самите мирни договори и в специалните конвенции и декларации по този въпрос. А и можеше ли да бъде иначе? Болшинството от държавите, които заседават в Съвета са държави угнетителки на националните и други малцинства. Те са за една политика на асимилиация на тия малцинства. И ако те се занимават за трети път с този въпрос, то е за да хвърлят прах в очите на националните малцинства, за да представят, че ОН е един институт, който се грижи за подобрене на техното положение. Какво реши тазигодишната летна сесия на Съвета? — Че националните малцинства могат да дават петиции; че специалния комитет, който ще ги разглежда, ще трябва да върши работата си по-бърже отколкото досега е вършил това, че на заинтересованите ще се съобщава за съдбата на техните оплаквания, че ще да се дава гласност на решенията на комитетата и пр. и пр.

Мадридската сесия на Съвета се противопостави даже на искането на някои делегати, като тия на Германия, Канада и Финландия — искане, изразено в техните речи, но което те не се решиха да направят в форма на предложение — да се учреди един постоянен комитет, който да се занимава с малцинствата. Това искане бе отхвърлено, защото според мнението на угнетителите на националните малцинства, а като такива се явяват главно Полша, Югославия, Чехословакия, покровителствувани от Франция и Италия — да се учреди един постоянен комитет, това означава да се упражнява постоянен контрол върху държавите, които имат в своята територия национални малцинства, а това било несъвместимо с принципа на националния суверенитет.

С новите решения на Съвета абсолютно с нищо не се изменя положението на националните малцинства. Държавите угнетителки ще продължават да потискат националните малцинства и да преследват всички ония от тях, които биха се осмелили да се оплакват от своите господари. Особено това е верно за потиснатите народи и национални малцинства на Балканите. Голем брой от тях не се признават от държавите угнетителки, че са отделни националности или народи, следователно за никакво покровителство за тях, по силата на самите договори и специалните съглашения и дума не може да става; за никакво покровителство даже в смисъл решенията на Съвета при ОН и дума не може да става.

Решенията в Мадрид за лишен път доказаха, че угнетените народи, които в Женева и Мадрид минават под рубри-

ката на национални и други малцинства, не могат да очакват никакво покровителство от ОН. Те ще убедят и последните верующи, че ОН е един инструмент в ръцете на империалистите и потисниците на милиони чужди националности, и че той си остава такъв даже, когато на чело на управлението в главната европейска империалистическа държава стои един човек като Макдоналд, който в момента, когато той въпрос се разглеждаше в Мадрид, изказваше своето възмущение от бруталните отношения на угнетителите към националните малцинства. Въпреки това мнение на сегашния английски пръв министър, неговия представител в Мадрид прие решението на комитетата на тримала, удобри политиката на угнетение на националните малцинства.

М. Калиновски

## Великото начало

(По повод общата тютюноработническа стачка)

Кореспонденция от София

След една редица от офанзивни стачки в дребното и средно производство през 1928 и началото на тази година, стачната вълна премина в едрите предприятия и обхвана в кратко време почти целото тютюново производство. В последното са заети 36.000 работници, които съставляват 30% от индустриалния пролетариат в България. 80% от тези работници получават в пълната смисъл на думата гладни надници от 15 до 50 лева. Тютюневият тържст, който държи в ръцете си целото тютюново производство и целата вътрешна и износна търговия с тютюна, успя в последните 6 години под режима на фашистката диктатура, една от важните економически опори на която е той, да намали средната работническа надница на разните категории работници заети в тютюневото производство с 20—40%. Едновременно с това, имайки монопола в ръцете си, той понижи цените, на които купува тютюна от 100-те хиляди дребни тютюнопроизводители с 50% и да увеличи с толкова цените на своите фабрики. Близо 2/5 от износната търговия на страната е в неговите ръце. В този тържст са обединени значителни български и чужди капитали. Тези няколко данни са достатъчни за да подчертаят огромното значение на тютюноработническата стачка, която обхвана 30.000 души работници.

В двата най-важни тютюноработнически центрове — Хасково и Пловдив, където близо месец стачкуваха 20.000 тютюноработници, стачката завърши вече с частичен успех. Вместо исканото увеличение 40% за надниците до 50 лева и 30% за надниците над 50 лева, работниците извоюваха средно 20% увеличение на своите надници и наложиха установяването на минимална надница за най-лошо платените работници 39 лева.

Значението обаче, на тази победа на стачниците не се състои само в извоюваното увеличение на надниците и в установяването на една минимална такъва. Това значение е в същност огромно. Преди всичко, тютюноработническата победа се дължи на обстоятелството, че тютюноработническата стачка тури в движение целата работническа класа и всички останали трудящи се маси. В момента на преговорите за прекратяването на стачката в Пловдив и Хасково, нови 10.000 работници от другите производства беха обявили стачка и предявили искания, аналогично увеличение на надниците, както и искана тютюноработниците. На 19 т. м. избухна в Сливен обща текстилна стачка, в която участвуват 2.400 текстилни работници. Към нея се присъединиха металоработниците и общарите. Работниците от текстилните фабрики в Сливен отхвърлиха предложението от фабрикантите 15% увеличение. Всеки час се очаква генерална стачка в Сливен. Работниците отхвърлиха арбитража на правителството. След два дена капитулира една от металните фабрики и стачката в нея се прекрати с успех за работниците. Стачната вълна продължава да расте. Извоюваните до сега победи дават нов тласък на това масово стачно движение, което обхваща постепенно всички производства. Именно това обидно раздвижване на целокупната работническа стачка, направи възможни досегашните победи на стачниците и превръща тези победи в такива на целата работническа класа.

При това, тези общи победи на работническата класа са извоювани чрез преодоляването на необуздания фашистки терор на държавната власт и фашистките организации и то под ръководството на пролетарските класови професионални съюзи и политически организации. Опитът на буржуазията и фашистката ѝ власт да изолира класовите пролетарски организации, да унищожи техното ръководство на стачното движение и по този начин да го разбие, провадна. Той се разби в железната дисциплина на стачкуващите маси. Последните единодушно заявиха, че друго ръководство, освен това на техните класови независими професионални съюзи и политически организации те не признават и нема да търпят. Всички стачки се ръководят от тия организации, въпреки безпощадния терор на който са подложени те и стачкуващите маси. Тютюневия тръст и другите представители на капитала и на фашистката държава беха заставени да водят преговори с ръководствата, които работниците и техните класови организации са избрали. Този факт е от огромно класово и политическо значение. Той означава пробив на фашисткия фронт на капитала. Фашистка България е закон е запретила класовата борба на трудящите се и е разтурила техните масови класови организации. Те обаче, изградиха нови, без да се отказват от своите стари организации и наложиха на капитала и властта своето право на организация и борба.

И което е най-важното. Това огромно стачно движение се слива с огромното народно движение против фашизма и белия терор. То е в същност неговата съставна част. По този начин то прераста в общо гражданско политическо настъпление на масите и сигнализира неговото велико начало. Масите са в подем. Те преодоляха фашизма и белия терор и от отбрана минаха в настъпление. Под техния могъщ натиск днес се огъва фашисткия фронт. Разрушана е из дъно фашистката диктатура. Извоювани са дървите победи. Издигнат е лозунг за свикването на общ работнически конгрес, който да изработи обща акционна програма на работническата класа, да обедини и организира нейното

общо настъпление на чело на останалите трудящи се маси против необузданата експлоатация и фашистката диктатура на капитала.

Страната стои под знака на общия подем на масите и на техното настъпление под ръководството на работническата класа и то под това на нейния индустриален отряд. Общонародната борба против фашистката диктатура влезе в нова по-висока фаза. Тъкмо в този момент е от извънредно важно значение развъртането на широка и мощна международна кампания против фашизма и белия терор в България, в помощ, защита и съдействие на героичните борници се маси и техните многочислени жертви. Тази кампания е толкова по-необходима в връзка с опита на правителството да заблуди масите вътре и в чужбина, чрез една маневра около внесенния от него в парламента в разгара на стачката проект за "обща" амнистия. В същност амнистират се не жертвите на терора, а техните джелати и германofilските либералски водители, които беха осъдени като виновници за войните и катастрофите от един народен плебисцит и от народен съд, заедно с другите вече амнистирани водители на старите буржуазни партии. С тази амнистия правителството различия пътя на общата буржуазно-фашистка концентрация, нужна за готвената антисъветска контра-революционна война. Тя се дава при прекото указание на Англия, Франция и новоимпериалистическа Германия. Всеобщо е възмушението на масите. Общонародната борба за безусловна амнистия на всички жертви на фашизма и белия терор придобива нов размах и прераства в борба за събарянето на фашистката диктатура. В тази своя борба българските трудящи се маси разчитат на международната солидарност на пролетариата и на съдействието на всички прогресивни антифашистки среди в чужбина.

Турето е вече великото начало на общото настъпление на масите. Огъва се вече фашисткия фронт. Извоювани са първите победи. Раздрусана е из дъно фашистката диктатура. Навлизаме в нова по-висока фаза на борбата.

Кремжков

## Убийци!

"Петтата е много по-страшна"  
(„Джелатите“ от Анри Барбюс)

Като че ли «случайно» и този път касае се за страната на Ляпчев.

Фашизма по своето естество е една система на реакция и на ужасен терор. В България обаче, той има характер на варварски терор, терор безчовечен, животински. Сжидишки садизъм. Българския жандар и детектив ние човешка кръв.

Толкова много се каза вече върху «практиката» на Ляпчевата полиция. И все пак, тъй много още има и трябва да се каже. На това място, ние публикувахме безброй документи, които повдигат крайчеца на булото, което покрива фашистката диктатура в тази нещастна страна. Множество чужденици, безпристрастни свидетели на варварския тероризъм на българските фашисти, анкетирайки в страната, издигнаха странни обвинения против Сювора. Целия свет бе възмутен и отвлечен от подвизите на «неотговорните фактори» и на Военната лига.

И при това, убийците продължават своето пълнено дело. Хиллади почтени хора платиха с живота си в борбата против фашизма. Нови жертви падат ежедневно. Живота на множество революционери, борци-антифашисти, е сломен в запяните на Ляпчев.

Последните политически събития в страната — неуспеха на правителството в Софийските общински избори и грандиозната стачка на тютюневите работници — дадоха повод на фашизма да залее страната с нова вълна на варварски терор. Множество работници и интелигенти беха арестувани и подложени на неописуем терор.

За да илюстрираме още веднаж животинската жестокост на българската полиция, ние даваме по-долу створеното писмо, което един революционер адресира преди няколко дни от дълбочината на затворническата си килия до световното обществено мнение. Това писмо е твърде красноречиво. То говори само по себе си: то не се нуждае от никакви коментари.

Честния човек се срамува като чете този документ на съвременната инквизиция. Човек не би повервал, а при все това, изложението е чиста истина. »Истината е много по-страшна«, каза с право Анри Барбюс в книгата си, написана след една анкета върху белия терор в България, анкета

направена на «самото» място. Да, за нещастие, истината е много по-страшна.

Крайно време е, мислим ние, «щото» международната демокрация да се навдигне срещу терора, практикуван от фашизма и да потърси средства, за да възпрепятства убийците от София и от другите фашистки страни, които произволно убиват своите жертви, своите политически противници. Международния пролетариат, революционните организации, световната демокрация имат светения дълг да изнамерят средствата за борба против фашистите — убийци.

Не се касае само да се спаси живота на нещастния борец — комунист Младен Стоянов. Касае да се спасят хиляди хора, политически затворници; касае се, най-после, да се събори една система на варварска фашистка инквизиция, която започва чрез безчовечен терор, минава през политическото убийство, за да стигне до поголовното вклане. Ето — проче, въпросното писмо, което може би още «костува» живота на неговия автор — Младен Стоянов, без-страшния борец против българския фашизм.

## Отворено писмо

До господина **Андрея Ляпчев**,  
М-р на полицията и М-р-председател.  
Копие пресата у нас и в чужбина.

Господин Министре,

На 20 март т. г. бях арестуван от Полицията във качеството ми на член от Централния комитет на Българската комунистическа партия. В Дирекцията на полицията ме подложиха на физическа и морална инквизиция, пред която бледнеят средновековните мъчения над противниците на господстващите класи и диктатори. Не ме съмнение, че тази адска инквизиция над мене и другите арестувани комунисти става с **ваше знание и съгласие**, понеже тероризма, тюрмите и инквизицията влизат в системата на фашисткото ви управление. И ако излагам на кратко как съм мъчен, то не е за вас, а за общественото мнение на трудящите се и всички честни хора, които не са заинтересовани в потисничеството и експлоатацията на първите.

### 1. Морален терор:

Винаги ми е говорено на «ти». На майка съм напуснал повече от 500 пъти. Наричан съм: свиня, говедо, идиот, мискии, дурак, тамен, профан, проетак и пр. С пили ще пробием черепа ти. Нонес ще те убием и захвърлим с платинце. С една машина ще стиснем сърцето ти и ще го шукнем. Ще те инквизираме непрекъснато 14 дни. Нашите

средства за инквизиция са безброй и ти нема да устоиш. Ще ти забием игли под ноктите. Ще ти вкараме в ануса един прът на терпентин. Ще опиташ довчера височината на стълбите. Къс по къс ще те нарежем и пр. и пр. Поставиха ме в една от канцелариите нарочно за да слушам писжите и сърдцераздирателните охкания от инквизирането на другите комунисти.

## II. Физически изтезания:

Инквизиран съм до издъхване 13 пъти. Освен това, ударян съм с юмруци, плесници и ми е скубана косата и главата блъскана о стените безброй пъти.

**Първи път** съм изтезаван по следния начин: повалиха ме около 12 души агенти с юмруци и легнах на гърба си. Сбъхна ми обувката и чорапите. Босите ми крака провяха между пречките на облегалото на един стол, така че петите ми опреха на задната част на облегалото на стола. Един агент ми седна на коленете, друг на гърдите, а трет ми стъпи на ръцете и ми уви главата с едно платнище. Тогава един агент започна да ме бие с една гума от фойтонджийско колело. От ударите се получават неопишуеми болки по ходилата на краката. От болките аз пицка колкото глас имам под платнището. Боя продължи до капване от умора на агента. След това краката ми поставиха в кофа с студена вода. От боя устата ми изсъхнаха, а устните ми започнаха да се напукват, поради което ми дадоха глътка вода.

**Втори път** бях бит по същия начин, само че от двама агенти едновременно, докато капнаха от умора. Изпитвах адски и неопишуеми мъки. Из ноктите на пръстите ми потече кръв. Самия аз се обърнах на труп.

**Трети път** бях инквизиран както първия и втория, като двама души ме биеха едновременно — единия с гума, а другия с една дръжка от мотика, на която пише: «аз казвам войско». След като се измори този, който биеше с гумата, взе един железен, от тел, дебел бич. Болките станаха още по-ужасни и неопишуеми. От всички страни на краката ми се появиха кашки кръв поради разкъсване на тъканите.

**Четвърти път** бях инквизиран както третия път, само че ме биеха до изморяване четири души — по двама на смена. Понеже аз издавах адски рев от болките, агента който седеше на гърдите ми започна да пее за да заглуши моите писжи и същевременно ме натискаха на гупата и ми стиснаха още по-здраво устата.

**Пети път** бях инквизиран по следния начин: възраха ми двете ми ръце и ги турнаха под коленете. Между лактите и коленете прокараха едно дърво. Телото ми заприлича на топка, а задната част силно изпъкнала. Тогава започнаха ударите с железния бич и гумите. Целата ми седалинна област почерне — кръвта под кожата бе умъртвена, болките не се подават на никакво описание.

**Шестия път** бях измъчван пак по краката, но не помня колко души бяха, понеже бях полумъртъв.

**Седмия път** турнаха ми под коленете една пушка и превиха телото ми назад, така че главата ми опрехе о пода. Адски мъки се получават в кръста и гърдиня кош. За щастие това бе само за опит и не продължи дълго време.

**Останалите шест пъти** ме изтезаваха по един **особен** начин за първи път приложен в Дирекцията на полицията. Той се състои в следното: разголят ми корема, след това под коленете ми поставят едно дърво. Превиха ми телото назад, така че главата ми опира до пода. След това двама души започват да ме бият по корема с чаршафи натопени в некакъв разтвор или само в вода. От ударите корема се подува и силно почервенява. От това и болките в кръста, гърдите и краката скоро се **загубва съзнание**. След като опрат мъченията, краката и ръцете преперат, свет ми се вие и очите дълго време не виждат. Понеже вече не можех да понасям мъченията, хвърлих се през прозореца с цел да се самоубия, но не успех само по една случайност — вместо с главата напред, полетех с краката, а освен това, най-напред паднах на един корниз, вместо направо на камъните.

През 25 дни бяха вързани ръцете ми, а два дена бяха вързани и краката ми. От боя две седмици съм ходил по малка нужда **само кръв**. Поради болестта, която имах и гореописаните на кратко инквизиции, днес аз съм половин човек. Останалото ще го вземе затвора. Така е с всички други жертви на кървавата ви диктатура.

И както великия Галилей, когато бе поставен от реакцията на кладата жив да изпори, заради неговото откритие, той всред пламъците извика: **»и все пак земята се върти!** Така и ние комунистите, които днес сме инквизирани и измъчвани, съдени, затваряни, бесени и разстрелвани от черната фашистка реакция, казваме: **»и все пак, въпреки всичко, комунизма ще победи!**

Младен Стоянов,  
Бивш член на ЦК на БКП (т. с.)

## Развитието на хърватското национално движение<sup>\*</sup>

### II

От друга страна, в Хърватската диета се създаде една «Народна партия», признаваща компромиса като свършен факт, който е невъзможно да се унищожи и, старайки се да заеме властта в Хърватско, за да разшири по законни пътища и в кръга на възможностите, правата на хърватите. Народната партия представлявала едно течение на чист национален опортюнизъм с тенденцията да накара да се присъедини към Хърватско също и военната територия.

Между това, унгарците се стараят да ограничат колкото се може повече правата на хърватите, произтичащи от компромиса, и да вмъкнат в хърватските работи, унгарския език. Поради тази политика на насилие, Народната партия станала опозиционна.

В 1883 год. избухнало едно въстание, което било задушено и в Хърватско е било провъзгласено обсадно положение с комисар генерал Ромберг.

### Период на потисничество и мъртвило

След всичко това бил изпратен за бан на Хърватско граф Куен Хедервари, който установил, покрай едно систематическо потисничество, такава изборна система, че правителството можело за напред винаги да разчита на сигурно болшинство.

Изборния «ценз» е бил 60 златни корони, така че, всички селяни и всички работници били напълно изключени от гласоподаването. От цялото население само търговците, занаятчките и едно много малко число от твърде богати селяни, можели да гласуват. От независимите интелектуалци, имали право на глас, само тия, които имали докторат от некой факултет. От друга страна, всички държавни чиновници, без изключение, имали право на вот, макар и да имали само първоначално образование.

<sup>\*</sup> Заб. Гледай брой 117/118.

Куен бил още изработил една нова изборна система по такъв начин, че от един благонадежден за правителството окръг, той образувал четири, а опозиционните настроените окръзи били слети в един четири. Така напр., окръгта Сърб е имал всичко 74 избиратели, които имали право на един депутат, 42 от тех са били държавни чиновници. От друга страна, окръгта Лудберг имал 6.000 избиратели, които имали право само на един депутат. Над всичко отгоре изборите били публични.

Куен успел така да се задържи в Хърватско в течение на цели двадесет години. И това толкова по-лесно, че всички сърби в Хърватско — поради разпратата с хърватската опозиция, която отричала сърбизма, — вървели напълно с Куен.

### Пораждането на новото хърватско национално движение

До 1903 год., в Хърватско царуваше едно състояние на пълна застой. Самата хърватска опозиция се беше разделила на различни фракции, даващи се в легитимистичния опортюнизъм, до като хърватските маси немаха право на глас и никой не се интересуваше за тех.

В средата на учените хърватски слоеве се развива култа на миналото и некрофилска политика, т. е. любовта към умрелите хървати и умрелото Хърватско от миналите векове, а в същото време едно пълно безразличие към живия народ. Освен това, почва се активна експлоатация над този хърватски народ особено от адвокати, банкери и пр. Хърватския селенин обеднява все повече и повече и почва да емигрира на компактни групи в Америка.

В тази именно епоха почва големата роля на Степан Радич. Той поставя като програма на първо място помириенето между сърби и хървати за да противостоят заедно срещу унгарските насилия и да съборят Куен. Радич намира един съюзник в лицето на Светозар Прибичевич, който в онези времена бе един от редките сръбски опозиционери. Те двамата основават вестника «Narodna Misao», който



отбележи една дата в разбирателството между хървати и сърби от Хърватско.

Но Радич скоро се разделя от интелигентските хърватски среди, след като установи като главна база на националната работа организирането и обучението на селените, независимо от факта, че те немаха право на гласоподаване. Хърватската интелигенция не пожела да го следва по този път, понеже тя бе наследила част от манталитета на феодалната аристокрация, считаща селените като ниши елементи в страната.

Радич почва да създава селски организации в селата, той открива курсове за неграмотните селени, издава за тях вестници и брошури и в сътрудничество с братя си Антон Радич, той основава в. »Sejaski Dom«, полагайки основите на Селската партия.

Главната идея на Радич, що се отнася до политическите методи, беше организирания селски пасифизъм. Той бе убеден, че народа не трябва да възстане с оръжие в ръка срещу властите, но той също тъй не трябва да се бои от властите, и когато народа бъде организиран — не би имало власт годна да направи каквото и да било против волята на народа.

Прибичевич също тъй се разделя скоро от Радич, за да отиде с хърватската интелигенция. Но такъв начин се стигна до създаването на Хърватско-сръбската коалиция в 1906, която решава да сътрудничи с унгарската опозиция на Кошут. Когато Кошут дойде на власт в Унгария, в 1906 г., той предписа на държавните чиновници в Хърватско да гласуват за Хърватско-сръбската коалиция. Чрез тази Кошутова протекция, коалицията успе да събори в Хърватско »маджароните«, въпреки изборната система на Куен.

Партизаните на Франк и на Старчевич — две фракции от Партията на правото — получили в изборите през 1906 г. около 20 мандата, а Радич, напротив, не получил нито един мандат.

Хърватската интелигенция остава още верна на тактиката да спечели едно малко число от имеющите право на глас хора, борейки се само за мандати. Но Радич спечелва целата селска маса безплатно на глас и изоставена напълно на само себе си.

В Диетата от 1908 г. Радич идва вече с три мандата. В Диетата от 1910 г. с дванадесет. В Диетата от 1913 г. отново с три мандата, но с същото число гласове, както Хърватско-сръбската коалиция (45.000 гласа).

Хърватско-сръбската коалиция влиза в конфликт с Кошут по въпроса за официалния език в хърватските железници, и по »прагматиката на железниците«. Този конфликт ползваше на първо място австрийската политика на граф Френтал и предизвика в началото силна обструкция от страна на хърватските делегати в Будапещенската диета.

Също така, през тази епоха започват наново преследванията. В Загреб се организира в 1909 г. един голем процес за »държавна измена«, в 1911 г. е процеса Friedjung в Виена — и всичко това с цел да се все, на първо място, терор в националното движение в Босна.

В 1910 г., процеса в Загреб за »държавна измена« е прекратен вследствие на политическите усилия на бана Томашич и на Хърватско-сръбската коалиция. Светозар Прибичевич сключва с бана Томашич в името на Хърватско-сръбската коалиция един пакт за унищожението на този процес и за освобождението на всички обвиняеми и на първо място братята на Прибичевич, Адам и Валериан.

В 1911 г., обвинен от страна на Хърватско-сръбската коалиция, професор Де Фридонг е бил принуден да оттегли пред съда в Виена »документите« си по »държавната измена« на Хърватско-сръбската коалиция.

В 1910 г. се установява в Хърватско Комисарията на Чувай и в 1913 г. Хърватско-сръбската коалиция отива наново в Будапещенската диета, где то се сдружава с Тиса.

#### Младежкото национално движение и световната война

След втория Комисариат на Чувай, се проявява едно младежко движение против легитимистичната политика на Хърватската диета. Младежта издига искането за Съюз на федеративните републики на южните славяни.

В резултат на този революционен дух на младежта, идват агентатите срещу унгарските комисари. В 1911 г. в самия ден на откриването на първата Босненска диета, Богдан Жерайг стреля срещу генерал Варешанин, управител на Босна; Юкич стреля, през 1912 г., срещу Чувай; Дойчич стреля срещу Шкерлец — 1913 г., юний месец; след това същата година, срещу Шкерлец стрелят младежите Шефер

и Керцигоня, Планинич през октомври 1912 стреля срещу Чувай. Най-сетне, агентата в Сараево 1914 г., в организирането на който »Черната ръка« игра най-важната роля.

В самото начало на световната война, Прибичевич бива интерниран в Буда-Пеща. Първоначално Радич се опира на Централните сили и използва първите им победи, за да поиска да предложи мира. В Виена той предлага създаването на една държава от всички южни славяни на федеративна база, в рамките на Хабсбургската монархия. Партията на правото, особено партизаните на Франк, подкрепят идеята за триализма и за образуването на Хърватска държава в границите на монархията.

В 1917 г. Радич извършва поврат. Той почва да счита и да прокламира, че Хабсбургите преследват понемчването на славяните, а не организирането на държавата на базата на народния суверенитет и затова, той се поставя на точка зрение, че съществуването на Австрия е безполезно. Ръководния комитет на Хърватската селска партия на Радич възприема и прокламира, в 1917 г., републиканската програма и почва да води пропаганда за отделянето на славянските народи от Хабсбургската монархия.

Прочем, Австро-Унгария в 1917 г. почва да се намира в истинско състояние на разпадане. Безредие в администрацията, общата дезорганизация, масовото дезертиране и образуването на »зелени кадри«, както и целото общо положение, правеха невъзможна една строга и системна политическа репресия.

От друга страна, в Хърватско царуваше пълна неориентираност на духовете, и в тази неориентираност края на войната свърва Хърватско.

#### Окупацията на Хърватско и »Народния съвет«

След погрома на Австро-Унгария и при помощта на съглашенски военни единици, сръбските войски окупираха Хърватско и по този начин, още в началото поставят хърватския народ в невъзможност да се изкаже свободно по формата на бъдещата държава.

При това положение, с помощта на съглашенски и сръбски цикове, бива свикан »Народния съвет«, който провъзгласи присъединението към Сърбия, без да се допита до народната воля и без пълномощия. Решенията му за присъединението беха в пълна хармония с текста на пакта в Корфу от 20 юлий 1917 г., сключен между Никола Пашич и др. Анте Трумбич, представител на Югославянския комитет в чужбина.

В тази политическа игра, главните роли са играли др. Трумбич, др. Антон Коросец и Светозар Прибичевич, в качеството си на агенти на Карагеоргиевичевата династия, реализирайки политиката на последната, посредством Югославянския комитет, образуван в самото начало на войната от хърватски, словенски и сръбски емигранти от Австро-Унгарската монархия.

Югославянския комитет правеше политика в съглашенските страни, на »Национално единство« и на Съюза с Сърбия, др. Трумбич бе председател, а главни членове др. Никола Стоянович, Иван Мешрович, Велко Петрович, др. Нинко Зупанчич и др.

От многото хърватски политически мъже в чужбина, единствен Франк Супило бе политически противник на комитета. Той веднага и правилно бе схванал, че Югославянския комитет е само една агенция на сръбското правителство в Корфу.

Стефан Радич и Хърватската републиканска селска партия веднага се произнесоха против решенията на »Народния съвет« и против пакта в Корфу, против политиката на Югославянския комитет и тая на сръбското правителство.

По въпроса за »Съюза« Радич е искал, што то да не се разрешава с простия и формален вот на старите депутати, а по споразумение на хърватския и словенския народи с Сърбия. Неговата програма е била федералистична и републиканска.

Империалистичния Белград виждаше в това непосредствена опасност за своята хегемония и Радичевата опозиция бе обявена за разрушителна.

Радич и Хърватската селско-републиканска партия отговориха на това с въздържание, неучаствайки в Белградската скупщина цели шест години. Също тъй и Видовданската конституция, централистична, не бе изработена с участието на Хърватската селско-републиканска партия, която бе най-енергично против тая конституция.

(Край)

Радолуб Юришич

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA  
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## Na dan 15-te godišnjice Sarajevskog atentata

Povucimo na odgovornost ratne krivce i sločince prema slobodi balkanskih naroda

»Balkanskoj Federaciji« pripada čast što je prva u svojim stubeima od 1. decembra 1924. g. pa na dalje smelo pokrenula pitanje sarajevskog atentata, što je otkrila sve zakulisne mahinacije i zločine veliko-srpskih krugova počinjene u vezi sa sarajevskim atentatom. Vrhunac tih zločina nesumnjivo je bio Solunski proces, na kome su kralj Aleksandar, general Živković, radikali sa Pašićem i Ljubom Jovanovićem na čelu, osudili na smrt i streljali pukovnika Dimitrijevića-Apisa, majora Vulovića i četnika Malobabića, a masu drugih oficira osudili na robiju i lišili službe.

»Balkanska Federacija« je kako o sarajevskom atentatu tako i o Solunskom procesu iznela nepobitne činjenice koje su utvrdile, da su Apis i drugovi, koji su bili članovi nacionalno-revolucionarne organizacije »Ujedinjenje ili smrt« i organizatori atentata u Sarajevu, da su oni streljani radi toga, da ne bi otkrili glavne učesnike u spremanju atentata: tadašnjeg regenta, Pašića i radikale, carskog ruskog poslanika Hartviga i carskog ruskog vojnog atašea Artamanova i preko ovih carsku rusku vladu.

Streljani Apis i drugovi nisu bili ni optuženi za taj atentat, već za »atentat« na regenta Aleksandra, »atentat« koji ničim ni na samom insceniranom procesu nije dokazan — uprkos mnogim najmljenim i plaćenim svjedocima. Ali su nakskoro izašle na videlo stvarne pobude i razlozi koji su rukovodili organizatore Solunskog procesa.

Obelodanio ih je Stojan Protić odmah 1917. g. odgovarajući Seton-u Watson-u, da nije moglo biti pomilovanja osuđenih, jer postoji pismeno pisano rukom Apisa za vreme Solunskog procesa, koje isključuje pomilovanje. Zatim 1922. g. St. Protić je objasnio, da to pismeno sadrži priznanje Apisa da je on organizator Sarajevskog atentata.

Ali je već odavno utvrđena činjenica, da je Apis ubijen ne zato što je organizovao Sarajevski atentat, već što je znao za sve visoke ličnosti učesnike u pripremi i pomagače atentata, što je u tome pismu izredjao imena sviju njih i što je, osim toga, pukovnik Dimitrijević postao republikanac i pokazivao malo volje da služi slepo kralja i radikale.

Danas, 28. juna (15. juna po starom) diktator i apsolutni monarh Aleksandar Karadjordjević sa oficirskom klikom i veliko-srpskim bankarima tobože slave nacionalne revolucionare koji su izvršili Sarajevski atentat i pomrli po austrijskim tamnicama, i istovremeno govore o isključivoj odgovornosti za rat Nemačke i centralnih sila, danas mi smatramo za svoju dužnost visoko podići glas protiv stvarnih zločinaca za rat, u koje spadaju medju prvima današnji diktatori u Beogradu, agenti imperijalističke politike Antante, agenti ruske carske politike koja je išla za zavojevanjem Balkana i Bliskog Istoka.

Još jednom na današnji dan mi podvlačimo, da su atentat u Sarajevu pripremili: regent Aleksandar, Pašić, carsko-ruski poslanik i vojni ataše u Beogradu, da su se poslužili srpskom nacionalnom organizacijom kao orudjem za sprovođenje svojih imperijalističkih ciljeva. Rusija je tražila Dardanele i Malu Aziju, Srbija hegemoniju na Balkanu, učvršćenje svoje vlasti nad otetom Makedonijom i proširenje osvajanja na Hrvatsku, Dalmaciju, Vojvodinu, Bosnu, Slovenačku.

Kada je došao u pitanje ishod rata, tada je Antanta počela separatne pregovore sa Austrijom 1917. g. i srpski vladajući krugovi prihvatili su oberučke uslov Austrije, da se uklone Apis i organizacija »Ujedinjenje ili smrt« (u javnosti zvana »Crna ruka«). Samo, mesto uklanjanja sa visokih mesta u vojsci, regent Aleksandar, Pašić i Petar Živković uklonili su ih najradije sasvim sa ovoga sveta. Tada formirana kamarijska oficirska organizacija t. zv. »Bela Ruka« sa generalom Petrom Živkovićem na čelu, počela je stvarno vladati u zemlji, dok nije 6. januara 1929. g. uzela diktatorsku vlast u svoje ruke.

Ugnjetene nacije u Jugoslaviji, na dan petnaestogodišnjice 28. juna ne podižu samo glas protiv ratnih zločinaca i prouzrokovala svetskoga rata 1914—1918. g. već podižu glas na revolt i uzbunu protiv krvavog terora, kojim petnaest go-

dina veliko-srpski ugnjetači dave desetine naroda Jugoslavije spremaju se da ih ponova povedu na balkansku i svetsku klanicu za interese zapadnih imperijalista i za učvršćenje veliko-srpskog imperijalizma na Balkanu.

N. Matijević

## Jalova politika memoranduma i adresa

Hrvatski federalisti, i ako po svojoj brojčanoj snazi igraju veoma neznačajnu ulogu u hrvatskom političkom životu, stranka su velikih i bučnih fraza, koji u svakoj mogućoj prigodi neprestano deklamuju o veličini Hrvatske, o svetim i neoskrvnenim pravima hrvatskog naroda, o njegovoj slavnoj i kulturnoj prošlosti. U njihovim nazdravičarskim deklamacijama »dragoj i slatkoj domovini« obećavaju federalistički političari, kako će se za slobodu Hrvatske boriti do zadnje kapi krvi i rastapaju se od milja u ljubavi za te historične Hrvate, koji žive u njihovim mozgovima. U životu, u praksi? To je druga pjesma. Tu su sami oni-hrvatska malovaroška inteligencija i njihovi pokrovitelji iz bankarskih i trgovačkih kuća, kojima je nametnuta teška i neugodna dužnost, da vode brigu »o narodnom dobru i narodnoj stvari«, pa da se tuže na nezahvalni narod i jalovost svakog narodnog posla, da očajavaju nad »glupim seljacima i bezimenom seljačkom stokom« i »beskućnim radničkim propalicama«.

Ne bi bilo spomena vrijedno, da se obaziremo na političko djelovanje ovih ljudi, kad ne bi bilo znakova u narodnom životu, koji po svojoj reakcionarnoj biti i u službi reakcije, podupiru ovu posredničku ulogu inteligencije i klera izmedju »naroda odozdo« i »vlade odozgor« i koji se predstavljaju kao čuvari »naroda« i jedino pozvani branitelji »njegovih prava i njegove slobode«.

I ako se je hrvatsko radništvo — hvala njegovoj klasnoj i radničkoj osviještenosti — u najvećem dijelu oslobodilo jarma ovih patriotskih vodja i političara od zanata, nije to na žalost slučaj sa srednjim seljaštvom i niskim činovništvom, a po gotovo ne sa malim obrtnicima po gradovima i varošima, koji se još većinom kupe oko ovih praznih lumbarda i vjeruju u spasonosnost ovih suznih patriotskih tirada.

Naša je dužnost, da i ove dijelove radnog naroda duševno oslobodimo i povedemo u bojne redove radnika i siromašnih seljaka, u zajedničku borbu za jednakopravnost u svim životnim funkcijama, za slobodu i slobodan razvitak.

Sa padom feudalizma (1848) i carskog apsolutizma (1860) preuzeše duševni oči i predstavnici današnjih naših hrvatskih federalista političku baštinu »staleža i redova« i u njihovom duhu vodili su političku borbu i formirali politički život po načelima liberalizma i liberalne škole. Sesdeset godina odlučivala je ova mala šaka privilegovanih klasa sa sudbinom širokih narodnih slojeva, za čiju volju nitko nije pitao ali čijem imenu pjevahu ditirambe i prolijevahu more blagolagoljivih riječi.

Na obranu interesa ovih povlašćenih staleža stajala je oružana moć države, a za izvoštenje »narodne slobode« upotrebljavahu ovi staleži njihovo omiljeno i jedino sredstvo: memorandume i adrese. U bezbroj tih memoranduma i adresa moljahu ovi vodje »naroda« i njegovi pozvani zatočnici u svim mogućim varijacijama, u tonu podaničke odanosti sve kraljeve i careve, da povrate hrvatskom narodu njegovo neotudjivo pravo na ujedinjenje. Takve memorandume i adrese slale su političke stranke, crkveni dostojanstvenici, istaknuti politički prvaci, općine, županijske skupštine, a poglavito sabori. Gotovo svake godine kroz čitavu liberalnu ustavnu eru zaključivao je hrvatski sabor u Zagrebu i dalmatinski sabor u zadrnu jednu takovu »preponiznu adresu«. Takove predloge predlogahu hrvatski liberalni predstavnici u bosanskom saboru u Sarajevu i istarskom saboru u Kopru.

Sve te adrese i memorandumi, rezolucije i peticije imali su uvijek jedan te isti uspjeh: padale su u koš dotičnih vlada i resortnih ministara, a predlažaći se bogatili na

račun svoje borbe i dalje rado snosili nopore i težinu narodnih odabranika i otaca i brigu »o narodnoj stvari«.

Veliki socijalni i politički pokret i prevrat, koji je buknuo za vrijeme svjetskog rata i nakon se rata razmahao po svim zemljama kruglje zemaljske nije prošao nezapažen u hrvatskim zemljama, medju radnim hrvatskim narodom. Nastala je duboka promjena u dušama širokih masa i jasno i očito došla do izražaja njihova težnja, da same postanu nosioci političkog života i stresu sa sebe jaram jeftinog posredničkog profitskog patriotizma.

Tako je došlo, da je u hrvatskom političkom životu uglavnom prestao onaj trutovski život posredničkih političara od zanata i liberalna se inteligencija našla nakon 60 godina neograničene vlasti po prvi put u defenzivi.

Ali fizički zakon ustrajnosti pokazuje i u socialnom i političkom životu svoje tragove. Nestaju carstva, ruše se države, novi socialni poredak mijenja iz temelja osnove svijeta i društva, ali se ne promijenjuju lako ljudi i njihov značaj, kad su ovi zadodeni krivim načelima i svojataju za sebe ulogu i zadaću, koju im narod ne daje, a život ne dopušta.

Ne samo da ova velebna socijalna i politička revolucija, koja na naše oči mijenja strukturu čitavog ljudskog života u svim krajevima svijeta, nije promijenila značaj hrvatskih federalista, nego nije mogla promijeniti ni njihove političke metode, i ako je te sam njihov politički život najoštrije dementovao i dokazao njihovu potpunu bezuspješnost i besplodnost.

Skupština zagrebačke advokatske komore pružila nam je ponovno dokaz, kako teško izumiru politički preživjeli petrefakti i kako nikakvo krvavo iskustvo ne meže promijeniti ljude, kad su im pojmovi o državi, narodu, slobodi krivi i koje sebe zamišljaju kao posrednike između naroda i vlade u jednoj borbi, koja ne trpi posrednika, nego nužno okuplja na jednoj strani proganjene i izrabljivane, a na drugoj strani prgonitelje i izrabljivače. Dr. Milovan Žanić, advokat i bivši poslanik hrvatske federalističke stranke postavio je na konstituirajućoj skupštini zagrebačke advokatske komore predlog, da se u pozdravnoj adresi kralju umetne zahtjev, da ovaj povratni narodu njegova prava.

Sve je išlo po uobičajenom kalupu federalista i stvar bi nakon prihvata predloga bila zaboravljena, da Dr. Žanić je Franjo Josip i njegove vlade bacao sve takve predstavke u koš, a kralj Aleksandar i njegova policija hapsi za takve nedužne izjave. Radi takve male razlike sada sjedi predlagatelj Dr. Žanić u beogradskom zatvoru i čeka na osudu izvanrednog državnog suda po zakonu o zaštiti države, član treći...

Gest Dr. Žanića i njegovih drugova i brza akcija policije neće sigurno pomanjkati, da izazove politički uticaj kod preostalih pristasa hrvatskih federalista, nižih činovnika, gradskih obrtnika i srednjih seljaka. Ovi će naime lako uočiti kako komično djeluje ova jalova politika memorandumima, adresa i peticija na kralja u doba kada isti ovaj kralj nogama gazi sve, što se opire njegovom policijskom sistemu, u doba, kada ovaj kralj proglašuje zakon o uredjenju centralne uprave i ministarstva policije, po kojem je čitav narodni život usredotočen u rukama policije: sredskog načelnika, velikog župana, županijskog inspektora, ministra policije i generalnog inspektora. Sve funkcije narodnog, ekonomskog, prosvjetnog života nalaze se odsada u rukama policijskih organa, pojedina ministarstva nemogu u nižim stepenima imati svojih organa, nego obavljaju sve poslove preko spomenutih organa ministarstva policije. Ova jalova politika hrvatskih federalista i ovaj hegemonistički, policijski duh novog režima pokazat će svim dijelovima hrvatskog naroda, gdje su iskreni i faktični borci za njihovu slobodu i socialnu jednakost, pa će se i ovi s oduševljenjem pridružiti borbi revolucionarnih nacionalnih organizacija, pojačati tako njihov rad, pospješiti željeni uspjeh i stvarno pomoći, da se postigne postavljeni cilj.

Zagreb, 20. VI. 1929.

Krešimir Ivačić

## Novi zakon o unutrašnjoj upravi u Jugoslaviji

### Policijsko-vojnička svemoć

Diktatura ispunjava jedno po jedno obećanje o uklanjanju svih ostataka starog parlamentarnog sistema i narodnih samouprava i »zavodjenju reda« u državnoj upravi. Sada je taj »red zaveden« novim zakonom o unutrašnjoj upravi. Upravo, stavljeno je u zakon ono, što već diktatorski režim sproviđi bez zakona punih šest meseci. Osveštana je i zakonski policijsko-vojnička svemoć u državi.

Policija, ili, kako se to zvaničnim jezikom veli, »opća uprava« obuhvata sve poslove državne osim onih koji su zakonskim propisima stavljeni u nadležnost sudova, finansijskih ili vojnih vlasti. Dakle, sve ostalo: i prosveta i privreda, i zdravlje i samoupravni poslovi i sve drugo spada pod nadzor i svemoćnu vlast policije i postavljenih od diktatora viših i nižih policajaca. *Pod svemoćnu vlast*, podvlačimo, jer »velikom županu pripada, po slovu zakona, pravo konačnog rješavanja u svima predmetima u koliko za to nije nadležan ministar«. To isto pravo u svome području ima sreski načelnik i tako dalje sve do starešine policijskog komesara.

Prava opštinskih i oblasnih samouprava, u koliko su još donekle bila zaostala, sada se potpuno brišu. »U koliko su — veli se u novom zakonu — poslovi opće uprave preneti na samoupravne vlasti i ustanove, isti se vrše pod nadzorom i po uputima policije.« Dakle, samo onako kako policija bude upućivala i naredjivala, smeju samoupravne vlasti raditi i donositi naredjenja.

Za službu javne bezbjednosti služi *žandarmerija* koja sada ne stoji više pod upravom civilne već vojne vlasti. »Ona je sastavni deo vojske stalnoga kadra i kao takva u pogledu discipline i ličnih odnosa i vojničke nastave potčinjena ministru vojske i mornarice.«

Općinama je ne samo oduzeta samouprava i služba bezbednosti, već su općine napravljene poslušnim izvršiocima naredaba policije: »ako se ukaže potreba — veli zakon — općina je dužna na zahtev nadzorne policijske vlasti saradjevati u poslovima javne bezbjednosti i snositi odnosne troškove«. A uopće, u redovnim prilikama, »općina je dužna doprinostiti najmanje: troškove za smestaj policijskih nadležstava i njenih ustanova, za održavanje zgrada, za namještaj, rasvjetu i ogrjev... Preko toga općina će po sporazumu sa policijom učestvovati u izdržavanju policije, do polovine celokupnih troškova.«

Vidi se sasvim jasno namera režima da prebaci na općine polovicu troškova za izdržavanje policije, da time upravo olakša državni policijski budžet te da poveća broj policije i da je namesti u svakom selu za vršenje pritiska nad narodom — o trošku samog naroda.

To je jasno naglašeno i u zakonu, u stavu koji veli: »... veliki župan može postaviti, po ukazanoj potrebi, u važnijim općinama, za vršenje policijskih poslova jednog kvalificiranog referenta i pridati ga općinskom kapetanu (predsedniku općine)«.

Hoće li biti još žalosnih vodja potlačenih naroda u Jugoslaviji koji će govoriti o nekim namerama diktature da povratni narodu slobode!? Diktatura oduzima narodu i poslednje ostatke građanskih prava. Sa ovim zakonom narod u Jugoslaviji postaje ponizni sluga najmanjeg policajca i svakog žandarma. Ovaj zakon po planu diktature treba da pritegne narod, zapuši mu usta i osigura trajnost diktatorskom režimu. Bar za pet godina, potrebno je režimu da narod miruje i stoji bez otpora pod policijskom čizmom, dok režim ne usavrši i druga sredstva vladavine, dok ne stvori finansijska sredstva, dok ne dobije zajmove. A posle toga, režim namerava u punoj meri primeniti fašistički režim Musolinijev.

Hoće li narodi Jugoslavije mirno podnositi i čutati dok diktatura prelazi iz jednoga napada u drugi? Krajnje je vreme da progovore!

R. Radev

**Ugnjetavani građani, radnici i seljaci!**

**čitajte i širite**

**„BALKANSKU FEDERACIJU“**

**glasilo narodnih manjina i potlačenih naroda Balkana**

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Catastrofă economică și fascism . . .

... aceasta este perspectiva cea mai apropiată a României. Speranțele, cari se legaseră de venirea național-tărăniștilor la guvern, sunt astăzi definitiv spulberate. Sporirea impozitelor, contractarea împrumutului din Februarie, stabilizarea leului, modificarea legislației economice după directivele capitalului străin, nimic din toate acestea nu a putut opri alunecarea mai departe a gospodăriei țării spre dezastru și faliment. S'au scurs cinci luni dela stabilizare și împrumut, șase luni dela votarea noului budget și opt luni dela venirea național-tărăniștilor la guvern — și care e bilanțul?

Patru miliarde de lei deficit pe noul exercițiu bugetar; deficit în balanța comercială de peste două miliarde, scădere generală a valorilor la bursă. Acțiunile Băncii Naționale au scăzut în cursul ultimilor luni dela 17.500 lei la 10.200, acelea ale societății petrolifere Steaua Română dela 2.600 la 1.400, ale societății de navigație SRD dela 1.400 la 750, ale societății de tramvaie din București dela 1.450 la 910, — toate acestea luate la întâmplare din cota bursei. Înainte de stabilizare cercurile capitaliste reclamau sporirea circulației fiduciare și puneau pricinile crizei pe socoteala »plafonului«, care impunea o anumită limită emiterii de noi bancnote. Astăzi stocul de aur și devize-aur al Băncii Naționale a sporit, printr'asta s'a creat posibilitatea de a se spori și emisiunea de bilete a băncii. Dar biletele emise de-atunci în plus s'au reintors înapoi în casa băncii. Ba circulația a scăzut sub nivelul platonului dinainte. Pricina? Piața nu este în stare să absoarbă biletele emise, atâta este ea de slăbită. Ingrădirea scontului la Banca Națională pentru efecte comerciale a fost ridicată, dar piața nu poate face uz de această largire și scontul băncii dela stabilizare până acuma a scăzut în loc să crească.

Acum două luni începuseră să fie plătite datoriile statului către furnizorii săi — datorii rămase în restanță pe ultimii 6—8 ani. Astăzi plata acestor datorii a fost oprită. Pricina? Statul are deficite noi de miliarde în gestiunea sa și trebuie să le acopere din banii destinați achitării datoriilor sale către particulari. Urmarea este, că întreprinderile refuză de a mai furniza statului pe datorie, își reduc producția sau își închid de tot porțile. Creșterea șomajului este rezultatul ultim.

Reprezentanții guvernului au pornit iarăși prin străinătate după noi împrumuturi. Bancherii străini își strâng însă, la vederea acestor reprezentanți, băerile pungii lor. Căci cine se mai încumetă astăzi, când peste tot piața capitalului este înțepenită, să dea bani unui stat evident pe pragul falimentului...

Guvernul național-tărănist, ca orice guvern burghez, pentru a cârpi echilibrul bugetar compromis grav prin noul deficit bugetar pe anul în curs, recurge la concedieri de personal și la sporiri de impozite. Când se aflau în opoziție național-tărăniștii denunțau pe liberali, că urmăresc să asaneze finanțele statului prin reducerea numărului funcționarilor și prin sporirea sarcinii birurilor. Astăzi național-tărăniștii hotărăsc ei concedierea a 25% din numărul salariaților statului, reducerea salariilor (în special a celorlor suplimentare de scumpete) și sporirea impozitelor indirecte (pe spirt, tutun, chibrituri, sare, etc.).

Toate acestea sunt însă ineficace. Prea adâncă și generală este criza de care suferă economia României, pentru că asemenea paliative și cărpăceli să poată sluji la altceva, decât la sporirea nemulțumirilor generale. Masele muncitoare sunt supte de orice vlagă: țărănimea sărăcită este incapabilă să mai scoată valorile necesare din agricultură. Intinderile cultivate cu grâu au crescut (prin mărirea teritoriului țării) dela 1.623.000 ha. în 1913 la 3.101.000 ha. în 1927, dar producția a crescut în același răstimp dela 23 milioane chintale numai la mai puțin de 27 mil. Suprafața cultivată cu porumb a crescut dela 1913 la 1927 dela 2.147.000 ha. la 4.219.000 ha., dar producția numai dela 31 mil. chintale la mai puțin de 37 mil. Adică, în timp ce suprafața cultivată cu aceste două principale cereale a crescut cu 100%, evantumul producției numai cu 17% pentru grâu și cu nici 20% pentru porumb, — ceea ce însumă în realitate o scădere catastrofală a producției agricole,

baza economiei țării. În export catastrofa economică se oglindește cel mai vorbitor. România mică, dinainte de război, exporta anual 115 mii vagoane grâu (anul 1913). România-Mare însă a exportat în cei zece ani de după război (1919—29) *în total* numai 15 mii vag. — adică în zece ani nici măcar 70% din exportul unui an dinainte.

Mizeria economică la orașe se exprimă pentru păturile mijlocii prin pauperizare și pentru muncitorime prin șomaj și prin scăderea nivelului de trai pentru muncitorii cari mai sunt ocupați. În timp ce indicele de scumpete al traiului este de 7.000 pentru alimente și de 10.000 pentru îmbrăcăminte (anul 1913 = 100), indicele mijlociului al saariilor este de numai 3.000.

În timp însă ce situația masei muncitoare se înrăutățește astiel sub guvernarea național-tărănistă mai repede încă decât sub cea liberală, beneficiile marilor bănci, ale marilor fabricanți și ale moșierilor țin nivelul. Banca Marmorosch, Blank & Comp. și Banca Românească arată în bilanțurile lor pe anul încheiat beneficii de 40 și 50 la sută. Taxele de export, cari apăsau asupra produselor exportate de către marii proprietari și speculanți, au fost compiect suprimate la cereale, iar acuma se fac sforțări pentru introducerea unor *taxe de import la grau* de 10—15.000 lei la vagon, ceace va însemna o scumpire a panii și — ca o consecință a scumpirii panii — o scumpire a traiului în genere pentru masele muncitoare și consumatoare.

Pe măsură însă ce guvernul național-tărănist își macină popularitatea de eri, pozițiile sale politice slăbesc. Aceasta are două rezultate de consecințe. Pe deoparte ei este silit să înlocuiască popularitatea sa de eri cu alte mijloace de »influențare« a masei. Pentru a asigura »ordinea și liniștea« în stat această popularitate în topline nu mai ajunge. Mijloacele »noi« sunt fascismul. Asta nu trebuie să însemne suprimarea neapărată a »parlamentarismului« și a constituției — ca de pildă în Jugosavia. Dimpotrivă, dacă în Jugosavia dictatura regală și militară s'a introdus împotriva unor partide de opoziție populare, care se sprijineau tocmai pe parlamentarism și legalitate, și deaceia dictatura fascistă a luat acolo forma unei lovături de stat contra parlamentului și a legalității, — în România consolidarea dominației burgheziei contra masei lor se deslășură sub guvernarea național-tărănistă, adică a unui partid, care nu are în fața sa un adversar popular ce să se sprijine pe parlament împotriva partidului guvernant. »Adversarul« guvernului național-tărănist — liberalii — nu sunt un partid popular, care se sprijină contra național-tărăniștilor pe parlamentarism și legalitate. Divergențele nu merg astăzi între național-tărăniști și liberali pe linia: dictatură fascistă sau democrație, ci pe linia următoare: menținerea ordinii și liniștei, a exploatării și asuptrei printr'un guvern deschis fascist sau printr'un guvern, care să îmbrace fascismul în forme »populare«? Național-tărăniștii organizând trupe de voinici, preconizează calea a doua, liberalii pregătind o lovitură militară, urmăresc calea dintâi. Între aceste două lagăre, deopotrivă de dușmane masei populare, se agită un șir de grupuri deasemenea fasciste: unii cer o dictatură exercitată »deasupra și în afara partidelor« — e vorba de d. Filipescu; alții preconizează alcătuirea unor noi partide, cum sunt domnii cari se străduiesc pentru alcătuirea unui partid clerical.

Dar într'un fel sau altul: evident este astăzi că nici-un partid burghez din România nu mai vede astăzi ieșirea din situația catastrofală și amenințătoare, decât recurgând la măsurile extra-parlamentariste: la trupe de voinici, la lovitură militară, la »dictatura celor opt oameni tari« (Filipescu) sau la ațâțarea și exploatarea prejudecăților de rasă și de religie.

Dar această »ieșire« din impas prin fascism este numai aparentă. Ea va amâna numai pentru încă un oarecare interval deznodarea definitivă a situației catastrofale, care nu se poate efectua decât prin răsturnarea exploatării și asuptrei sub orice formă s'ar prezinta ea: brătienistă, național-tărănistă, militaro-fascistă sau alminteri.

I. Mateescu

## Lupta pentru Amnistia generală în România

*Cu ocazia serbărilor de aniversare dela formarea »României Mari«, Comitetul de apărare al victimelor teroarei albe din Balcani, constituit la Paris, a publicat manifestul pe care-l redăm mai jos.*

### Serbările române ascund un regim de teroare!

Guvernul român a invitat oaspeți străini să asiste la bucuriile serbării aniversării a zece ani dela formarea »României Mari«.

Însă, dincolo de tribunele oficiale, un popor întreg suferă răurile cari caracterizau regimul de teroare albă care a precedat guvernul »democratic« al d. Maniu.

Inchisorile sînt mai departe umplute cu prizonieri politici. Greva foamei bîntue mereu prin închisori iar prizonierii politici continuă a fi supuși unui regim ucigător.

Pentru a liniști protestările cari se aud de peste tot, guvernul Maniu a decretat un fel de amnistie politică care lasă totuși prin închisori toate victimele consiliilor de războiu, singurul juriu competent în materie politică. Pretinsa amnistie nu vrea să cuprindă decît pe aceia al căror delict sînt anterioare datei de 1 decembrie 1928 fără ca vreun verdict definitiv să fi intervenit în condamnarea lor.

Noi repetăm că nici o victimă a teroarei albe din România nu va părăsi închisoarea. Cu atît mai puțin Boris

Stefanov sau M. Bujor, sau condamnații insurecțiilor țărănești dela Tatar-Bunar, dela Hotin, sau din vechiul regat (1907).

Ca în timpul teroarei albe brătieniste, orice drept de organizare sindicală sau politică este desființat pentru proletariatul. Blocul Muncitoresc și Țărănesc e dizolvat și interzis, precum și Comitetul de Ajutorare al închișilor și alte organizațiuni asemănătoare.

Localurile sindicatelor sînt sigilate iar caselle lor confiscate. Ziarele muncitoare, ca *Inainte*, *Tânărul Luptător* (din București), *Proletariakaia Pravda* (din Basarabia), *Munkas Elet* (din Transilvania) sînt interzise iar redactorii lor arestați.

Acum șase săptămîni, guvernul Maniu a dizolvat cu focuri de carabină Congresul sindical care se ținea la Timișoara și a arestat pe congrești, sub pretext că aceștia din urmă se pregăteau să acompanieze la cimitir rămășițele neînsuflețite ale muncitorului transilvănean *Fonogy*, asasinat în închisoarea din Doftana.

Sindicatelor unitare, organizațiunile politice ale clasei muncitoare se vîd condamnate la o activitate clandestină.

O foamete teribilă bîntue în întreaga țara și mai ales în Basarabia. Criza economică a aruncat pe stradă zeci de mii de muncitori. Minoritățile naționale așteaptă în zadar o îmbunătățire a soartei lor.

Iată cari sînt caracteristicile regimului »democratic« instaurat de guvernul lui Maniu.

Noi vă cerem să protestați laolaltă cu noi în contra acestei stări de lucruri și de a reclama pentru clasa muncitoare din România dreptul de organizare sindicală, libertatea presei și a convingerii politice, dreptul de adunare iar pentru prizonierii politici o amnistie largă și efectivă.

Comitetul

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJEBR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR  
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Kosova\*)

*Kujtime, shënime e gjykime*

IV

### Tri pikat e 912 es

Mbi livizjet kombtare të Kosovës nuk kemi në dorë, po thuej, as një veprë me rëndësi kapitale. Broshura e z. Hasan Prishtines qi miret, shkurtas, me kryengritjen e 912 es e ajo e z. Kristo Dakos qi mundohet me i ndritue ngjarjet e Lidhjes së Prizrenit janë fare të pa mjaftshme, pse mund të keen vetëm një farë vlere kronologjike apo dokumentimi klasik. Po në ket kategori mund t'i fusim dhë botimet e ndryshëm plot kundreshtimesh të shtypit të botes qi u muren me këto livizje nder ditët e shvillimit të tyne. Krejt ky materiel, i shperdamë, jo i zoti me na prisue per kah njëj studim të pjeses filosofike e sociale të çeshtjes, krijon, rreth saj, një atmosferë kaotike sa mos me mujtë kurrsesi me dalë në breg. Këtë, në ket vorfëni publiciteti per t'u dhimtë, duhet t'a kerkoim arësyeen kryesore pse dhë më një fenomen kaq kolossal ka prevalue një system gjykimi à l'oriental: *Shqiptari i kohes s'onë ka bā peilla nduj, si thuhet në Kosovë, sa herë qi ka dashtë të flasi apo të formulojë ndonji gjykim të vedin mbi këto livizje.*

Prap këtë, në ket vorfëni, do t'a gjejëm shkakun e vertetë pse na takovi me ndigjue shpesh herë e me veshët t'anë se kryengritja e Kosovës nuk i paska sigurue Shqipnis s'asaj kohes pos medresesh apo nuk paska pasë t'atër qellim pos librimit të sulltan Hamidit nga burgu, etj. etj. etj. ...

Nder këta typa qi filosofoishin me kaq guxim mbi ngjarjen ma të madhe të historis s'onë pas vdekjes së Skenderbegut, kam paa gjithfarë kokrash: karaxhahila rushdijeli e xhahila me diplomë t'universiteteve të botes së vjetër e të botes së ree... As një nga këta nuk kishin shkelë në tokë të Kosovës, makari per kuriositet. Sa tuhaf do t'u keet ardhë këtyne kur kanë konstatue se kosovari i kohes s'Ismael Kemalit, të Widit, të kongresit të Lushnjes, të rrënimit t'Esadistve

mirte pjesë gjithnji e si automatikisht në kampin nasional liberatuer!... Pse ky katundari i Prishtines, i Gilanit, i Mitrovices, i Pejes, i Gjakoves apo i Presheves, i Prizrenit e i Vulçitrinit, ferfullum prej tokes së vet malcore neper knetat malarike të Durrësit, të Vlones apo të Lezhës, flegmatik e qi nuk din m'u nxitue kur hecë, ngrifet dhë kercet si rrëfë çdo herë qi Shqipnia sulmohet prej kulshedravet të trathtis, të prapanikis fëtare apo prej të hujve?... Sa tuhaf do t'u keet ardhë...

\*

Jah, shkurtas, shka ka pasë sigurue kryengritja e Kosovës më 1912 per shqiptarët e katër vilajeteve:

I. *Autonomi administrative*: Katër vilajetet transformohen më një dhë sundohen prej njëj guvernori general me një këshillë të pergjithëshëm, zgjedhun prej popullit. Krejt nëpunësat, pos prefektave, janë nga gjaku shqiptar.

II. *Autonomi ushtarake*: Ushtria e Shqipnis rekrutohet në Shqipni dhë kommandohet prej officirave shqiptar e nuk mundet me shkue gjek veç se në kohë të luftës. Kështu asht pikërisht dhë gendarmaria.

III. *Autonomi kulturele*: Krejt shkollat fillore janë në gjuhë të vendit. Neper shkollat e mesme msimi i gjuhes s'onë asht i shtrengtushëm.

Këto tri pika, me gjith qi nuk sigurojshin një autonomi me krejt kuptimin e fjales, i paten hudhë bazat ma të shëndoshta të njëj librimi final.

Sa per një-më-dhet pikat e tjera të kryengritjes, këto janë nga shkalla e dytë dhë këtë nuk ka mjaft vend per t'i shoshitë. Per hesapin t'em vetëm këto tri pika do të keen gjithnji një vlerë historike të pa kontestushme.

Tash, po pyesim: a mund të sigurojte kryengritja e Kosovës një fitim ma të plotë?

Jo... E per shumë arësye prej kah po i rreshtojm këto:

I. Kryengritja ka fillue në Kosovë, asht shvillue neper forcat e grumbujve të Kosovës, e, po të hidhet më një anë livizja e çmëshme qi u shvillue n'ushtri ottomane me iniciativen trime të njëj grusht officirave shqiptar, ka triumfue vetëm neper mes të këtyne forcave. Një farë mitingu me armë qi u mbajtë në Pier nuk ka bā as një punë t'atër veç se me i

\*) Pason nga numuri 113, 116, 117/118.

dergue z. Hasan Prishtines një telegramë perfaqësimi. Kryengritësit e Jugut kan veprue, në ket rast, m'u si proletariati italian më 1920 që shkoi e i zapoië fabrikat në vend që me msye Romen dhe me zapue Shtetin... Dihet sesi i lshojë, pas pak ditët, fabrikat e zapume... Sa per kryengritësit e Shkodres, këta, po thuej, një grusht njerës, të vakarrim neper shpatijt e Mirdites kan mujtë me dergue në Shkup një delegation vetëm ahere kur të gjitha çeshtjet kishin mbarue në mes të Kosoves e të Stambollit.

II. Dhë sikur Shqipnia tjetër t'i kishte krye detyrat e saja pikë per pikë e fare me kohë, nuk patem me dalë me një fitim ma të plotë. Psehi asht krejt i kiarët: populli shqiptar nuk e pat blue mirë e po thuej as pak ideen e separatizmes absolute nga Turкия. Pra, një shkputje radikale do të vijte vetëm me kohë e neper një punim systematik të gjënë. Po të doni prova mbi ket, do t'i gjeni me duzina e në çdo formë në historin e aferme të Shqipnis së Londres.

III. Shqiptari, në atë kohë, nuk kishte të drejtë m'u b' mbreti i Turkis dhë m'u shvillue në gjuhën e vet. Por, lidhjet e tij fëtare e traditat e tij militare, të grumbullume e të r'anjume me shekuj, i paten sigurue këij një tubë të drejta ma të çmëshme se anadollakut. Prej Tashlixhes e deri më Basra, prej Izmirit e deri më kufijt e Persis shqiptari tregtojte lirisht tue u nderue, u drashtë apo u sympathizue prej krejt popujve që vargoreshin gjatë këtyne rrugave. Ma në fund, kultura turke, ma se njëzet vjet rresht, kishte punte pa pra neper qendrrat ma në shëj të Shqipnis e neper institutet e Stambollit k'u formohej djalëria e jonë me shumicë të madhe. Po të shtoin tash se ky shqiptar kishte një pagësë shumë ma pak se anadollaku dhë pagujte vetëm kur i tekejë, gjindemi,

mëherë, perpara njëj realiteti krejt cullak: *as një faktor per bee prej asaj kategori që i pat b' m'u futë në zjermë e në flakë kryengritësit grekë, serbë, bulgarë e armenë.*

Jah, m'u në këto pika, duhet me e paa madhështin e kryengritjeve të Kosoves. Triumfi i tyne i tronditi, më një mënyrë krejt serioze, lidhjet shekullore turko-shqiptare dhë pergatiti një tokë të frytëshme librimi final. Si kështu krejt livizjet e Kosoves perbain një epopë nga ma të shkëlqyshmet në histori revolucionare të botes.

E shkreta moj Kosovë, çfarë sherbimi ma të nalt do të mujshe me i sjellë kombit nder kondita aq të ngatrrëshme? ...

\*

Kosova sigurisht do t'a prisojte Shqipnin per kah shlirimi nasional dhë do t'a librojte sikur mos të bijte nën kthetrat e një robnis krejt mixore. Ajo i kishte energjit e nevojshme per t'a krye ket mision të nalt. As një gilesi nuk i mungojte. Por, me gjith që sot zgjedha e rëndë i a ka ndrydhë qafen, idealet e saj nuk kan mujtë m'u shue. Fati mund të fallet vetëm me raca të degenerume dhë perulet perpara vulnesava të pa thysme. Krejt faktet, pesë dhet vjet e këtej, dishmoin se Kosova nuk i ka lshue armët e veta revolucionare. A do t'i lshojë? ...

Jo kurr...

Pra kot lodhet Ali Klisura e kushdo tjetër. Kosova do t'i heci livizjes së shlirimit të kombit deri më fund. Ket po i a thot botes neper penden t'eme sot e nesrë, sigurisht, në lamë revolucionare të Balkanit neper grykat e armve...

Madrid, më 23. VI. 1929.

Bedri Pejani

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΙΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΤΟ ΛΕΓΟΜΕΝΟ Γ' ΑΓΡΟΤΙΚΟ ΣΥΝΕΔΡΙΟ ΤΗΣ ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΣ

Την δευτέρα εβδομάδα του Μάη συνήλθε στην Θεσσαλονίκη ένα λεγόμενο Γ' Αγροτικό Συνέδριο, με σκοπό την δημιουργία ενός Αγροτικού Κόμματος στην Ελλάδα, το οποίο θα είχε να αντιπροσωπεύσει τα συμφέροντα της αγροτιάς. Τόσο η σύνθεση όσο και οι αποφάσεις του Συνεδρίου όμως έδειξαν, ότι δεν ήταν τίποτα άλλο παρά μια άλλη επανάληψη της οικτρής προσπάθειας, να δώσουν νόμιμες φόρμες στην όλο ένα αβξανόμενη αγανάκτηση των πλατειών αγροτικών μαζών, με σκοπό να την παραλάβουν και να την εκμεταλλευτούν προς όφελος των τσιφλικάδων, των τσορπατσήδων και των άλλων «αγροτοφιλικών» στοιχείων.

Και τώρα σεις αιτίες που οδήγησαν στο Συνέδριο.

Η Ελλάδα είναι παρ' όλη την αγροτική της σύνθεση (πάνω από 60% του πληθυσμού είναι χωριάτες) ή μόνη χώρα στα Βαλκάνια χωρίς ένα Αγροτικό Κόμμα. Οι πλατειές αγροτικές μάζες μαζεύονται ως επί το πλείστον γύρω στα δύο μεγάλα αστικά κόμματα, το μοναρχικό και το βενιζελικό, ένα μέρος ταλαντεύεται μεταξύ των χωρίς να αράζει σε κανένα από αυτά, γιατί αιδώνονται ενστικτικά, ότι δεν είναι τα κόμματα εκείνα, τα οποία αντιπροσωπεύουν τα συμφέροντα τους, ένα άλλο μέρος τέλος είναι τελείως αδιάφορο και μόνο ένα σχετικά μικρό μέρος έχει συνείδηση της πραγματικής του θέσης. Επανειλημμένα γένηκαν προσπάθειες για την ίδρυση ενός Αγροτικού Κόμματος, απέτυχαν όμως όλες, γιατί προέρχονταν εκμέρους των καπιταλιστών ή το πολύ εκ μέρους των τσιφλικάδων, και καμμία απ' αυτές δεν αντιπροσωπευε τα συμφέροντα της αγροτιάς.

Η μπορζουαζία όμως με την κυβέρνηση επί κεφαλής προχούσε εν τ'α μεταξύ στον δρόμο της σταθεροποίησης, τον οποίο χαραζε ύστερα από το ρίξιμο του Παγκάλου. Όλα τα έξοδα της «ανάρθωσης» της οικονομίας ρίχτηκαν στην ράχη των εργαζομένων, χωρίς βέβαια να φειστούν τα εργαζόμενα στρώματα της αγροτιάς. Το αποτέλεσμα ήταν μια βαθειά δυσαρέσκεια των χωριάτων ενάντια στα κυβερνώντα κόμματα, ή οποία εκδηλώνονταν με άρνηση πληρωμής φόρων, με ένοπλες μαζικές διαδηλώσεις κτλ. Αυτή η κατάσταση οξύνονταν από μέρα σε μέρα, ως που ήλθε ο «Μεσίας» δηλαδή ο Βενιζέλος. Γεμάτο ελπίδες μαζεύτηκαν οι μάζες των αγροτών γύρω του, και συνετέλεσαν στην «λαμπρή» κοινοβουλευτική νίκη του της 19 Αυγούστου 1928. Πολύ γρήγορα όμως απο-

γοητεύτηκαν, ο Βενιζέλος ακολουθούσε με όλη την ακρίβεια τον χαραγμένο δρόμο. Αντί να ελαφρώσει τους παραφόρτωσε με νέα βάρη. Οι εξεγέρσεις και οι ένοπλες διαδηλώσεις εξακολούθησαν παρ' όλον τον Βενιζέλο, και όταν ήλθαν οι «περίφημες» γερουσιαστικές εκλογές δεν ήταν και τόσο καλά τα πράγματα για τα αστικά κόμματα. Περίπου 200 χιλιάδες λιγώτεροι ψήφοι δώθηκαν γι' αυτά. Αυτή η μείωση των ψήφων προέρχονταν ως επί το πλείστον από τους αγρότες. Οι κυρίαρχες τάξεις, οι οποίες προαισθάνονταν την ήττα αυτή, άρχισαν να δουλεύουν με άλλα μέσα. Φανερώθηκαν ζαφνικά διάφορα στοιχεία τα οποία ισχυρίζονταν ότι αντιπροσωπεύουν τα συμφέροντα των αγροτών, και τα οποία αυτοκαλούνταν «αγροτικοί». Το κέντρο των ανθρώπων αυτών ήταν ή Δράμα, και αυτό γιατί περί τα τέλη του 1928 έλαβαν εκεί χώραν μεγάλες διαδηλώσεις των φτωχών καπνοπαραγωγών. Οι εκλογές έφτασαν και τους βλέπουμε να σημειώνουν μια σχετικά μεγάλη επιτυχία.

Λοιπόν απ' ενός αυτή η σχετική εκλογική επιτυχία, ή ανάγκη να χαλινώσουν τις αγροτικές μάζες και απ' άλλου τα ιδιαίτερα συμφέροντα μερικών τσορπατσήδικων στοιχείων ήταν με λίγα λόγια οι αιτίες της σκηνοθέτησης του Συνεδρίου αυτού. Όπως είπαμε όμως, δεν αποτελούσε το Συνέδριο αυτό την μόνη και πρώτη προσπάθεια για την ίδρυση ενός λεγομένου Αγροτικού Κόμματος, και θα ήταν κατά τα άλλα άσημαντο όπως τα προηγούμενα, αν δεν αποτελούσε την ενδιαφέρουσα προσπάθεια της ίδρυσης ενός Αγροτικού Κόμματος κατά το υπόδειγμα του Σταμπουλίνσκου.

Το Συνέδριο δέχθηκε ένα είδος καταστατικό-πρόγραμμα και εξέδωσε ένα μανιφέστο. Στο πρόγραμμα στέκονται μέσα σ' όλα και τα εξής: «Η πολιτική έξουσία πρέπει ν' άνήκει στην αγροτική τάξη ή οποία εκπροσωπει το μεγαλύτερο μέρος του εργαζομένου λαού...» «Το Κόμμα διεξάγει τον αγώνα για την κατάληψη της έξουσίας δια της κοινοβουλευτικής οδού». «Η εργασία δεν δύναιτο ν' αποτελέι άντικείμενον εκμετάλλευσης». «Αυτοδιοίκηση των κοινοτήτων και των επαρχιών». «Η γη πρέπει να άνήκει στους καλλιεργούντας γεωργούς.» «Προοδευτικοί φόροι.» «Από απόψεως κοινωνικής το κόμμα άντιτίθεται και προς τον κεφαλαιοκρατισμόν και προς τον κομμουνισμόν, ως εκ τούτου οι μεταρρυθμικές του τάσεις θα αποβλέπουν στην δη-

آخر . . . نشریاتی بولنور. بلغرادك اڭ بيوك غزته سی پولتیه دائما رادیچك بیاناتی تحریف ایتمهکه صرب شووه نلرنیک قائلربی تحریك ایتمهکه ایدی. ۱۷ حزیرانده یعنی وقعه جنائیدهن اوچ کون اول بولتیقه شو نشریاتی بولوندی. «برینه حقارت ایدرسه کر مطلقا مقابلی کورورسکز موسیو رادیچ ایله پره ییچه ویچ اونوتامیل درلرکه بر مدتنبری بلا سبب و بلا معنا صرب ملتنه قارشى اڭ حساس بر صورتده اطلاع لسانده بولنیور بر صورتله که بولتره صبر و تحمل ممکن اولامیه جقدیر. . . .» شمئی نصل اولورده بلغراد محکمه سی بو قدر آچیق اسباب اورته ده وار ایکن جنایت ده تصور و تصمیم یوقدر دیور. عادل بر محکمه رادیچك قانی دوغریدن دوغریه بیاض آلدن آرایا جقدی. شبهه سزکه بیاض آل صریه ده بو کون هر وقتدن زیاده غیر مسئول بر تشکیلاتدر. بر تشکیلات که باشده قرال اولدینی حالدده تکمیل حکومتی آویچنه صوقش. . . لایسئل عن مایفعل. . . رادیچ دعوا سی صرب تاریخنده پک بیوک بر لکه قالا جقدیر. رادیچ دعوا سی بیوک صریه همکونه سی دعواسیدر. غیر مسئول اشخاص حکومت هیچ شبهه یوق که کندی جنایتربنی صاقلا بایقار و معصوملرک قائلریه ایستیزا ایده جکلدر. پونچا رادیچ دعوا سی بر صرب دعوا سی دکل یوغوسلاویاده اسارت آئنده ایکلین بیکرجه ملل مظلومه اولادلرینک (قروآتیا، ماکدونیا، قوصوه، قره طاغ، آلمان اقلینتری. . . الخ) جلا دلغی یاپانلرک دعواسیدر. ۲۷ مایسده بلغراد محکمه سنک ویردیکی ۲۰ سنه لک سوری و سطحی بر حکمیله بو دعوا بیته مز بو دعوا ملل مظلومه حضورنده اولاجق و یوغوسلاویاده عموم ملتلك محکمه سنده کوریله جکلدر. ۲۷ مایسده بلغراد محکمه سنده اثبات وجود ایدن رادیچ فامیلیا ایفرادی عموم یوغوسلاویا ملل محکومه سنک مثلاری ایدی. بو محکمه مظلومین قانیله ایستیزا ایدرسه رادیچ فامیلیا قائلربنی یوغوسلاویاده کی بالعموم ملل مظلومه مه مراجعت ایده رک طلب ایده جکلدر. . . .

۲ حزیران دالماجیجا شار

قروآت معوی پر نار بالماقاله: «سن ماکدونیا و قوصوده بولنان بکری صوبدک، أموالی یاغمه ایتدک ۲۰ هکتار اراضی طاپوسنی کندی نامنه چیقاردک، عدی پونچا رادیچ درحال طلبنجیه سنی چیقارارق نندیه قارشى دوران یالکز پر نار دکل ایستفان رادیچ و پاولا رادیچ اوزربنه آتش ایندی پاولا رادیچ و بازارچک اولو دوشدیلر، استفان رادیچ، پر نار و غرانديا آغیر یارالاندیلر و قروآت کویلیسی بابای محترم رادیچ بر بیجق آی صوکرا یاراسندن افاق بولامیه رق وفات ایندی. ایشته ۲۰ حزیران ۱۹۲۸ جنایتی کوستریورکه او یله محکمه نک حکمی کبی رادیچک بر اترتهوریله و قوعبولمش دکل پک آچیق بیاض آل قلیقی طرفندن ترتیب و تصمیم ایدلمش بر جنایتدر. بو جنایت قومبولونده پارلامنتو رئیسک ده پک شمولی الی واردر. مثلا او کونلرده پونچا رادیچ پارلامنتو قرارینه اقتران ایتمش اولان بر پروتوقول حقدیه سوز ایستیور پارلامنتو رئیسویوکا سوز ویریور مجلسجه مذاکره ایدلمش و قراره کچمش اولان بر مسئله حقدیه بر پارلامنتو رئیسوی ناصل بر مبعوثه سوز ویریور؛ بولنز طایشقلی، دوشوکلی ایشلدر. ایسقوپینجا جنایت قومبولوطی اولجه آکلایانلر، حس ایدنلر پک چوق ایدی. مثلا:

قره طاغ فده رالیست مبعوثلرندن دوقتور سه قولاً ۲۰ حزیرانده رادیچله یاپدینی و بالاآخره نشر ایتدیکی بر مکالمه ده قومبولوطی پک آچیق کوستر. دوقتور سه قولاً سو قصد حقدیه رادیچک نظر دقتی جلب ایدیور و او کونلرده پارلامنتوده هیچ سوز آلاماسنی شدله اصرار ایدیور و حتی رادیچه یمین ویردیوریور. . . .

بلغراد یومی غزته لرندن یه دنیستو که او زمانک باش وکیلی ووقچه وچک شخصی بر اورغانی ایدی. رادیچک سو قصدی حقدیه افکار عمومیه تی شو صورته احضار ایدیوردی: «سته فان رادیچ اولدیرلنی در. و اولدیریله جکلدر. طوموزله طوموز کبی فونوشمه لی در.

μιοργία οικονομικού και κοινωνικού συστήματος εντός του οποίου να μην υπάρχουν έκμεταλλευτές και έκμεταλλεούμενοι. Τέλος τονίζεται ότι στην έξωτερική πολιτική ακολουθεί μια ειρηνική πολιτική και μια συνεργασία με τους λαούς της Ανατολής. Αυτό είναι σε χονδρές γραμμές το περιεχόμενο του περίφημου αυτού προγράμματος.

Στό μανιφέστο του ζωγραφίζεται ή άθλια κατάσταση των πλατειών αγροτικών μαζών της Ελλάδας με τα μελανότερα χρώματα.

«As δοθε όλα αυτά τα πράγματα από κοντά. Η θέση, των αγροτών περιγράφεται με πάθος, για να μπορέσουν πιά εύκολα να τους κερδίσουν για την πολιτική τους. Τι είδους είναι αυτή ή πολιτική έχουμε δει, Ένα σωρό «επαναστατικά» συνθήματα για να οδηγήσουν τις μάζες στην κατάληψη της εξουσίας πάνω στο δρόμο του κοινωβουλευτισμού και για να αλλάξουν την κοινωνία, θαδίζοντας βέβαια πάντα . . . πάντα στο δρόμο του κοινωβουλευτισμού . . .»

Παρακάτω γίνεται ή προσπάθεια (ίδη το σύνθημα, αγώνας και κατά της κεφαλαιοκρατίας και κατά του κομμουνισμού) να χωριστούν τον αγώνα των πλατειών μαζών του κόμμου από τον αγώνα των άλλων έκμεταλλεουμένων και καταπιεζομένων στρωμάτων του λαού (έργατική τάξη, έθνικες μειονότητες). Το τι σκοπεύουν μ' αυτό είναι φανερό. Οι φλγερői τους λόγους ενάντια στον καπιταλισμό και στην κυβέρνηση δεν είναι τίποτα άλλο, παρά ένα μέσο για να έκμεταλλευτούν το έξεγρημένο αγροτικό κίνημα προς όφελος του ίδιου καπιταλισμού, τον όποιον καταπαλεμάνε στα χαρτιά. Η μπουρζουαζία χρειάζεται ήσυχία για να μπορεί να έξακολουθήσει χωρίς έμπόδιο την εφαρμογή του έξυγιαντικού προγράμματος της, χρειάζεται ήσυχία και ειρηνικές φράσεις (ίδη το σύνθημα, έξωτερικώς φιλειρηνική πολιτική) για να μπορεί άνεμπόδιιστα να λάβει μέρος στον έρχόμενο πόλεμο, και αυτή την ήσυχία την προμηθεύεται κατά δύο μεθόδους, πρώτον με την μέθοδο της τρομοκρατίας και δεύτερο με την έξαπάτηση των μαζών κάτω από το σκέπασμα επαναστατικών φράσεων και με την βοήθεια των πρακτόρων της. Και σ' αυτή την δεύτερη μέθοδο αντίκειν και το Άγροτικό Συνέδριο της Θεσσαλονίκης. Γιατί οι άνθρωποι που όργάνωσαν το Συνέδριο δεν είναι τίποτα άλλο παρά οι πράκτορες της μέσα στις μάζες και γι' αυτό οι πιά επικίνδυνοι έχθροι των μαζών αυτών.

Δεν θα άπασχοληθούμε εδώ με την ούτοπία του προγράμματος αυτού, ούτε θα επιχειρήσουμε καν να άποδείξουμε το άδύνατο της πραγματοποίησης ενός τέτοιου προγράμματος (της κατάληψης της

έξουσίας και της αλλαγής της κοινωνίας μέσω του κοινωβουλευτισμού). Θα θέλαμε όμως να επιστήσουμε την προσοχή των ελληνικών αγροτικών μαζών πάνω στα ιστορικά γεγονότα. Θέλουμε να επιστήσουμε την προσοχή τους πάνω σε μια τόσο κοντά θρησκόμνη χώρα, πάνω στην Βουλγαρία, όπου έχει γίνει μια τέτοια προσπάθεια κάτω από την όδηγία του Σταμπούλίνσκυ, και όπου τόσο ο Σταμπούλίνσκυ όσο και όλο του το κόμμα έξοντώθηκαν από την μπουρζουαζία δια πυρός και σιδήρου, όταν της φάνηκε της βουλγαρικής μπουρζουαζίας ότι πήγε πολύ μακριά και ότι καταχράστηκε την έμπιστοσύνη της. Θα μπορούσε να φέρει κανείς και άλλα γεγονότα, έτσι π. χ. τον Μάνιου στην Ρουμανία, ο όποιος επίσης ξεσκεπάστηκε σαν ένας λακός της μπουρζουαζίας, και άλλα πολλά. Προς τι όμως να πηγαίνουμε τόσο μακριά. Άρκει μόνο να υποδείξουμε ότι οι άνθρωποι που όργάνωσαν το Συνέδριο αυτό δεν ήταν χωριάτες (ήταν σχεδόν όλοι δικηγόροι, γιατροί, μικροί τοσρομαδιστές κτλ.) και ότι ως χθές στεκόυνταν άνοικτα στην ύψηρσια των διαφόρων άστικων κυβερνητικών και μη κομμάτων. Και άν σήμερα κάμμουν μια φαινομενική αντιπολίτευση, μόνο γι' αυτό για να ούδτεροψούν, όπως ήδη είπαμε, προς το παρόν τουλάχιστον την άύξανόμενη αγανάκτηση των αγροτών

Οι έργαζόμενοι άγρότες της Ελλάδας, που άποτελούν το χειρότερα έκμεταλλεούμενο στρώμα του πληθυσμού, έχουν όλως δι' όλου άλλες φροντίδες από του ν' ακολουθήσουν τους λεγόμενους «Άγροτιστές» τα στα περιπετειώδη πειράματα τους. Έαίρουν πολύ καλά ότι ο αγώνας τους δεν μπορεί να διεξαχθεί χωρισμένος από τον αγώνα της έργατικής τάξης και των έθνικων μειονοτήτων. Και άν δεν το κατάλαβαν αυτό άκόμη όλως δι' όλου, άλλά ταλαντεύονται εδώ και κει, δεν θα επιτρέψουν όμως ποτέ σε ξένα στοιχεία να έκμεταλλευτούν τα συμφέροντα τους.

Οι άγρότες της Ελλάδας δεν χρειάζονται ένα νέο «πολιτικό» κόμμα.

Έκεينو το όποιο χρειάζονται είναι πλατειές επαγγελματικές μαζικές όργανώσεις των φτωχών αγροτών, οι όποιες θα διεξάγουν τον αγώνα για τις ιδιαίτερες άπαιτήσεις της άγροτίας, για την κατάργηση όλων των φόρων από τους φτωχούς χωριάτες και την μεταφορά τους στους καπιταλιστές, για την ολοκληρωτική εφαρμογή της άγροτικής μεταρρύθμισης, ενάντια στην έκμετάλλευση από την Έθνική τράπεζα και από το ξένο κεφάλαιο, ενάντια στον προετομαζόμενο πόλεμο. Και τέτοιες όργανώσεις είναι οι Άγροτικές Ένώσεις, των όποιων οι άρχές υπάρχουν παντού σ' όλη την χώρα.

Μαύρος

# بالتان فدراسیونی

هر اون نش کونده انتشار اندر

بالتان اقلیتلرینک و مطلق ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم بالتان اسانلرنده باریلنمقدردر

## پونجه راجیج محاکمسی

قروآت ملتی محاکمک نك تحت التاثير ويرلن حکمته قارشى بوقوت ياپورد

۲۷ مایس ۱۹۲۹ ده قروآت کویلی پارتیسنک اوج نام شه فلرینک قاتلی اولان پونجا راجیج محاکمسی یاپیلدی. معلومدرکه جنایت سرای ایلله، بیاض آل قومیته سنک قرار یله یاپیلشدی. بونک ایچون بیوک صریه دیقتاتورلنی ره ژیمی ۲۰ حزیران ۱۹۲۸ ده اسقوپچیناده وقوع بولان قاتلی جنایتی اورت - باص ایتمک ایستور و بتون و سائطیله، غزه ته لریله، باطریوطرلیله، شوهن ملی تشکیلاتک ال باشلریله جنایتی کوچولمکه، مقتول دوشنلرک شخصیتلری حقنده انواعی تعریفلر، تعرضلر یاپدیلر، یاپدیردیلر. بونی یاپدیلر چونکه قاتلی پونجا راجیج، یوغوسلاویاده مسکون، محکوم ملترک مال و جانلرنه آچقجه سوؤ قصد ایدن بر قومیته نك (بیاض آل) واسطه اجرائیه سی در. . . اونک یکانه متجاسر بر آتی در.

اشته بلغراد محکمه سی بتون بو تأثیرات آلتنده اسقوپچیناده ۲۰ حزیرانده دوشن اوج اولو و ایکی آغیر یارالینک قاتلی تصور و تصمیم اولمقسزین اثر تهورله یاپیش بر جرم دی یه رنک ۲۰ سنه یه محکوم ایدی. حالوکه بو جنایت پک آچق نضوری، تصمیمی بر جنایتدر. ایشته جنایتک باشلیجه فاقفور و ناظملرینی آچقندن آچجه کوره بیلک و افکار عمومییه نهی تنویر ایده بیلک ایچون مسئله یی اسانندن ارانه ایدلم. ۱۹۲۸ ده رادیج پارتیسی ایله قروآت کویلی ده موقرات پارتیسنک آکلاشمالی اوزرینه قروآت حرکات ملیه سی اسقوپچینانک ۱۹۲۸ دوره اجتاعیه سنده پک چوق مناقشات و مذاکراتی اتاج ایتمشدی. قروآتلر یوغوسلاویاده قروآت ملتک ازهر جهت مساواتی طلب ایدیوردی.

صرب ملتیه فضله هیچ بر امتیاز ویرلنسه مساعده ایده میوردی. بو حرارتلی مناقشات مطبوعاتده پک چوق دوا ایتمشدی. اسقوپچینانک رادیقالم پارتیسی مبعوثلری که بیاض آل قومیته سنک آیلقچیلرندن باشقه بر شیء دکدرلر. . . بونلر، کویلی قروآت پارتیسی شه فی رادیجی دائما اولومه تهدید ایدیوردی. ایشته اسقوپچینانک ۱۵ حزیران ۱۹۲۸ جلسه سنده پونجا راجیج بو سوزلری سویله مشدی «بر مبعوث دیکرینی تحقیر ایدرسه اونکله مضاربه ایتمه سی لازمدر» رادیقالم مبعوث طوما پوپویچ، رادیج وقوع اتندن بر کون اول کرسیده «بز صربک صوکنده یز بر نهی کون اونک (رادیک) کله سنی، قفاسنی دوشوره جکدر حتی بوراده بر کون قفالریده دوشه جکدر» دیمشدی. عینی جلسه ده قاتل پونجا راجیج «رادیک اولمه سی لازمدر قاوله ویربله جکدر» سوزینی آچق سویله مشدی.

۲۰ حزیران وقعه جنایتیه کونی رادیج اسقوپچینا جلسه سنده دکل تحقیر آمیز سوز کندیسه اولجه سودکری طرفندن یاپیلان ایقاظ اوزرینه او کون هیچ بر آغیر سوز سویله مه مشدی.

بونکله برابر طوماس بو سوزلره حربی آچدی: «اگر سرب شه فلرینک، لیدرلرینک تحقیراته دوام ایده جکرسه قفالرینی بوراده یر دوشه جکدر» دیدی بونک اوزرینه قروآت مبعوث پرناز ساکنانه طوموسه جواب ویررکن پونجا راجیج باغیره راق «بن اعلان ایدرمکه صرب منافی هر وقت دن زیاده بو آنده، طوب ایله تشنکک پاتلامدیغی بو آنده اک بیوک تهلکه قارشوسنده در. کرک بر صرب کبی و کرکسه بر مبعوث کبی بن کندی ملنمه و کندی وطنمه قارشو تامیله آچق اعلان ایدرمکه صربلنی مدافعه ایتمک ایچون سلاح استعمال ایده جکم، دیدی.

### Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien IX, Postamt 71, Postfach 50

### SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50  
Prière d'adresser tout envoi d'argent à „La Fédération Balkanique  
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche“

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche,  
Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

#### Texte français (pages 2633—2641)

P. Louis: La Quinzaine Internationale — D. Renoult: Le Labour Party et la Terreur Balkanique — M. Malaguerria: Le fascisme et la Bulgarie — M. Willard: La Terreur Blanche décrit sa courbe vers la guerre — Camille Drevet: Prisons — Lettre ouverte de Mladen Stoyanoff — F. Challaye: Un Comité de Défense des Prisonniers Politiques — M. Kallnovsky: La Société des Nations et les minorités nationales — I. Mateescu: Catastrophe économique et fascisme en Roumanie — La lutte pour l'amnistie effective en Roumanie

#### Texte allemand (pages 2641—2645)

N. Matijević: Der fünfzehnte Jahrestag des Attentates von Sarajevo — R. Radeff: Das neue Gesetz über die innere Verwaltung in Jugoslawien — K. Ivačić: Die fruchtlose Politik der Memoranden und Adressen — J. Prynios: Griechenland auf dem Wege zur offenen Diktatur — Mayros: Der sogenannte III. Agrarkongress in Saloniki — N. Amaru: Die Karikatur einer politischen Amnestie — Der Kampf für eine wirkliche Amnestie in Rumänien

#### Texte bulgare (pages 2646—2649)

M. Калиновски: Обществото на народите и националните малцинства — Кремжков: Великото начало — Отворено

писмо на Мл. Стоянов — Р. Юришич: Развитието на хрватското национално движение — Край

#### Texte croate (pages 2650—2651)

N. Matijević: Na dan 15-te godišnjice Sarajevskog atentata — K. Ivačić: Jaloва politika memoranduma i adresa — R. Radev: Novi zakon o unutrašnjoj upravi u Jugoslaviji

#### Texte roumain (pages 2652—2653)

I. Mateescu: Catastrofă economică și fascism . . . — Comitetul: Lupta pentru Amnistia generală în România

#### Texte albanais (pages 2653—2654)

B. Pejani: Kosova—IV

#### Texte grec (pages 2654—2655)

Μαύρος: Τὸ λεγόμενον Γ' Ἀγροτικὸν Συνέδριον τῆς Θεσσαλονίκης

#### Texte turc (pages 2655—2656)

شار: پونجه راجیج محاکمسی